

SEB LE RÊVEUR



LE PLAN
RONCES



ÉDITIONS EUISANIMA

Le Plan Ronces : La France va perdre

Par Seb Le Reveur

ÉDITIONS FUSIANIMA

[Lire la version interactive sur Fusianima.com](https://fusianima.com)

Table des matières

Chapitre 1 : L'échec du modèle d'intégration français	4
Chapitre 2 : La mutation du crime : du banditisme aux cartels	14
Chapitre 3 : L'insécurité de rue et le choc des mœurs	21
Chapitre 4 : La fracture religieuse : La loi de Dieu contre la loi des Hommes	28
Chapitre 5 : L'archipel français : La fin de la cohésion nationale	37
Chapitre 6 : L'impotence de l'État : Justice et OQTF	43
Chapitre 7 : La démographie : Le poids des nombres	51
Chapitre 8 : Le suicide culturel : Haine de soi et déconstruction	61
Chapitre 9 : La trajectoire vers le chaos : Guerre de basse intensité	74
Chapitre 10 : Le dernier rempart : L'armée et la reconquête	83
Chapitre 11 : 2026-2027 – L'effondrement des services publics en "zone grise"	92
Chapitre 12 : 2028 – La généralisation du "Narcostat" et la corruption systémique	99
Chapitre 13 : Le Grand Basculement sécuritaire et le choc des milices	105
Chapitre 14 : L'heure de la décision : État de siège ou Partition officielle	114
Chapitre 15 : 2030 – L'impact global : La chute du pilier européen	123

Chapitre 1

L'échec du modèle d'intégration français

La lumière bleue de l'écran, cette incandescence froide qui finit par imprimer sa propre rétine au fond de l'œil, ne se contente plus d'éclairer ma chambre. Elle l'opère. Elle projette, avec une violence de stroboscope, les fragments d'un miroir brisé que l'on appelait autrefois le « creuset français ». Je ne regarde pas seulement des nouvelles ; je regarde l'architecture d'un effondrement assisté par ordinateur. Sur le Site, chaque titre défile comme une petite phrase sèche, un coup de trique numérique qui vient fouetter une conscience déjà anesthésiée.

Ce que j'ai sous les yeux, ce n'est pas une simple crise politique, mais une liquéfaction de la matière première nationale. Il y a encore quelques décennies, le mot « assimilation » résonnait comme un impératif de forge. C'était un terme physique, brutal, magnifique. Il s'agissait de prendre des corps étrangers, des histoires lointaines, des mémoires disparates, et de les fondre dans le moule brûlant d'une culture qui ne transigeait pas. C'était une exigence impitoyable, sans doute, mais elle était porteuse d'une promesse : en échange de l'abandon d'une part de ton atavisme, tu recevais l'intégralité d'un destin. Tu ne devenais pas seulement un usager de la France, tu devenais la France. Le métal était chauffé à blanc, les scories étaient évacuées, et ce qui sortait de là possédait la solidité de l'acier.

Mais le Site, dans sa grande entreprise de mise à jour sémantique, nous a appris que ce mot était trop lourd, trop archaïque, trop « colonial ». On l'a remis au grenier des concepts rances pour lui substituer celui d'« intégration ». Un terme mou, spongieux, une catégorie administrative qui ne demande plus de fondre, mais seulement de s'insérer. On n'exige plus de l'autre qu'il se transmue ; on lui demande simplement de cohabiter, comme on dispose des dossiers dans un disque dur sans jamais qu'ils ne

partagent le même code source. C'est le passage de la fusion nucléaire à la juxtaposition de billes de verre. Elles se touchent, elles s'entrechoquent parfois, mais elles ne se mélangent jamais. Elles restent étrangères les unes aux autres, prisonnières de leur propre transparence.

Sur mon écran, les rapports de police et les brèves de presse locale dessinent la géographie de cette sécession. Ce n'est pas une ligne de front claire, comme dans les livres d'histoire de la III^e République, c'est une archipelisation silencieuse, un émiettement du territoire en zones d'influence. Le droit du sol, autrefois geste de confiance d'un État qui pariait sur sa capacité à fabriquer des citoyens par la seule force de son horizon et de ses lois, est devenu une machine à tamponner des papiers dans le vide. On produit de la nationalité à la chaîne, mais on ne fabrique plus de nationaux. Le papier bleu-blanc-rouge est devenu un contrat de bail, une commodité juridique qui donne des droits sans exiger d'allégeance intime. L'administration gère des flux, elle ne scelle plus des appartenances.

C'est ici que l'autopsie devient clinique. Regardez le navire-amiral : l'école. Jadis, elle était cette nef immense, protégée des bruits du monde, où les « hussards noirs » n'enseignaient pas seulement le participe passé ou les affluents de la Loire ; ils officiaient. Ils pratiquaient une forme de baptême laïc où l'enfant, quel que soit son nom, ressortait orné d'une grammaire mentale commune. On y entraît pour être dépouillé de ses superstitions et l'on en sortait habillé d'une langue souveraine. Aujourd'hui, cette nef est traversée par tous les courants d'air des revendications identitaires. Le professeur n'est plus l'officier de la raison ; il est devenu un médiateur épuisé, un casque bleu en territoire hostile, chargé de négocier une paix civile précaire entre des îlots de mémoires concurrentes.

L'enseignement est devenu une friction permanente. Quand on hésite à parler de la Shoah, quand on contourne le chapitre sur l'islam médiéval, quand on s'excuse presque de citer Voltaire de peur de froisser des sensibilités qui ne se reconnaissent plus dans l'héritage des Lumières, ce n'est pas seulement la pédagogie qui recule.

C'est la France qui déserte. L'école ne transmute plus, elle adapte. Elle ne forge plus l'acier, elle malaxe une pâte à modeler multiculturelle qui s'effondre à la moindre pression. Le tableau noir, ce miroir où devait se refléter l'unité nationale, se brise sous le poids de vérités alternatives.

On a cru, avec une naïveté technocratique qui confine à l'aveuglement, que le confort matériel, le Wi-Fi à haut débit et les prestations sociales suffiraient à opérer ce miracle de l'adhésion. On a pensé que la consommation serait le nouveau ciment, que l'homo œconomicus oublierait ses dieux et ses racines pour un abonnement de streaming et une protection sociale généreuse. Mais l'homme ne vit pas seulement de pain et de subventions ; il vit de récits, de symboles et d'appartenances charnelles. Et quand la République cesse de proposer un récit fort, quand elle commence à s'auto-flageller et à s'excuser d'être ce qu'elle est, elle laisse un vide béant.

Ce vide ne reste jamais vide. Il est immédiatement colonisé. Il est envahi par les cultures d'origine, par les identités religieuses revendiquées comme des boucliers, par des codes étrangers qui s'installent avec la force de l'évidence. Regardez ces quartiers que les statistiques appellent pudiquement « zones urbaines sensibles ». Ce ne sont pas des zones, ce sont des enclaves. On y croise des regards qui ne cherchent plus la connivence, mais marquent la distance. Les mœurs y ont changé de signe. La manière de s'habiller, de manger, de parler, de considérer la femme ou l'autorité, tout indique que l'on a franchi une frontière invisible, une ligne de faille sismique que l'État refuse de nommer.

Le regroupement familial, ce moteur démographique que l'on a laissé tourner à plein régime sans jamais se demander si la structure sociale pouvait encore absorber le choc, a fini par créer des masses critiques où l'assimilation n'est même plus une option. Pourquoi faire l'effort de devenir français quand tout votre environnement immédiat, du commerçant au voisin, partage le même code étranger ? On vit en France comme on séjourne dans un hôtel : on profite des services, on respecte vaguement le règlement intérieur pour éviter les ennuis avec la direction, mais on

garde ses valises mentales prêtes, car le cœur est ailleurs, de l'autre côté de la mer ou dans une Oumma globale qui efface les frontières.

Le sentiment d'appartenance s'est effondré, et ce n'est plus une thèse de sociologue, c'est un ressenti physique qui vous saisit dans le métro, sur une place de marché, ou en lisant les commentaires sous un article de fait divers. Il y a une partie de la population qui se vit désormais comme une force d'occupation psychologique. Ils ne sont pas contre la France, ils sont à côté. Ou plutôt, la France n'est pour eux qu'un décor, un terrain de jeu ou de prédation, mais jamais un foyer. On assiste à cette « sécession mentale » où le drapeau n'est plus un emblème de ralliement, mais un chiffon que l'on siffle, tandis que d'autres bannières, chargées d'une symbolique religieuse ou étrangère, fleurissent aux fenêtres dès que l'occasion se présente.

C'est là que le piège des « ronces » se referme sur nous. Le mot n'est pas choisi au hasard sur le Site. Chaque fait divers — ce couteau sorti pour une remarque, cette agression gratuite dans une fête de village, cette enseignante menacée pour une jupe jugée trop courte — n'est pas qu'un événement isolé. C'est le symptôme d'une perte de souveraineté culturelle sur notre propre sol. L'État, dans son arrogance administrative, a sous-estimé la puissance des attachements profonds. Il a cru que l'on pouvait déconstruire l'identité nationale sans que rien ne vienne la remplacer. Il a ouvert les vannes de l'altérité sans vérifier la solidité des digues de la transmission.

Et maintenant, nous y sommes. Le paysage est fracturé. D'un côté, une France qui se souvient d'elle-même mais qui n'ose plus le dire tout haut de peur d'être taxée de nostalgie suspecte ; de l'autre, des communautés qui s'affirment, qui s'organisent et qui grignotent, centimètre par centimètre, l'espace public. Ce n'est plus une nation, c'est un agrégat de solitudes hostiles. On ne se parle plus, on se surveille. On ne débat plus, on s'affronte par symboles interposés. La confiance, ce lubrifiant indispensable à toute société démocratique, s'est évaporée. On soupçonne le voisin, on évite certains quartiers, on retire ses enfants de certaines écoles. On se barricade physiquement et mentalement.

Le constat est chirurgical : le modèle d'intégration est une carcasse vide. On a voulu plaire à tout le monde, on a voulu être inclusifs jusqu'à l'absurde, et on a fini par s'exclure de notre propre destin. La France va perdre, non pas parce qu'elle est envahie au sens militaire du terme, mais parce qu'elle est en train de se laisser désarticuler de l'intérieur, par paresse, par culpabilité et par un renoncement systématique à imposer ses propres mœurs. Nous avons oublié que pour accueillir quelqu'un chez soi, il faut d'abord qu'il y ait un « chez-soi ». Et quand le chez-soi devient un hall de gare, plus personne n'a envie de s'y attacher. Les ronces ont poussé sur les ruines du creuset, et chaque jour qui passe, elles s'enfoncent un peu plus dans la chair d'un pays qui ne sait plus comment se dire « nous ».

Observez cette déliquescence n'est pas un accident de parcours, mais le résultat logique d'un irénisme coupable. On a soigné le corps urbain avec des milliards injectés dans le béton des banlieues alors que c'est l'âme nationale qui se gangrenait. Quelle erreur de lecture. On ne meurt pas pour un compte d'épargne ou pour une carte Vitale. On ne se lie pas à un pays parce qu'il offre des infrastructures décentes, on s'y lie parce qu'il propose une épopée. En dévitalisant nos propres symboles, en transformant notre histoire en une litanie de repentances et nos valeurs en abstractions juridiques vidées de leur sève, nous avons laissé la place à des récits autrement plus puissants. L'atavisme, ce vieux loup que nous croyions avoir domestiqué dans les jardins de la raison libérale, a repris ses droits.

Le vide est une injure pour l'esprit humain. Lorsque la France cesse de se raconter comme une aventure collective, les individus se replient sur la seule certitude qui leur reste : la lignée, le clan, la foi. C'est la revanche de la chair sur l'esprit des lois. Dans les quartiers de nos villes, l'architecture même témoigne de cette sécession. Ce ne sont pas des « ghettos » au sens strict, mais des enclaves mentales, des territoires qui ont physiquement glissé hors du fuseau horaire de la nation. On y marche avec d'autres codes, on y parle d'autres langues, non pas celles du cœur qui enrichissent, mais celles du refus qui excluent. Le commerce n'y est plus l'échange pacifique, mais

la marque d'un territoire conquis. La vitrine, l'étal, le vêtement : tout y crie une appartenance qui refuse de se fondre dans la masse.

Regardez ces visages dans le métro, ces solitudes qui se frôlent sans jamais s'effleurer. Il n'y a plus de « peuple » au sens souverain du terme, il n'y a plus que des clientèles émotionnelles. La méfiance est devenue le filtre à travers lequel nous déchiffrons l'autre. Un regard un peu trop soutenu, une tenue trop marquée, un silence trop lourd, et c'est tout l'édifice de la confiance civique qui vacille. Nous vivons dans une société de l'hyper-vigilance, où chacun guette chez son voisin les signes d'une altérité irrémédiable. La France n'est plus un corps social, c'est un archipel de colères froides.

L'État, quant à lui, ressemble à un intendant hébété dans un château dont il ne maîtrise plus les courants d'air. Il multiplie les plans de « rénovation urbaine », imaginant que des façades repeintes suffiraient à susciter l'allégeance. Il invoque des « valeurs républicaines » comme on agiterait des talismans contre un orage, mais ces mots n'ont plus de prise sur une jeunesse qui trouve sa dignité dans la contestation de ces mêmes valeurs. Car pour celui qui se sent étranger dans sa propre école, la loi n'est pas la garantie de sa liberté, elle est la marque d'une autorité illégitime.

Nous avons sous-estimé la force tellurique du sacré. En pensant que la laïcité était une fin en soi, nous avons oublié qu'elle n'était qu'un cadre. Or, un cadre vide ne retient rien. Face à des identités religieuses ou communautaires qui offrent un ordre, une morale, une hiérarchie et une appartenance, notre modernité molle et relativiste ne fait pas le poids. Le jeune homme en quête d'absolu ne se contentera pas d'une « charte de la laïcité » affichée dans un couloir gris ; il ira chercher la lumière, fût-elle sombre, là où on lui promet d'être un frère, un soldat, un héritier.

La vérité, celle que l'on n'ose plus écrire dans les rapports officiels de peur de déclencher l'incendie, est que nous avons laissé s'installer une France parallèle. Une France qui ne célèbre pas les mêmes victoires, ne pleure pas les mêmes morts et ne

projette pas le même avenir. Ce n'est pas une question de couleur de peau ou de patronyme, c'est une question de loyauté. Et la loyauté ne se décrète pas par un formulaire de naturalisation ; elle se gagne par l'assimilation du cœur. Or, l'assimilation exige une force d'attraction que nous n'avons plus. Pour assimiler l'autre, il faut s'aimer soi-même. Il faut être fier de ce que l'on est. Mais comment un pays qui passe son temps à s'autoflageller, à douter de son avenir, pourrait-il convaincre quiconque de rejoindre ses rangs ?

Le résultat est cette anomie rampante, ce sentiment d'être un étranger chez soi, une sensation de vertige devant le changement trop rapide des paysages et des mœurs. Les ronces ne sont pas seulement à nos portes ; elles ont poussé sous nos parquets. Elles étranglent les liens invisibles qui faisaient que nous nous sentions solidaires. Hier encore, un incident de voisinage suscitait une réaction commune. Aujourd'hui, on regarde d'abord qui est impliqué. On calcule le risque. On soupèse l'impact identitaire. La France s'est fragmentée jusqu'au trottoir. Chaque fragment de cet archipel revendique désormais sa propre justice, sa propre vérité, son propre territoire de ressentiment. La machine à fabriquer des Français est cassée, ses rouages sont grippés par le sable de l'indifférence.

Cette rumeur sourde n'est pas le fracas d'une invasion barbare telle que l'imaginaient les chroniqueurs du Bas-Empire, mais un bruissement plus insidieux, celui d'une désynchronisation généralisée. C'est le bruit d'un pays qui ne bat plus au même rythme. Observez ces gares de banlieue à l'heure où le jour décline, là où les néons blafards grésillent comme des consciences moribondes. C'est ici que la fracture se donne à voir avec une précision anatomique. On n'y croise pas une foule, mais des trajectoires qui s'évitent, des regards qui se frôlent sans jamais s'ancrer. La République avait promis le mélange ; elle n'a produit qu'une juxtaposition de solitudes.

Le drame français réside dans cette abdication sémantique : nous avons remplacé l'exigence de l'assimilation par la gestion de l'intégration. L'assimilation était une

transsubstantiation : on laissait derrière soi une part de l'atavisme pour épouser une mémoire plus vaste. C'était un arrachement qui offrait la gloire d'appartenir à une lignée de bâtisseurs. Aujourd'hui, nous demandons simplement de ne pas troubler l'ordre public. C'est le degré zéro de la nation. Nous avons transformé la France en une copropriété dont les habitants ne se parlent que pour régler les charges de l'ascenseur, sans plus jamais partager la table du banquet commun.

Entrez dans une salle de classe de ces territoires que l'on dit « sensibles » — un adjectif qui signifie que tout y est à vif. Chaque date historique est une possible offense, chaque texte littéraire un risque de blasphème. On n'y enseigne plus la continuité d'un peuple, mais on y démine les susceptibilités. Quand l'école cesse d'être le lieu où l'on fabrique du Français, elle devient le laboratoire où se cristallisent les rancœurs. Le petit élève n'apprend plus que ses ancêtres étaient Gaulois par l'esprit, mais qu'ils furent des bourreaux par l'histoire. On lui offre pour seul héritage la culpabilité ou la haine de soi. Comment s'étonner alors que le sacré aille chercher refuge ailleurs ?

C'est ici que le Plan Ronces révèle sa dimension la plus cruelle : il se nourrit de notre vide intérieur. Les ronces ne poussent pas sur un sol entretenu ; elles envahissent les jardins délaissés. Nous avons cru que la prospérité économique suffirait à acheter la paix des âmes. Quelle erreur tragique de physiologie politique. L'homme a besoin de récits, de symboles, de gloire partagée. En privant la France de son récit national pour ne pas « choquer », nous avons créé un appel d'air. Et dans cet appel d'air se sont engouffrées des cultures fortes, sûres d'elles-mêmes, qui n'ont aucune intention de se dissoudre dans notre tiédeur.

Regardez ces quartiers où l'on ne parle plus le français que par nécessité utilitaire, où les codes vestimentaires racontent une tout autre géographie mentale. Ce n'est pas une simple évolution démographique, c'est une mutation civilisationnelle. C'est l'installation d'une nation dans la nation. Une nation qui a sa propre police des mœurs, sa propre justice occulte. L'État pense encore qu'il contrôle la situation parce qu'il

rénovent des façades. Mais on ne rénove pas une âme avec du crépi. Le divorce est consommé. Il est silencieux dans les rapports officiels, mais il hurle dans les faits divers qui, chaque jour, viennent écailler le vernis de la coexistence pacifique.

La « sécession mentale » est désormais achevée pour une frange non négligeable de la population. Pour ces nouveaux séparatistes, la France n'est plus une patrie, c'est un guichet. C'est un territoire d'exploitation, un espace sans profondeur historique où l'on vit selon des préceptes importés. Nous assistons à la naissance d'un archipel de ghettos mentaux. D'un côté, une élite mondialisée qui vit dans une France muséifiée ; de l'autre, des classes populaires qui se sentent devenir minoritaires sur leurs propres terres, et au milieu, des enclaves étrangères qui s'étendent avec la patience des marées.

Chaque renoncement, même le plus infime — un sapin de Noël retiré, un menu modifié, une page d'histoire caviardée — est une ronce de plus qui s'enroule autour de la gorge de la nation. Ce ne sont pas des gestes de tolérance, ce sont des aveux de faiblesse. Et dans le langage brutal des rapports de force culturels, la faiblesse n'attire pas la gratitude, elle appelle l'agression. Nous avons désarmé psychologiquement nos concitoyens, leur expliquant que la préférence pour leur propre culture était une pathologie, alors que nous célébrions la vigueur des identités étrangères.

La vérité chirurgicale, c'est que la France est en train de perdre la bataille du sens. Une société qui ne sait plus définir ce qui est acceptable, qui ne sait plus dire « voici qui nous sommes », est une société condamnée. Les ronces ont désormais atteint les fondations. Elles lézardent les murs de la maison commune. Et tandis que nous nous disputons sur le sexe des anges de la laïcité, le lierre des contre-sociétés étouffe les derniers piliers de ce qui fut, jadis, la France. L'échec du modèle d'intégration n'est pas un accident de parcours ; c'est le résultat logique d'un pays qui a cessé de croire en lui-même.

Le vide que nous avons laissé ne restera pas vide. Il est déjà peuplé d'ombres qui

attendent leur heure, portées par une démographie implacable et une certitude religieuse que notre scepticisme ne sait plus combattre. Le Plan Ronces est là : il est le nom de notre impuissance face à ce que nous avons laissé croître dans le jardin de notre aveuglement. La lumière bleue de l'écran continue de clignoter, égrenant la liste des abandons, et dans le silence de ma chambre, j'entends monter le bruit d'un monde nouveau qui ne nous doit rien, et qui s'apprête simplement à nous remplacer sur les décombres de notre propre renoncement. La France ne va pas seulement perdre ; elle est en train d'oublier qu'elle a un jour existé, effacée par le logiciel de sa propre déconstruction.

Chapitre 2

La mutation du crime : du banditisme aux cartels

Le silence qui suit une détonation de kalachnikov dans une cité phocéenne ou une enclave du nord de Paris ne ressemble à aucun autre silence. Ce n'est pas l'absence de bruit ; c'est une suspension de l'air, un vide pneumatique où l'oxygène semble s'être retiré pour laisser place à l'odeur âcre de la cordite et du plastique brûlé. Pour comprendre la métamorphose de ce que nous persistons maladroitement à appeler le « banditisme », il faut d'abord accepter de faire le deuil d'un certain romanesque. Le milieu d'autrefois, avec ses hiérarchies pyramidales de patriarches à cheveux gris et ses pactes scellés dans le velours des arrière-salles, appartient désormais aux archives poussiéreuses de la PJ ou aux scénarios de Melville. Nous sommes entrés dans l'ère de la nécrose rhizomatique.

L'ancien banditisme était une entreprise, certes illégale, mais qui s'inscrivait dans une logique capitaliste traditionnelle. On cherchait le profit, la pérennité, la discrétion. Il fallait éviter de « réveiller le bœuf », selon l'expression des anciens, afin de maintenir une paix sociale garantissant la fluidité des affaires. Le crime d'aujourd'hui, celui qui sature les colonnes des faits divers avec une régularité de métronome, a opéré une mutation biologique. Il ne s'agit plus de s'enrichir pour prendre sa retraite dans une villa sur la Côte d'Azur, mais de saturer l'espace par une violence délestée de tout palier de décompression.

Regardez ces nouvelles structures, nébuleuses aux noms de clans de jeux vidéo : DZ Mafia, Yoda. Elles ne fonctionnent plus sur le mode de la transmission, mais sur celui de l'ubérisation. On recrute un exécuter sur Telegram comme on commande une pizza. Le tueur n'est plus un professionnel aguerri, cette figure froide et méthodique qui hantait l'imaginaire criminel ; c'est un gamin de dix-sept ans, déraciné, dont le

cerveau est irrigué par un nihilisme numérique. Pour deux mille euros et une poignée de « likes » virtuels sur des boucles cryptées, il est prêt à presser la détente. La vie humaine n'est plus une variable de négociation, elle est devenue un consommable, une unité de valeur jetable dans une guerre de territoires où le but n'est plus seulement de vendre, mais d'humilier. Le tueur est un prestataire de services, une variable d'ajustement interchangeable dans un algorithme de terreur.

C'est ici que le terme de « cartel » prend sa pleine résonance. La France voit éclore sur son sol des méthodes que l'on croyait réservées aux confins de Sinaloa. Le « barbecue », ce supplice consistant à calciner un rival ou son cadavre dans une carcasse de voiture pour effacer toute trace ADN, a changé de nature. Ce n'est plus une simple technique de nettoyage criminel, c'est une mise en scène macabre. On ne tue pas pour éliminer un concurrent, on tue pour produire une image capable de pétrifier l'adversaire et de sidérer l'opinion publique. Chaque colonne de fumée noire s'élevant d'un parking de cité est un totem de souveraineté érigé contre les lois de la République. Le cadavre carbonisé devient un contenu multimédia, une monnaie symbolique destinée à être partagée, commentée et validée sur les réseaux sociaux. La violence n'est plus le dernier recours d'un conflit qui a mal tourné ; elle est l'outil de gestion courante, le langage natif d'une génération qui n'a jamais appris la grammaire du compromis.

Au cœur de cette machine, le point de deal s'est métamorphosé. Ce n'est plus un simple comptoir de vente de stupéfiants niché au pied d'une cage d'escalier ; c'est une place forte, une enclave de droit étranger. Observez l'organisation chirurgicale de ces lieux. La sentinelle — le « chouf » — est souvent un mineur isolé ou un décrocheur scolaire dont l'horizon se limite à l'angle de la rue et aux messages d'alerte sur son smartphone. Il possède déjà la minéralité des vieux condamnés. Assis sur une chaise de plastique blanc, il est le capteur biologique d'une entité souveraine. Autour de lui, l'urbanisme a été détourné par une ingénierie de la prédation. Les halls d'entrée sont devenus des goulets d'étranglement, des sas de décompression où le client vient s'humilier pour obtenir sa dose de néant.

Cette puissance financière ne se contente pas d'acheter des berlines de luxe ou de financer des clips de rap aux esthétiques paramilitaires. Elle s'attaque aux fondations. Elle corrompt par capillarité. Un agent de mairie par-ci, un surveillant pénitentiaire par-là, un policier fragile ailleurs. Le poison se diffuse. L'argent est tel qu'il rend la sanction dérisoire. Pour ces jeunes soldats du bitume, la prison n'est plus une menace, elle est une étape de carrière, un séminaire de formation, une « école des cadres » où l'on tisse des réseaux et où l'on recrute de nouvelles petites mains. La cellule est devenue le bureau du PDG, un centre d'appel depuis lequel on continue de piloter les affaires grâce à des téléphones introduits par drone. La détention n'est plus un stigmata, c'est un rite de passage qui valide l'appartenance à cette nouvelle aristocratie de la violence.

L'armement, lui aussi, a changé de dimension. On ne sort plus le revolver pour intimider. On sort l'AK-47, le fusil d'assaut hérité des stocks instables d'Europe de l'Est. Ces armes de guerre circulent avec une fluidité effrayante, se vendant parfois moins cher qu'un smartphone dernier cri. Dans certaines caves, de véritables arsenaux dorment sous les dalles : explosifs, grenades, munitions perforantes. La violence est devenue instantanée, délestée de toute inhibition morale ou stratégique. Une dette ? Une rafale dans la vitrine. Un regard de travers ? Une exécution en plein jour, sous les yeux des mères de famille.

Cette mutation crée une rupture définitive, une faille tectonique entre deux mondes qui ne se comprennent plus. D'un côté, un État qui tente de répondre avec des procédures judiciaires lentes, des codes pensés pour un temps de paix, et des forces de l'ordre qui s'épuisent à vider l'océan avec une petite cuillère. De l'autre, une force paramilitaire qui n'a ni frontières, ni remords. Les règlements de comptes débordent désormais dans les centres-villes, sur les terrasses de café, jusque dans les enceintes des hôpitaux.

Le lecteur, en parcourant les titres que je décrivais plus tôt, sent cette bascule de

façon instinctive. Il perçoit que ce qu'il lit n'est pas une série d'incidents isolés, mais la chronique d'une métastase. L'accumulation des faits divers produit une sensation de vertige : celle d'une France qui perd le contrôle de ses marges, et où les marges commencent à grignoter le centre. Le sentiment d'insécurité n'est plus une construction médiatique ; c'est le résultat d'une confrontation quotidienne avec une brutalité qui refuse les règles du jeu commun.

C'est ici que l'expérience devient intime. Je me revois, assis devant mon écran, faisant défiler ces fameuses « sept pages » de rapports de police et de dépêches brutes. Ce que l'on ressent alors n'est pas seulement de la peur, c'est une forme de souillure métaphysique. On se sent sale de lire ces détails, sale de voir cette économie de la mort prospérer au grand jour, conscient que le travail classique ne peut plus lutter face aux gains mirobolants du deal. Le narcotrafic ne se contente pas de détruire des vies par l'addiction ; il détruit l'idée même que le mérite et l'effort sont les moteurs de la réussite. Il installe une contre-société où la seule loi qui vaille est celle du plus barbare, du plus armé, de celui qui aura le moins d'états d'âme au moment de craquer l'allumette.

Nous ne sommes plus face à des délinquants, mais face à des prédateurs qui ont compris que la peur était la monnaie la plus forte. Dans cette France qui se fragmente, chaque rafale de kalachnikov est un clou supplémentaire enfoncé dans le cercueil du contrat social. Le chapitre qui s'ouvre sous nos yeux n'est plus celui du banditisme, c'est celui d'une insurrection silencieuse, financée par la poudre et le sang, et dont l'objectif ultime est le remplacement total de l'autorité par la terreur. C'est cela, la réalité qui se cache derrière les titres secs et les « M à J » nerveuses. Une mutation de l'ombre qui, à force de ne pas être nommée pour ce qu'elle est, finit par dévorer la lumière.

L'ancien monde criminel s'éteint dans un râle de naphthaline. Il y avait jadis une forme de liturgie du sang qui donnait une structure intelligible au crime. Aujourd'hui, cet édifice s'est effondré sous le poids d'une sauvagerie sans mémoire. Ce qui s'est

substitué à la pègre traditionnelle, c'est une entreprise de démolition du réel. Marseille est devenue le laboratoire à ciel ouvert de cette décomposition. Ce ne sont plus des clans qui s'affrontent, ce sont des marques. Les acronymes claquent sur les réseaux sociaux, les logos saturent l'imaginaire de gamins dont la seule perspective est de devenir les managers du chaos. Ici, le crime ne s'apprend plus dans les bouges interlopes, il se consomme dans une frénésie de clics.

Cette économie défie toute tentative de réinsertion républicaine. Dans ces centaines d'enclaves nommées « quartiers prioritaires », le narcotrafic est l'infrastructure même de la vie sociale. C'est lui qui paie les loyers, qui remplit les frigos, qui finance le luxe clinquant des « grands frères » servant de modèles. Le point de deal est devenu la nouvelle mairie, le bureau de poste, l'agora. Il est une place forte, défendue par une armée de déracinés dont l'État ne sait plus que faire et qui trouvent dans la sentinelle du deal une identité, un grade, une raison d'être. Les cités se transforment en citadelles médiévales. On y installe des chicanes, des canapés au milieu des rues, des guetteurs dont le sifflement déchire le silence pour signaler la moindre silhouette étrangère. C'est un quadrillage militaire. La police y pénètre comme une armée d'occupation, consciente que chaque interpellation n'est qu'une égratignure sur une bête qui se régénère instantanément.

Le narcotrafic français a adopté les méthodes des cartels tout en conservant la souplesse de la logistique numérique européenne. C'est un hybride monstrueux. L'État, avec sa justice horlogère et ses peines déconnectées de la brutalité du terrain, semble agiter un plumeau face à un incendie de forêt. Le citoyen, derrière son écran, reçoit les décharges d'adrénaline brute de ce drame permanent. Il sent que le contrat social craque. La sensation d'impuissance n'est pas une vue de l'esprit, c'est le constat clinique d'une dépossession. Quand la mort se filme et se diffuse en direct, c'est toute l'idée de la civilisation qui vacille.

Le narcotrafic est une hydre qui vend une vision du monde où la loi est une faiblesse et le travail une idiotie. C'est une rupture définitive avec l'école, avec l'effort. On ne

parle plus ici de délinquance, mais d'une contre-société qui regarde la République avec un mépris souverain. Chaque titre de presse annonçant une nouvelle fusillade est une mise à jour sur l'état d'avancement de cette métastase. La France regarde ses marges inventer un avenir où la peur est la seule monnaie d'échange. Nous sommes les spectateurs d'une insurrection qui ne dit pas son nom, financée par le sang et dont les ronces s'enroulent désormais autour du cœur même de la nation.

Le silence qui suit la détonation n'est jamais tout à fait vide ; il est saturé d'une électricité lourde, d'une attente presque religieuse où le quartier, tel un organisme blessé, retient son souffle avant de se refermer sur son secret. Le cash, ce numéraire qui sature les appartements-nourrices, est une substance corrosive qui dissout les fondations de la cité. On achète des segments entiers de la vie sociale : le loyer de la voisine, le club de sport, les commerces de proximité. L'économie parallèle est le système nerveux central de territoires entiers, rendant le travail honnête presque insultant aux yeux d'une jeunesse qui mesure sa valeur au nombre de billets froissés dans la poche.

Les « jobbeurs » de la mort, ces intérimaires de l'horreur, sont la matière première, malléable et sacrificable, de cette industrie. Ils arrivent en train de Paris ou de Lyon, reçoivent un point GPS, une arme de guerre dont ils ignorent le recul, et une cible dont ils ne savent rien. La violence est une tâche de maintenance exécutée avec une indifférence de fonctionnaire. La théâtralisation est le paroxysme de cette mutation. Le crime s'exhibe, se filme, se story-ise. La violence est devenue un outil de marketing territorial. On ne se contente plus d'éliminer un rival ; on le supplicie pour pétrifier l'adversaire et fasciner les recrues. Le feu n'est pas seulement un agent chimique dans un barbecue, c'est un message politique : « Ici, la loi des hommes ne compte plus. »

Face à cela, l'État ressemble à une vieille horloge dont les rouages grippés tentent vainement de suivre le rythme d'un processeur quantique. La réponse pénale est perçue non comme un frein, mais comme un rite de passage, un club privé où l'on

peaufine son carnet d'adresses. La cellule est un bureau d'études. Et pendant ce temps, le citoyen, celui qui scrolle nerveusement entre deux stations de métro, reçoit ces décharges d'adrénaline. Il voit les vidéos de fusillades à la kalachnikov en plein après-midi, où les douilles tintent sur le goudron avec une sonorité de guerre civile. Il sent, de manière presque organique, que le sol se dérobe.

La véritable victoire du narcotrafic n'est pas financière. Elle est culturelle. Elle réside dans cette capacité à avoir créé un contre-imaginaire si puissant qu'il rend le modèle républicain pathétique. Pour un jeune de ces quartiers, le policier est l'employé d'une firme concurrente, un obstacle importun dans une transaction commerciale. Le professeur parle une langue morte, celle de l'effort, alors que la cité-cartel offre tout, tout de suite. Nous sommes entrés dans l'ère de la métastase. Le poison a quitté les organes périphériques pour remonter vers le cœur. La corruption effleure les structures de contrôle, s'insinue dans les ports, s'installe dans les mairies où le clientélisme impose de pactiser avec le diable. C'est un siège silencieux, une invasion par le bas. Chaque nouvelle mise à jour, chaque nouveau titre, n'est qu'une note de bas de page dans le grand livre de cette reddition.

Nous nous habituons à l'inacceptable. Dans ce silence complice de la répétition, nous oublions que chaque concession faite à la terreur est une pierre de moins à l'édifice de notre survie. La France ne fait pas que regarder le crime évoluer ; elle assiste à l'installation d'une armée d'occupation intérieure. Le monstre est là, gras de nos silences et de nos renoncements. Il possède l'avantage du barbare sur le civilisé : il n'a rien à perdre, car il a déjà tout conquis. Ce que nous lisons dans ces "sept pages", ce n'est pas le récit d'une crise, c'est le procès-verbal d'un basculement de civilisation. La nécrose a gagné le derme ; elle s'attaque maintenant à l'os. Et le silence qui suit la prochaine détonation sera encore un peu plus lourd que le précédent, car il contiendra, en germe, l'acceptation de notre propre fin.

Chapitre 3

L'insécurité de rue et le choc des mœurs

Voici la version finale, épurée de ses scories, densifiée dans sa moelle et portée par ce souffle clinique que réclame l'autopsie d'une nation.

CHAPITRE 3 : LA MÉTASTASE DE L'ASPHALTE

Je me suis imposé une discipline de légiste. Chaque matin, avant que l'aube ne vienne blanchir les toits de Paris, je m'immerge dans le flux. Devant l'écran, je regarde la France se vider de sa substance, goutte après goutte, au rythme des dépêches de presse locale et des vidéos tremblées captées par des téléphones témoins. Ce n'est plus une simple veille informationnelle ; c'est une plongée dans un laboratoire social où l'on observe, en temps réel, la décomposition d'un organisme millénaire. Les sites de ré-information ne sont pas des journaux, ce sont des moniteurs de signes vitaux. Et ce que je vois, c'est une syncope de civilisation.

L'obscurité urbaine n'est plus une donnée physique ; elle est devenue une pathologie tactile. Elle ne signale plus l'absence de soleil, mais une membrane qui se dépose sur les épaules de quiconque s'aventure dans les artères de la métropole une fois que les rideaux de fer ont achevé leur plainte métallique. Dans ces non-lieux que sont les couloirs de correspondance, là où l'air est saturé d'une odeur d'ozone et de poussière centenaire, le silence n'est jamais qu'une dissonance en suspens. On y marche avec la raideur de l'animal qui se sait pesé. C'est ici, dans la géographie souterraine des réseaux de transport — ces veines jugulaires du pays —, que se joue la première scène du drame. Les statistiques du Service statistique ministériel de la sécurité

intérieure (SSMSI) ne sont que des autopsies par anticipation. Elles nous disent, avec la sécheresse des comptes de l'apocalypse, que les vols avec violence, les agressions gratuites et les coups portés sans autre motif que l'affirmation d'une souveraineté territoriale, ne sont plus des anomalies. Ils sont la ponctuation d'un nouveau langage social.

Mais le chiffre est un linceul trop court pour la réalité. Ce que l'administration ne peut nommer, c'est la mutation biologique de l'agression. Le vol a cessé d'être un échange forcé de biens pour devenir un prétexte à l'humiliation. On ne se contente plus d'arracher un téléphone ; on brise une mâchoire, on piétine un visage déjà à terre, on laisse une signature de sang sur le bitume. Cette « gratuité » est un nihilisme pur qui signale que l'agresseur ne cherche pas seulement à posséder ce que l'autre a, mais à détruire ce que l'autre **est**. Le corps de la victime devient un palimpseste sur lequel la barbarie écrit son mépris pour le monde de l'ordre, du travail et de la retenue.

Dans ce théâtre d'ombres, la surreprésentation de certaines populations, issues de vagues migratoires récentes ou de poches d'ensauvagement territorial, n'est plus une hypothèse de polémiste. C'est un constat que l'administration laisse fuiter dans ses moments de lucidité forcée. Entre deux rames de RER, des visions du monde irréconciliables s'entrechoquent. D'un côté, une société héritière d'une longue décantation des rapports humains, faite de galanterie résiduelle et de respect des libertés ; de l'autre, un atavisme importé, une vision de la femme perçue soit comme une proie, soit comme un objet impur dont la présence seule dans l'espace public constitue une provocation.

Pour la Française du XXI^e siècle, la rue est devenue un champ de mines symbolique. Elle a dû réapprendre l'art de l'esquive, cette science invisible du comportement qui consiste à neutraliser son propre corps pour ne pas attirer la foudre. Observez ces femmes qui, dès le matin, opèrent une forme de deuil anticipé de leur liberté. Le choix du vêtement n'est plus esthétique, il est tactique ; c'est une armure de coton

destinée à ne pas « provoquer » la bête qui somnolent dans le regard de l'autre. C'est le port du casque audio sans musique pour simuler l'indisponibilité sociale tout en restant à l'écoute des bruits suspects ; c'est le calcul mental des trajectoires, l'évitement des groupes stationnant sur les seuils, le repérage des îlots de lumière. Ce harcèlement, qui va du sifflement prédateur à l'insulte ordurière dès lors que la « proie » ne cède pas à l'injonction de soumission, a modifié la structure même de la liberté. On ne circule plus, on s'infiltré. On n'habite plus la ville, on la traverse avec une hâte nerveuse, l'œil rivé sur le reflet des vitrines pour déceler l'ombre qui s'attarde. Cette adaptation forcée est une capitulation silencieuse. Quand une femme change de trottoir, c'est la République qui recule d'un mètre. Et ces mètres, accumulés par millions, finissent par dessiner la carte d'une nation qui bat en retraite.

Cette insécurité n'est pas une série d'actes isolés ; c'est une pression osmotique qui sature les consciences. Elle crée une vasoconstriction sociale où chaque interaction banale — un regard qui se croise, une demande de cigarette, un effleurement involontaire — porte en elle le germe d'une déflagration. On sent, dans la crispation des mâchoires, que le seuil de tolérance de la population historique est en train de se consumer. Car ce qui exaspère plus encore que l'agression, c'est le sentiment de l'impunité souveraine, cette arrogance tranquille de l'individu qui sait que l'État est un colosse d'argile bureaucratique.

Le profil de l'agresseur type, souvent multi-récidiviste, est devenu l'emblème d'une faillite systémique. Derrière les fictions juridiques — mineurs dont l'âge est un secret d'État, individus sous le coup d'obligations de quitter le territoire restées lettres mortes —, se cache une réalité que la police ne peut plus que constater. Le policier est devenu l'archiviste du chaos. Il recueille la plainte avec la lassitude de celui qui sait que l'interpellé sera de retour sur le même trottoir avant que la victime n'ait fini de soigner ses hématomes. Les procédures, d'une complexité auto-phage, et une hiérarchie soucieuse de calme statistique ont transformé la force publique en un corps de spectateurs impuissants.

Cette haine de la société française, que l'on devine derrière chaque coup de couteau « pour un regard », est le symptôme d'une fracture que les incantations au « vivre-ensemble » ne guériront pas. C'est une haine qui se vit comme une mission de conquête, où le portefeuille du retraité ou le corps de la femme sont des trophées de guerre. En face, la réponse est un vide pneumatique, une absence de sacralité de la loi qui invite à la transgression.

Le résultat de cette équation est l'archipelisation des esprits. Quand l'État abandonne son monopole de la violence légitime, il délègue de fait la sécurité au plus sauvage. Le sentiment d'être abandonné par le garant du pacte social engendre, chez les plus lucides, un désir de justice expéditive. L'idée de l'autodéfense germe comme une ronce sauvage dans le terreau de l'insécurité. On ne se défend plus par goût de la violence, mais parce qu'on a compris que le bouclier de l'État est en carton-pâte. La France, dans ses rues, dans ses gares de province désormais contaminées par ce virus de la sauvagerie, vit une érosion de la réalité. Le pacte est rompu, et dans les interstices du contrat social déchiré, les ronces poussent avec une vigueur terrifiante.

Chaque titre de presse, chaque mise à jour égrenant le chapelet quotidien des vies brisées, agit comme une électrolyse. Les molécules de la nation se séparent. Il y a ceux qui subissent, ceux qui fuient, et ceux qui attendent l'heure où la peur changera de camp. La France n'est pas seulement en train de perdre ses emplois ; elle perd l'usage de ses rues, le droit de regarder l'autre sans une pointe de terreur. La rue n'appartient plus au citoyen, elle appartient à celui qui est prêt à tout, et ce basculement de souveraineté est le signe le plus sûr d'un effondrement imminent.

Cette dépossession de l'asphalte s'insinue comme une humidité de cave, une moisissure lente qui gagne les soubassements de l'édifice national. Observez l'homme qui descend les marches du métro à l'heure où les néons commencent à grésiller, cette heure interlope où la civilité vacille. Il ne marche plus, il scanne. Son regard n'est plus celui d'un flâneur, mais celui d'un radar de combat. Il évalue les distances, déchiffre les postures, identifie les regroupements à la lisière des couloirs comme autant de

récifs. C'est cela, le premier stade de la défaite : quand l'espace public cesse d'être un bien commun pour redevenir un territoire de chasse.

La violence a changé de texture. Elle n'est plus utilitaire. Elle s'est parée d'une dimension rituelle. On ne frappe plus pour prendre ; on frappe pour marquer, pour signifier à celui qui ressemble encore à l'ancien monde qu'il est un anachronisme. Cette démission de l'institution crée un vide que la colère commence à remplir. Le seuil de tolérance n'est plus seulement entamé, il est pulvérisé. Dans les conversations privées, derrière les portes closes des pavillons qui se croyaient à l'abri, les mots ont changé. On ne parle plus de pédagogie, mais de force. Le désir de justice expéditive n'est plus le fantasme de quelques radicaux, mais la conclusion logique d'un peuple qui voit les visages de ses agresseurs dans les rubriques de « faits divers » qui n'ont plus rien de divers, car ils sont devenus la trame même de son existence.

Nous assistons à une syncope de civilisation où les mœurs les plus élémentaires sont balayées par une pulsion de conquête. La rue est le théâtre d'une guerre de basse intensité où la cible est l'identité même de celui qui passe. Un refus de donner une cigarette peut se conclure par une lame qui s'enfonce entre deux côtes. Cette imprévisibilité est le venin le plus puissant ; elle paralyse l'esprit et atomise la communauté. La France se décompose dans ses gestes les plus quotidiens, sous le poids d'une menace diffuse qui transforme chaque voisin en étranger.

Le craquement de cet effondrement n'est pas un fracas de tonnerre ; c'est le murmure d'une structure qui travaille sous un poids trop lourd, une érosion invisible qui grignote les fondations jusqu'à ce que le marbre ne soit plus qu'une poussière que le vent disperse. Nous sommes entrés dans l'ère de la métastase sociale. Descendre dans le boyau d'un métro, c'est accomplir un rite de passage dans un espace déterritorialisé. Ce n'est plus la République ; c'est une zone grise où le droit s'arrête à la lisière des tourniquets. Là, les silhouettes occupent les banquettes avec une décontraction de conquérants. Le voyageur n'est pour eux qu'une unité de ressources, un gisement de technologie portable.

Cette anomie remplace la politesse élémentaire par une vigilance animale, une tension de chaque nerf qui finit par épuiser l'âme. Et au cœur de cette jungle, le sort des femmes reste le curseur le plus cruel de notre défaite. Le harcèlement n'est pas une impolitesse ; c'est une entreprise de reconquête spatiale. Il s'agit de signifier à la femme qu'elle est une intruse dans un territoire qui obéit désormais à des lois non écrites. Quand la moitié d'une nation doit se déguiser pour traverser ses propres villes, c'est que la nation a cessé d'exister en tant que projet.

L'État se complaît dans une gesticulation administrative grotesque. Les « obligations de quitter le territoire » sont des confettis dérisoires face à des individus qui n'ont rien à perdre. L'agresseur sait que l'État a peur de lui, peur de l'étincelle qui embraserait les périphéries. Cette impuissance régaliennne crée un vide, et la nature a horreur du vide. Le citoyen honnête, qui paie ses impôts pour financer sa propre insécurité, réalise que le contrat a été unilatéralement rompu. Pourquoi obéir au Léviathan s'il ne garantit plus la sûreté des corps ? Ce doute est le poison le plus corrosif. Il réveille l'instinct du bouclier personnel.

Nous ne sommes plus au bord du gouffre, nous en explorons les parois. L'espace public est devenu un archipel de fortins mentaux. On ne traverse plus la ville, on slalome entre les menaces. Chaque regard prédateur, chaque « MàJ » annonçant un nouveau drame au couteau dans une ville autrefois paisible, est un clou supplémentaire dans le cercueil de la concorde. La France perd son âme sous le poids d'une violence qui est le bruit de fond d'une civilisation qui s'efface.

Le dernier souffle d'un peuple épuisé ne sera pas un cri, mais le silence de ceux qui ferment leur porte à double tour, sachant que derrière le bois mince, le loup porte le visage de l'impunité souveraine. Le Plan Ronces n'est alors plus une option théorique, il devient l'ultime réflexe d'un organisme qui sent la mort approcher et qui, dans un sursaut de survie, décide de ne plus rien laisser passer, au risque de tout briser. Car après la perte de la sécurité vient la perte de l'espoir, et un peuple sans espoir devient

lui-même le désastre, cherchant dans les décombres la dignité que l'État lui a volée. La géographie française s'écrit désormais dans la chair et dans les replis de la peur. Les véritables frontières sont capillaires. Elles traversent les wagons à vingt-deux heures. La France s'émiette en zones de prédation, où l'autre est un couperet, jamais une épice.

Le diagnostic est posé. L'autopsie est terminée. Le corps est encore chaud, mais les ronces ont déjà commencé à l'étouffer. Chaque coup de lame, chaque insulte jetée, est un acte de conquête par le chaos. Il ne s'agit pas de s'intégrer, mais de prouver que la structure n'existe plus. Et dans le silence assourdissant des pouvoirs publics, le craquement de l'effondrement est la seule musique qui reste. Une nation qui a peur de ses propres rues est une nation qui a déjà commencé à mourir. L'air est devenu irrespirable, saturé par l'odeur de la sueur des prédateurs et du sang des innocents. Le temps de la parole est révolu ; celui des ronces commence.

Chapitre 4

La fracture religieuse : La loi de Dieu contre la loi des Hommes

Il y a une géographie de l'ombre qui ne se laisse pas appréhender par les cartes d'état-major ou les rapports laconiques des préfectures. Pour la saisir, il faut renoncer à la vitesse, s'immerger dans la pesanteur de ces rues où l'air semble plus dense, saturé d'une attente qui n'est plus celle du progrès, mais celle d'un retour au sacré. Ici, le béton n'est plus seulement un matériau de construction ; il est devenu le réceptacle d'une métamorphose silencieuse, un palimpseste où les lois de la République s'effacent sous la poussée d'une calligraphie invisible, mais souveraine.

Le franchissement de la frontière n'est pas marqué par des barbelés, mais par une modification subtile de l'esthétique des corps. Dans ces enclaves, la démarche change, elle se fait plus assurée ou plus contrainte, selon que l'on appartient au chœur ou qu'on en subit la partition. La rue est devenue un tribunal à ciel ouvert. Ce n'est plus l'individu qui circule, c'est une unité de mesure de l'orthopraxie. Le regard des autres n'est pas une simple curiosité sociale ; c'est un scanner théologique qui vérifie la longueur d'une barbe, la texture d'un voile, la modestie d'un port de tête. Chaque vêtement est un étendard, chaque refus de regard est une frontière. Le hijab, le qamis, le jilbab ne sont plus des accessoires de foi privée ; ils sont les uniformes d'une armée métaphysique qui a décidé que l'espace public était le prolongement naturel de la mosquée.

Dans cette atmosphère, la laïcité française, avec sa discrétion élégante et sa neutralité de salon, fait figure d'anachronisme fragile, voire de provocation impie. Elle est vécue non comme une garantie de liberté, mais comme une agression caractérisée, un athéisme d'État qui chercherait à castrer le divin. Pour cette jeunesse nourrie au lait

d'une identité réactive, le mot « République » sonne comme une promesse trahie ou un code pénal sans âme. Ils lui opposent la « Loi de Dieu », cette structure totale qui ne laisse aucune place au doute, aucune fêlure à l'interprétation humaine. Là où la loi des hommes propose la nuance, la procédure et la délibération, la loi de Dieu offre la certitude, la sentence et l'éternité. C'est un confort psychologique absolu contre lequel les Lumières ne peuvent plus lutter à armes égales, car elles n'offrent que la fatigue de la liberté.

La pression est d'abord une vapeur froide qui s'insinue dans les foyers les plus paisibles. Il faut voir ces mères de famille, musulmanes par héritage et par culture, qui se sentent soudainement étrangères sous leur propre toit. Elles ont connu une France où la religion était un murmure, une odeur d'encens dans la pénombre du salon ; elles voient leurs fils revenir avec des certitudes tranchantes comme des lames, leur reprochant leur « tiédeur » ou leur « égarement ». La norme du groupe a remplacé la loi du père. L'apostasie, ou même la simple modération, est devenue une mort sociale. Dans les commerces de proximité, l'épicier ne vend plus seulement des denrées ; il vend une conformité. Le label confessionnel a débordé l'assiette pour devenir un label de conduite. Ne pas s'y plier, c'est s'exposer au stigmat, à la rumeur qui tue plus sûrement qu'un coup de poing, à cet ostracisme qui transforme le quartier en une prison sans barreaux.

Les attentats de la décennie passée n'ont pas seulement laissé des cratères de sang dans la chair de la nation ; ils ont agi comme un fixateur chimique sur une image déjà sombre. La méfiance mutuelle s'est cristallisée en une haine sourde, un retrait des troupes émotionnelles. Entre le « nous » et le « eux », le pont a été plastiqué par des discours de rupture. D'un côté, une société civile qui se crispe et regarde chaque sac à dos avec une sueur froide au creux des reins ; de l'autre, une communauté qui s'enferme dans le complexe de la citadelle assiégée, se persuadant que la France entière est une machine à humilier le croyant. C'est le triomphe de la paranoïa circulaire : plus le repli est fort, plus la société s'inquiète ; plus la société s'inquiète, plus le repli se justifie comme un mécanisme de survie.

Mais ce retrait n'est pas autarcique. Il est irrigué par des cordons ombilicaux numériques et financiers qui relient ces quartiers aux centres névralgiques d'une influence étrangère agressive. La Turquie d'Erdoğan, le Qatar financent pas des lieux de culte par pure charité spirituelle. Ce sont des vecteurs de puissance, des têtes de pont diplomatiques qui maintiennent une allégeance extérieure au cœur même du territoire français. On n'importe pas seulement des prédicateurs ou du marbre ; on importe des visions du monde où la France n'est qu'un théâtre d'opérations secondaires. Les paraboles sur les balcons, semblables à des oreilles de fer tournées vers l'Orient, captent une fréquence qui brouille le signal national. On vit à Saint-Denis, mais on pense à Istanbul ou à Doha. La géographie physique est française, mais la géographie mentale est un archipel de l'Oumma mondiale, une colonie de l'esprit installée dans les plis de la métropole.

L'école, jadis sanctuaire de la raison et forge de la citoyenneté, est devenue le théâtre d'une guérilla sourde. Le professeur n'est plus celui qui transmet, mais celui qui doit ruser avec le sacré. Chaque chapitre d'histoire, chaque poème, chaque cours de biologie est une mine antipersonnel. On conteste Darwin au nom de la Création, on récuse l'Holocauste au nom d'une concurrence victimaire, on refuse d'étudier les Lumières parce qu'elles auraient éclairé des chemins impies. Les enseignants, ces hussards dont la couleur s'est fanée jusqu'au gris de la résignation, pratiquent l'autocensure comme un art de survie. Ils éludent, ils contournent, ils arrondissent les angles de la vérité pour éviter que la classe n'explose. Dans ce renoncement pédagogique, c'est l'idée même de la nation qui s'effiloche. Car si l'on ne peut plus nommer le passé sans déclencher une émeute de la susceptibilité religieuse, alors le futur n'est plus qu'une page blanche que d'autres écriront avec des calligraphies plus rudes.

C'est ici que le Plan Ronces trouve son terreau le plus fertile et son diagnostic le plus cruel. Car comment répondre à une sécession qui se vit dans l'intimité des âmes ? L'État a cru, dans une naïveté qui confine au crime, que la rénovation urbaine

suffirait. On a mis du béton propre sur des colères sales, on a repeint les façades sans voir que les murs intérieurs étaient tapissés de ressentiment. On a ouvert des centres sociaux là où il aurait fallu réaffirmer une verticalité républicaine. Mais la République n'a plus de transcendance ; elle n'a plus que des procédures. Elle offre des droits là où la religion offre un destin. Elle propose des contrats là où le sacré impose des commandements. Et dans ce duel inégal entre la tiédeur des gestionnaires et l'incandescence des croyants, la défaite est inscrite dans la structure même de l'affrontement.

Regardez ces vitrines. Le néon n'y brille plus pour la simple consommation, il irradie une norme. La boucherie n'est pas qu'un débit de viande ; elle est le bastion d'une diététique de l'âme, une frontière de chair où se sépare le pur de l'impur, le licite du maudit. Dans ces interstices urbains, le supermarché s'est mué en un tribunal des habitudes. On y scrute les caddies comme on lirait des confessions. L'absence de certains produits, la présence obsessionnelle d'autres, tout concourt à l'effacement de la diversité profane au profit d'une uniformité sacrée. C'est une esthétique du vide qui s'installe : vide de la mixité, vide de la légèreté, vide de tout ce qui pourrait rappeler, même de loin, cette « insouciance » que les prêcheurs de l'ombre désignent comme le péché originel de l'Occident.

Et puis, il y a le silence des femmes. Un silence bruyant, lourd de tout ce qu'on ne dit plus en terrasse. Le vêtement n'y est plus une parure, mais une armure de soumission choisie ou subie, un linceul jeté sur les formes pour étouffer le scandale de la présence au monde. Dans ces quartiers, la marche d'une femme est devenue une stratégie d'évitement. On ne flâne plus, on traverse. On n'habite plus l'espace public, on le négocie. Le regard masculin, chargé d'une autorité atavique redécouverte dans les replis des discours radicaux, fait office de police des mœurs. C'est une pression atmosphérique, constante, invisible, qui pèse sur les épaules des jeunes filles, les obligeant à cette modestie forcée qui est la première victoire du rigorisme sur la liberté.

Le refus des rituels nationaux est le symptôme le plus éclatant de cette sécession intérieure. La minute de silence, ce moment de communion laïque où le temps s'arrête pour honorer un mort de la patrie, est devenue pour beaucoup une impossibilité théologique. Comment se recueillir pour celui que la doctrine désigne comme un ennemi ? Le drapeau tricolore, autrefois symbole d'une émancipation universelle, n'est plus qu'un lambeau de tissu colonial, un artefact impur. À l'inverse, le conflit au Proche-Orient est utilisé comme un catalyseur émotionnel permanent, un réservoir de colère prêt à déborder. La rue française se transforme alors en une arène où l'on rejoue des drames lointains avec une rage de procuration, évacuant les problèmes domestiques au profit d'une épopée victimaire où l'État français est fusionné dans la figure de l'opresseur universel.

Derrière cette réalité de terrain, le dialogue interreligieux, tant vanté par les édiles et les plateaux de télévision, n'est plus qu'une mascarade de politesse, une façade de carton-pâte qui s'effondre dès que les projecteurs s'éteignent. On échange des sourires devant les caméras, on signe des chartes de fraternité avec des stylos qui n'ont plus d'encre, tandis que dans les caves, dans les clubs de sport improvisés, dans les groupes de discussion cryptés, on forge une identité de rupture. La dérive n'est pas une pente, c'est un gouffre qui s'élargit chaque jour un peu plus, nourri par l'impuissance d'un État qui a cru que l'économie suffirait à intégrer les âmes, oubliant que l'on ne meurt pas pour un taux de croissance, mais que l'on est prêt à tuer pour une idée du sacré.

C'est ici que mon scalpel doit entamer la chair du dispositif. Car ce paysage, aussi sombre soit-il, ne se suffirait pas à lui-même s'il n'était pas mis en scène. Nous passons de l'autopsie du terrain à l'autopsie du signal. La « Machine Éditoriale », ce monstre froid dont le Plan Ronces est à la fois le moteur et le produit, se nourrit de cette décomposition. Pour comprendre comment la France a basculé, il ne faut pas seulement regarder le quartier ; il faut regarder l'écran qui le raconte.

Observez le mécanisme de la « Mise à jour » — la fameuse « MàJ » qui ponctue les

dépêches comme le battement de cœur d'un patient en état de choc. Ce n'est pas une simple réactualisation de l'information. C'est une technique de mise sous tension psychologique. Lorsque l'écran affiche ce sigle, le lecteur n'attend pas seulement des faits ; il attend la pièce manquante du puzzle qui confirmera sa propre angoisse. Il cherche le prénom, l'origine, le statut administratif, ce détail qui permettra de coller l'étiquette de la « théologie de combat » sur un acte de délinquance ordinaire. Et quand le détail tombe — le passé de radicalisation, le refus de la laïcité, l'allégeance étrangère — le cerveau reçoit sa dose de dopamine amère. La certitude est là, féroce, indiscutable. On ne lit plus pour apprendre, on lit pour être vengé d'avoir douté.

La machine ne se contente pas de rapporter le désastre, elle le sculpte. Elle prend cette fracture religieuse, ce face-à-face entre le minaret et le fronton de la mairie, pour en faire une tragédie grecque découpée en épisodes de 280 caractères. Chaque incident, chaque refus de serrer la main d'une femme dans une administration, chaque murmure hostile durant une commémoration, est extrait de sa trivialité locale pour être injecté dans le flux circulatoire de la peur nationale. C'est l'efficacité terrifiante du dispositif : il transforme le détail en destin, et l'anecdote en apocalypse.

Le smartphone est devenu le nouveau tapis de prière, mais aussi le nouveau banc des accusés. À travers lui, la jeunesse des quartiers n'est plus à Bondy ou à Vénissieux ; elle est dans un califat numérique, nourrie par les prêches de savants autoproclamés qui déversent un venin de rupture. Ils leur disent que la France est une terre de mécréance, que leur identité véritable est ailleurs, plus pure, plus haute, et que l'allégeance au drapeau est une idolâtrie. Ils fabriquent des citoyens de papier dont le cœur bat au rythme des décrets mondialisés. Pendant ce temps, le lecteur de la métropole, les yeux rivés sur son fil d'actualité, assiste à cette sécession en temps réel. Il ressent une dépossession physique. L'impression que sa propre maison ne lui appartient plus, que les règles ont été changées pendant son sommeil et que le droit au blasphème, jadis fierté nationale, est devenu un arrêt de mort que l'on signe en silence.

L'effet sur le cerveau du citoyen spectateur est celui d'une électrocution lente. À force de voir ces images de rues transformées en champs de bataille idéologique, de lire ces « MâJ » sur les prêches radicaux ou les agressions pour un vêtement jugé impudique, une méfiance atavique s'installe. Elle ne vise plus seulement les radicaux, elle finit par englober tout ce qui ressemble de près ou de loin à cette altérité conquérante. C'est là que le piège des ronces se referme. La confiance, ce lubrifiant invisible des sociétés complexes, s'est évaporée. On ne regarde plus son voisin comme un concitoyen, mais comme le représentant potentiel d'une force hostile. Le repli communautaire des uns provoque le durcissement identitaire des autres. C'est une mécanique d'horlogerie thanatopolitique : chaque affirmation du sacré dans l'espace public est vécue comme une soustraction de liberté par ceux qui croyaient encore à la loi des Hommes.

Le musulman modéré, celui qui cherche la synthèse impossible entre Marianne et La Mecque, est la première victime de ce broyage. Il se retrouve pris en étau entre deux mâchoires d'acier. D'un côté, la pression du groupe, la surveillance du quartier, cette police des mœurs informelle qui lui rappelle que l'appartenance confessionnelle prime sur la Nation. De l'autre, l'œil soupçonneux de la machine éditoriale qui, à force d'accumuler les preuves de la radicalisation globale, finit par ne plus voir en lui qu'un dormeur en puissance. On ne débat plus avec celui qui a « quitté le chemin » ; on l'excommunie socialement, on le condamne à une mort civile qui commence au bas de l'immeuble et s'achève dans le mutisme des familles.

La France regarde ce spectacle avec la fascination morbide d'un organisme qui voit ses propres cellules s'organiser contre lui. On scrute les statistiques, on s'effraie d'un sondage montrant que la loi divine est placée au-dessus des lois de la cité par une majorité de jeunes, mais on refuse de tirer les conclusions de cette arithmétique du désastre. On préfère parler de « sentiment » d'insécurité ou de « malentendus » culturels. Pourtant, ce qui se joue n'est pas un malentendu. C'est une compréhension parfaite. Ceux qui rejettent la France ont parfaitement saisi sa faiblesse : elle est une idée qui ne croit plus en elle-même, une vieille maison qui laisse les portes ouvertes

en espérant que les courants d'air feront office de chauffage.

À ce stade de la lecture, après avoir ingéré cette dose massive d'altérité conquérante et de démissions étatiques, le lecteur est transformé. Il n'est plus un citoyen qui réfléchit ; il est un nerf à vif. Il a senti, physiquement, la morsure des ronces. Il a compris que la fracture n'est pas seulement sociale ou économique, elle est ontologique. Le Plan Ronces n'est plus un projet, c'est un état de fait. C'est la description clinique de ce paysage après la bataille, ce moment où l'on réalise que l'unité nationale n'est plus qu'un souvenir littéraire, un vestige d'un monde englouti sous le flot des certitudes absolues.

La machine peut bien s'emparer de chaque fait divers, elle ne fait que documenter les secousses telluriques d'une faille qui a déjà fracturé le sol de part en part. Nous ne sommes plus dans le temps de la prévention, nous sommes dans celui de la gestion des décombres. Le dialogue interreligieux n'est, dans ce contexte, que l'ultime politesse du mourant. On voit ces prélats fatigués et ces représentants officiels échanger des amabilités, invoquant une « fraternité » qui n'existe que dans le lexique des bonnes intentions. Mais sur le terrain, la réalité est celle du verrouillage. La liberté de ne pas croire, ou de croire autrement, s'évapore. On se plie à la norme pour avoir la paix, on adopte les codes par mimétisme social, on efface sa singularité pour éviter le conflit. C'est une conquête par capillarité, une victoire obtenue non par le sabre, mais par l'épuisement de la volonté individuelle.

La fin de ce chapitre n'est pas une conclusion, c'est un constat d'achèvement. L'architecture de la séparation est terminée. Les ponts sont levés. Les ronces ont recouvert les frontons des mairies et les manuels d'histoire. Elles ont étouffé les voix qui parlaient encore de nuance et de concorde. Ce qui s'érige à la place est une cité de l'esprit dont les remparts sont des préceptes et dont les douves sont creusées par la haine. Le Plan Ronces est désormais le seul code en vigueur. Il ne reste plus qu'à observer, avec une froideur de marbre, la manière dont le pays va tenter de survivre au milieu de ses propres ruines, en espérant encore qu'un mot, un seul mot de la

langue républicaine, aura la force de briser l'enchantement noir du sacré. Mais les ronces n'ont pas besoin de mots ; elles n'ont besoin que de notre lassitude pour achever leur œuvre de recouvrement définitif.

Le silence qui s'installe n'est pas la paix, c'est l'apnée avant l'impact. La France ne se perd pas seulement par ses frontières physiques ; elle s'évapore par le haut, par cette incapacité chronique à imposer la primauté de sa loi sur les ombres portées qui reviennent hanter ses rues. Nous marchons dans les décombres d'une idée, en observant la puissance des phylactères terrasser la fragilité des délibérations humaines. La machine éditoriale s'éteint doucement, son travail de sape est terminé. Le lecteur est seul avec son écran noir, hanté par la certitude que demain, la « Mise à jour » ne sera pas une information, mais une sentence.

Chapitre 5

L'archipel français : La fin de la cohésion nationale

Le curseur clignote, tel un pouls électrique, au centre de la carte. Sur l'écran, le « Plan Ronces » n'est plus une abstraction bureaucratique, c'est une topographie vivante qui s'anime sous mes yeux. La cartographie mentale de la nation ne ressemble plus à ce vieux parchemin lissé par les siècles, cette plaque d'argile uniforme que l'on nommait autrefois le « territoire ». Elle s'est brisée. Ce que je vois défiler, ce ne sont plus les provinces d'une République une et indivisible, mais les récifs tranchants d'un archipel en pleine dérive. Un archipel où chaque île ignore la rive d'en face, où l'eau qui les sépare n'est plus un lien de communication, mais un fossé d'amnésie et de méfiance.

Je fais défiler les données. Chaque pixel est un renoncement. L'unité française n'est plus qu'une buée sur la vitre de l'histoire, un souvenir que l'on invoque lors des grands-messes télévisuelles, mais qui s'évapore dès que l'on franchit le seuil de sa propre porte. L'archipel commence là, dans ce moment précis où le regard change de focale, entre le flux numérique et la moiteur du réel.

Observez ces zones de transit, ces gares de RER où les mondes se frôlent sans jamais se fondre. C'est ici, dans la pressurisation des rames, que se lit la véritable géographie du pays. On y voit des agrégats humains, des grappes de solitudes qui se juxtaposent avec une politesse glacée ou une agressivité sourde. Le « nous » a été pulvérisé par une sédimentation de rancœurs et de malentendus. Le trajet n'est plus un déplacement, c'est une traversée transfrontalière entre des poches de réalité qui n'ont plus de dictionnaire commun. On ne se regarde plus dans les yeux, on se regarde dans le rétroviseur de ses propres angoisses.

Le premier signe clinique de cet éclatement, le logiciel le nomme avec une neutralité technique : le « White Flight ». Mais le terme est trop sec pour décrire l'agonie lente d'un quartier. Ce n'est pas une fuite éperdue, c'est une exfiltration méthodique, une logistique du retrait. C'est le départ silencieux des classes moyennes, ces familles qui, un matin, décident que la « mixité » tant vantée par les éditoriaux parisiens est devenue, pour leurs enfants, une condamnation à l'effacement. On ne part pas par haine, on part par épuisement. On part parce que la carte scolaire est devenue un plan de bataille, un labyrinthe où l'on cherche désespérément à éviter les zones d'ombre, ces établissements où le niveau s'effondre sous le poids d'une tour de Babel que l'école républicaine ne sait plus ni nommer, ni gérer.

Le déménagement est l'ultime acte politique du citoyen dépossédé. On quitte un appartement, une rue, un passé, pour s'enfermer derrière les haies de thuyas des lotissements périphériques ou dans les résidences sécurisées du centre. C'est une ségrégation qui ne dit pas son nom, une partition invisible qui redessine le pays en cercles concentriques de privilèges et de relégations. L'évitement est devenu la stratégie de survie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, créant des îlots de quiétude artificielle, des bulles de verre où l'on cultive une nostalgie de la France d'avant, tout en sachant pertinemment, à chaque mise à jour de l'écran, que le monde extérieur est en train de changer de syntaxe.

Car pendant que les uns se calfeutrent, les autres occupent le vide. Dans ces vastes zones que l'on appelle encore « banlieues », mais qui sont en réalité des cités-États avec leurs propres codes et leur propre économie, une culture nouvelle a pris racine. Ce n'est plus une culture de l'intégration, c'est une culture de l'affirmation par la rupture. L'argot des cités, cette langue de fer, rugueuse, syncopée, n'est plus seulement le dialecte des marges ; elle infuse le corps social tout entier, colonisant la musique, la mode, les mœurs des adolescents des quartiers chics qui singent les codes de la rue pour s'offrir le frisson de la transgression.

Mais cette culture n'est pas un pont, c'est une barrière de corail tranchante. Elle repose

sur l'esthétique du défi, sur une ritualisation de la violence et un rejet systématique des structures classiques de l'autorité. Pour le nouvel arrivant, l'immersion n'est plus un processus d'assimilation à la culture française — cette vieille dame aux références désormais perçues comme facultatives —, mais une plongée dans un milieu étranger où la France n'est plus qu'une administration lointaine, une tirelire que l'on sollicite ou une police que l'on affronte. L'absence de mixité réelle a créé des chambres d'écho où l'altérité se radicalise. On n'apprend plus à devenir français ; on apprend à survivre dans une enclave. L'assimilation suppose un bain de culture majoritaire ; ici, le bain est asséché.

L'interface du Plan Ronces vibre soudain. Une « MàJ » vient de tomber. Un incident dans un lycée du sud, une altercation pour une priorité refusée, un regard de travers dans une supérette. Ces « MàJ » de la violence ordinaire sont la drogue de l'archipel. Elles ne sont plus des faits divers, elles sont les rapports météo de la haine. Chaque notification est une dose de confirmation pour chaque camp. Le cerveau du lecteur — le mien — s'accoutume à cette décharge d'adrénaline sombre. On guette le détail, le prénom, le quartier, non par soif de justice, mais par besoin de vérifier que la frontière est toujours là, bien étanche.

Cette fragmentation débouche inéluctablement sur ce que les algorithmes prédisent sous le terme de « libanisation ». Le mot est lourd de sang et de gravats, mais il décrit le passage de l'individu au clan. Dans cet archipel, le vote ne se fait plus sur la base d'un projet de société, mais sur celle d'une allégeance communautaire. Le citoyen, cette abstraction lumineuse des Lumières capable de penser le bien commun, s'efface devant le membre de la tribu. On vote pour celui qui protégera le fief, pour celui qui garantira les subsides à l'association culturelle ou qui maintiendra le statu quo sécuritaire de l'enclave. Le maire devient un *zaïm*, un chef de clan négociant une paix sociale achetée au prix de la compromission. L'unité nationale n'est plus qu'une fiction entretenue par des discours officiels de plus en plus éthérés, alors que sur le terrain, chaque incident possède le potentiel d'une étincelle capable d'embraser tout l'archipel.

Et que reste-t-il pour faire tenir l'ensemble ? Le centre commercial. C'est là, sous les néons blafards des zones d'activités périphériques, que les différentes strates de l'archipel se croisent encore, faute de pouvoir s'éviter tout à fait. C'est le dernier « non-lieu » de la cohésion nationale. On y voit passer les silhouettes voilées, les adolescents en survêtement griffé dont la démarche chaloupée semble mimer un défi permanent, les familles de la classe moyenne en quête d'un confort à crédit, et les retraités qui s'attardent devant les vitrines comme pour se rassurer sur la permanence des choses. Mais cette promiscuité n'est pas une rencontre. Elle est une juxtaposition de solitudes armées de méfiance. Les centres commerciaux sont des neutres climatisés où les populations déambulent dans une indifférence de zombies, unies seulement par l'acte d'achat, avant de regagner leurs îles respectives par des voies de circulation qui évitent soigneusement les zones de friction. On ne partage plus une expérience, on partage un espace clos en attendant que la porte s'ouvre. On ne forme plus un peuple, on forme une clientèle.

Le lien social, ce fil invisible mais solide qui permettait à un paysan de la Creuse de se sentir solidaire d'un ouvrier du Nord, est rompu. Il a été remplacé par un radar interne qui scanne l'autre pour déterminer son appartenance. La méfiance est devenue l'état par défaut. Le voisin n'est plus un semblable, il est un étranger potentiel, un représentant d'une autre île dont on ne connaît pas les codes et dont on redoute les réflexes. Ce climat de suspicion crée une fatigue psychique monumentale. On vit sur le qui-vive, on ajuste ses trajectoires dans le métro selon une géométrie de la prudence.

L'archipel n'est pas une transition, c'est un point d'arrivée. C'est le résultat de quarante ans de renoncement, de silences coupables et d'aménagements de circonstance. On a cru que l'on pouvait empiler les populations sans intégrer les âmes. On a cru que la croissance économique suffirait à colmater les brèches identitaires. On s'est trompé. Aujourd'hui, la France est un corps exsangue dont les membres ne répondent plus au cerveau central. L'unité est une mise en scène, la cohésion une incantation. Et pendant

que les élites pérorent sur la « start-up nation », les ronces de la partition continuent de pousser silencieusement entre les dalles fissurées de la nation.

Sur mon écran, les données s'affinent. Je vois la sédimentation invisible des comportements. Ce n'est pas seulement l'insécurité physique qui progresse, c'est l'insécurité culturelle : le sentiment de ne plus posséder les codes de son propre pays, d'être devenu un figurant dans un film dont le scénario a été écrit ailleurs. Les réseaux sociaux, ces amplificateurs de ronces, assurent désormais la synchronisation des colères. Un incident dans une banlieue de Lyon peut, en quelques heures, embraser un quartier de Nantes ou de Roubaix par un mécanisme de solidarité communautaire qui outrepassé totalement les cadres de l'enquête judiciaire. Le lien de sang ou de foi a remplacé le lien de loi. On ne demande plus justice, on exige réparation pour l'offense faite au clan.

La France ne se gère plus comme un État, elle se maintient comme un équilibre de terreur feutrée. L'unité nationale est devenue un hologramme projeté lors des hommages nationaux. Mais l'hologramme vacille dès que le vent se lève. Le 14 juillet n'est plus une fête de la concorde, mais un défi logistique pour les forces de l'ordre qui craignent chaque année que les feux d'artifice ne soient que le prélude aux incendies de voitures. Les discours officiels sur le « vivre-ensemble » résonnent avec le vide sidéral des incantations magiques. On prononce les mots pour éviter que la réalité ne s'effondre tout à fait, mais personne n'y croit plus, pas même ceux qui les disent.

L'archipel français est une archéologie du futur : on y lit les strates d'une décomposition qui ne s'arrêtera pas d'elle-même. Les ronces ne se contentent pas d'occuper le terrain, elles étouffent tout ce qui tente de repousser entre les dalles. L'absence de mixité réelle, la ghettoïsation choisie ou subie, tout converge vers un point de non-retour où l'idée même de France ne sera plus qu'un souvenir romantique pour quelques érudits isolés, tandis que sur le terrain, la partition sera devenue le seul mode de survie. Nous ne sommes plus dans une nation qui se cherche, mais dans une

géographie qui se sépare, où chaque île se fortifie, attend et regarde l'autre avec la froideur d'un étranger dont on ne comprend plus le nom, mais dont on redoute le cri.

Je sens la ronce pousser dans mon propre esprit au fur et à mesure que je lis ces rapports. La machine ne se contente pas de décrire le désastre, elle le grave dans mes synapses. Chaque statistique sur l'évitement scolaire, chaque graphique sur la concentration ethnique des quartiers, chaque vidéo de refus d'obtempérer agit comme un acide. On ne répare pas une nation qui a perdu le désir d'être une. On ne recolle pas les morceaux d'un vase quand chaque fragment se prend pour le vase tout entier. Nous sommes les spectateurs de cette décomposition, cherchant encore dans les décombres un reste de cette civilité française qui faisait autrefois l'admiration du monde, et que nous avons laissé mourir par paresse, par lâcheté et par un goût maladif pour les mensonges consolateurs.

Le naufrage n'est plus une hypothèse, c'est le décor même de notre existence. Et tandis que je ferme l'onglet du Plan Ronces, le silence de mon propre quartier, cet îlot de tranquillité précaire protégé par des prix immobiliers prohibitifs, me paraît plus inquiétant que le fracas des émeutes. Car ce silence n'est pas la paix ; c'est le calme plat d'un océan qui a fini d'engloutir les derniers vestiges de la terre ferme. L'archipel a gagné. La nation n'est plus qu'un archipel de solitudes qui s'ignorent, reliées par des câbles de fibre optique où circulent la haine et l'indifférence. Le voyage vers le retour n'existe pas. Il n'y a plus de port, seulement des récifs. Chaque mise à jour de l'actualité, chaque « MàJ » de la violence gratuite — un regard de travers, une priorité refusée — n'est qu'un rapport météo sur l'élargissement des chenaux qui nous séparent. Nous sommes au point de non-retour, là où la cartographie s'arrête et où l'histoire, la vraie, celle qui se sature de sang et de silences, recommence.

Chapitre 6

L'impotence de l'État : Justice et OQTF

Le dossier reposait sur la table en bois verni, une de ces masses de chêne sombre qui, dans les palais de justice, semblent avoir été conçues pour peser sur la conscience des hommes. Mais ici, sous la lumière crue des néons, le bois était griffé, marqué par le passage de milliers de chemises cartonnées, de mains moites et de verdicts sans souffle. Ce dossier-là, épais comme un dictionnaire de la douleur, n'était plus qu'un palimpseste administratif. Les mentions « Rappel à la loi », « Sursis » et « Aménagement de peine » s'y empilaient en strates géologiques, formant le linceul d'une autorité qui avait troqué son glaive contre un tampon encreur.

Regarder la justice française à l'œuvre, ce n'est pas assister à un choc de titans entre le Bien et le Mal. C'est observer une horlogerie complexe dont les pignons seraient faits de verre et les ressorts de fatigue. Dans les couloirs des tribunaux, l'air est saturé d'une odeur de vieux papier et de café lyophilisé, un parfum de fin de règne qui imprègne les robes noires. Les magistrats, silhouettes herminées égarées dans une temporalité qui n'est plus celle du monde réel, jonglent avec des audiences qui ressemblent à des chaînes de montage en surchauffe. On y traite à la chaîne cette délinquance de basse intensité, ce « bas de soie » du crime qui, maille après maille, finit par défaire tout le tissu social. C'est la justice de l'immédiat, du flagrant délit qui s'éternise, où l'on condamne un homme pour la vingtième fois avec la lassitude d'un parent dont l'avertissement ne franchit plus le seuil de la porte.

L'impotence n'est pas une absence de volonté ; c'est une saturation du possible. Les prisons, ces intestins de la République, sont pleines à craquer, des ventres gorgés de colères qui macèrent dans l'exiguïté. Alors, par un effet de vases communicants, la sanction s'évapore avant même d'être prononcée. On crée des peines qui ne se voient

pas, des contraintes qui n'entravent rien, des sursis qui ne sont plus des épées de Damoclès mais des invitations à la récidive. La justice ne cherche plus à trancher le nœud gordien de la violence urbaine ; elle s'épuise à le documenter, avec la minutie d'un archiviste qui regarderait sa bibliothèque brûler.

Au milieu de cette déliquescence, un acronyme brûle comme une scansion de défaite : l'OQTF. Obligation de Quitter le Territoire Français. Quatre lettres qui devraient sonner comme un couperet souverain et qui, dans la réalité des faits, ne sont que des billets de loterie perdants. Je me suis arrêté sur un chiffre, un seul, qui à lui seul résume le naufrage : moins de 10 %. C'est la part dérisoire de ces décisions qui arrivent au bout de leur logique. Le reste ? Une diaspora de papier. Des milliers de notifications remises à des hommes dont l'État perd la trace l'instant d'après, ou qu'il maintient dans des centres de rétention qui ressemblent à des salles d'attente pour l'absurde.

L'exécution d'une OQTF n'est plus un acte de police, c'est un numéro d'équilibriste diplomatique. Car pour expulser, il faut que l'autre rive accepte de recevoir. Et c'est là que le piège se referme. Les pays d'origine — l'Algérie, le Maroc, la Tunisie — ont fait du « laissez-passer consulaire » une arme géopolitique de premier ordre. Ils ne délivrent ce précieux sésame qu'au compte-gouttes, transformant leurs propres ressortissants délinquants en leviers de chantage. Chaque expulsé devient une monnaie d'échange, chaque refus de reprendre un condamné est une petite humiliation infligée à l'ex-puissance coloniale. La France, dans ces négociations de coulisses, ressemble à un géant ligoté par ses propres principes et ses propres besoins commerciaux. Elle réclame des laissez-passer, on lui répond visas, accords gaziers ou silence méprisant. La souveraineté se brade au comptoir de la Realpolitik la plus crasse, une reddition par petits bouquets de mémorandums.

Cette paralysie est aussi une construction intellectuelle. La souveraineté s'est évaporée dans les méandres des juridictions supranationales. Le droit européen, cette architecture de bonnes intentions conçue pour un continent en paix avec lui-même,

est devenu la camisole de force du législateur français. La Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH), du haut de son Olympe de Strasbourg, édicte des principes qui, une fois confrontés au bitume des cités, se transforment en impasses. On invoque le droit à la vie privée et familiale pour empêcher le renvoi d'un homme dont la famille n'est qu'un décor et la vie privée une succession de méfaits. On sacralise l'individu au détriment du corps social, oubliant que la loi est d'abord le bouclier des honnêtes gens avant d'être le confort des prédateurs. Le prédateur, d'ailleurs, est le premier expert en faillite d'État. Il ne lit pas le Code pénal, il en respire les impuissances. Il sait que la lenteur du système est son meilleur bouclier, que la surcharge des greffes est son assurance-vie.

C'est ici que la machine éditoriale que j'étudiais — le Plan Ronces — déploie son génie vénéneux. Car cette impuissance publique est la matière première de sa narration de l'apocalypse. Les sites que je surveillais n'avaient qu'à attendre. Ils ne créaient pas l'indignation, ils la cueillaient comme un fruit mûr, à l'heure exacte où la réalité venait confirmer leurs prophéties. Ils pratiquaient une forme de taxidermie médiatique : prendre le cadavre d'un fait divers, le vider de ses nuances juridiques, et le remplir avec la paille de la trahison étatique pour l'exposer aux yeux d'une foule déjà chauffée à blanc.

Le "MàJ" — cette mise à jour que j'avais identifiée comme le pouls de la machine — prenait ici tout son sens. *« MàJ : le suspect était sous le coup d'une OQTF »*. Cette simple phrase agissait comme un catalyseur chimique. Elle transformait une tragédie individuelle en un réquisitoire contre la nation. Elle prouvait, par l'absurde et par le sang, que l'État n'était pas seulement incompetent, mais complice par omission. Le lecteur, rivé à son écran, ne voyait plus un crime ; il voyait un système qui avait volontairement armé le bras du coupable en refusant de lui fermer la porte. Comment expliquer la subtilité du droit européen ou les blocages diplomatiques à celui qui vient de lire qu'un multirécidiviste a pu rester sur le territoire après dix condamnations ? La complexité est l'ennemie de la survie ; face à une ronce qui envahit le jardin, on ne rédige pas une thèse sur la physiologie végétale, on déracine.

Sur le sol national, le sentiment d'injustice infuse. Il ne se manifeste pas par des cris, mais par un retrait silencieux, une érosion de la confiance envers l'institution. Le citoyen, celui qui paie ses amendes de stationnement au premier jour de retard par peur de la machine, regarde avec une sidération teintée de rage le spectacle de ces délinquants étrangers que l'on ne peut ni enfermer faute de place, ni expulser faute de courage international. Il voit des noms revenir dans la rubrique des faits divers, des visages qui auraient dû être à des milliers de kilomètres et qui sont là, au coin de la rue, à attendre la prochaine proie. C'est ici que la machine à fabriquer de la colère s'emballe. On ne parle plus de justice, on parle de survie.

Chaque décision de justice qui semble « déconnectée » de la réalité brutale des victimes est une brique supplémentaire dans le mur qui sépare le peuple de ses élites. Les magistrats, souvent pétris d'une sociologie qui voit dans le délinquant une victime de la structure, oublie que la structure, c'est aussi le vieil homme agressé pour sa montre ou la jeune femme qui n'ose plus prendre le dernier métro. Ils manipulent des concepts abstraits là où le peuple manipule des peurs concrètes. Le résultat de cette impuissance est une force d'aspiration migratoire : pourquoi s'arrêter de venir si la barrière est une passoire et la sanction un mirage ? Les flux ne sont pas seulement mus par le désir d'un avenir meilleur, ils sont guidés par la perception de la faiblesse. Un État qui ne fait pas respecter sa propre loi sur son propre territoire n'est plus un État, c'est une zone d'opportunités pour les logisticiens du chaos.

En fermant ce dossier, je sentais le poids de cette mécanique rance. Ce n'était pas seulement de la bureaucratie, c'était une démission lente, un suicide par consentement administratif. L'État, ce monolithe fissuré, continue de parader dans les dorures de ses ministères, mais ses mains tremblent dès qu'il s'agit de signer un décret d'expulsion ou de construire une cellule. Il a peur de son ombre, peur des tribunaux internationaux, peur des caméras, peur de lui-même. Et dans cette peur, il abandonne ceux qu'il a la charge de protéger, les livrant à la loi du plus fort, qui est toujours la loi du plus barbare. La justice n'est plus un rempart, c'est un formulaire utilisé contre

une tempête. Et la tempête, elle, ne connaît pas de code de procédure.

L'encre des décrets semble s'évaporer avant même que le tampon n'ait fini de sécher sur le vélin administratif. J'observais ces piles de dossiers, ces montagnes de papier carbone qui s'accumulent dans les tréfonds des préfectures, comme les sédiments d'une civilisation qui aurait remplacé l'action par l'incantation. L'OQTF n'est plus un acte d'autorité ; c'est une bouteille jetée à une mer d'indifférence, un message crypté que personne ne prend plus la peine de déchiffrer. C'est le fantôme d'un commandement, une injonction spectrale qui flotte dans l'air vicié des salles d'audience sans jamais trouver de point d'impact dans le réel.

Je me représentais ces magistrats, enfermés dans la pénombre de bureaux saturés, rédigeant des attendus d'une complexité byzantine pour justifier un sursis ou l'annulation d'une procédure pour un vice de forme plus fin qu'un cheveu. La justice française est devenue cette vieille dame digne mais percluse de rhumatismes, qui s'accroche à son code comme à un bréviaire sacré, alors que le toit de l'église s'effondre. Elle ne juge plus des hommes ; elle soupèse des virgules. Elle ne protège plus la cité ; elle sacralise le processus. On y cultive une élégance du renoncement où la forme a fini par dévorer le fond, laissant le justiciable — celui qui subit, celui qui saigne — sur le seuil d'un édifice dont il ne possède plus les clés.

Dans ce théâtre d'ombres, l'effet de souffle est dévastateur. Le sentiment d'injustice est une gangrène. Il ne se contente pas de nourrir le vote de colère ; il dissout le lien social. Les Français regardent leurs tribunaux avec une méfiance qui confine désormais au dégoût. Ils voient la justice comme une entité hors-sol, une caste de clercs plus soucieux des droits de l'individu de passage que de la sécurité de la communauté qui les nourrit. Le Plan Ronces s'installe dans la faille, il l'élargit avec le pied-de-biche du réel détourné. Il propose une clarté brutale là où l'État propose une complexité fuyante.

En remontant le fil des dossiers, je voyais des vies brisées par des individus qui

n'auraient jamais dû se trouver là, à cet arrêt de bus, à cette sortie de lycée. Chaque nom était un reproche, chaque date une condamnation sans appel pour ceux qui président aux destinées de la France. L'impotence n'était plus une fatalité, elle était perçue comme un choix délibéré de ne pas nuire à l'image internationale du pays au prix de la sécurité de ses enfants. L'État, à force de vouloir être irréprochable devant les instances de Strasbourg, a fini par devenir insignifiant devant ses propres citoyens. Il a troqué son honneur contre une note de synthèse.

Je posai mon bloc-notes. Ma main tremblait légèrement, non de colère, mais d'une sorte de lassitude glacée. J'avais devant moi la cartographie d'un naufrage. La machine éditoriale n'était que le sismographe d'un séisme déjà en cours. Elle ne créait pas la fracture, elle y versait du sel. Mais le sel ne brûle que parce que la chair est à vif. L'impuissance de l'État n'est pas un secret d'initié, c'est le spectacle quotidien de notre déclin, mis en scène par ceux-là mêmes qui sont censés nous en protéger. Les ronces ont gagné le salon, elles s'enroulent autour des pieds des chaises, elles montent le long des murs, et nous restons là, assis, à discuter de la conformité de l'élagage avec les normes universelles.

Cette impuissance, je l'ai contemplée dans le blanc des yeux, non pas comme une statistique désincarnée, mais comme une matière visqueuse qui sature l'air des couloirs du Palais de Justice. Le papier y a une odeur particulière de renoncement. On ne juge plus pour punir, on juge pour évacuer le flux, pour vider la baignoire avec une petite cuillère percée pendant que les robinets crachent à plein débit. Nous avons construit un système si parfait dans sa protection de l'individu qu'il en est devenu incapable de protéger le corps social. C'est le paradoxe du coffre-fort : nous avons forgé des serrures si complexes que nous avons perdu la clé, et nous restons désormais sur le seuil, contemplant de l'extérieur une souveraineté que nous ne savons plus exercer.

L'étranger délinquant connaît ce labyrinthe mieux que le fonctionnaire qui tente de l'en extraire. Il sait que chaque recours est une année gagnée, que chaque

"vulnérabilité" invoquée est un bouclier d'invincibilité. Il navigue dans les failles de notre humanisme avec l'aisance d'un prédateur dans la mangrove. Et pendant ce temps, l'humiliation française se joue dans le silence feutré des chancelleries où l'on attend, avec une patience d'obséquieux mendiant, un laissez-passer qui ne viendra jamais. La France demande, la France supplie, et en retour, elle ne reçoit que le sarcasme des nations qui ont gardé le sens du mot "frontière".

Le citoyen regarde sa télévision et voit le visage de celui qui aurait dû être ailleurs. Il lit la "MàJ" qui lui apprend que l'auteur du dernier drame était sous le coup d'une obligation de quitter le territoire depuis deux ans. Ce n'est plus de la colère ; c'est une déconnexion synaptique entre le peuple et ses institutions. Pourquoi consentir à l'impôt quand celui-ci finance la paralysie de son propre salut ? L'État ne répond plus par l'action, mais par la sémantique. Il invente des mots-écrans : "incivilités", "sentiment d'insécurité". Mais les mots ne recousent pas les chairs entaillées. La réalité, c'est que nous avons créé une aristocratie de l'impunité. Le délinquant récidiviste, auréolé de l'inefficacité des peines, devient le seigneur de la rue. Il a compris que la France est une vieille dame qui gronde mais ne frappe jamais, une structure qui a substitué la procédure à la force.

Moins de 10 %. Un chiffre qui claque comme une gifle. Si une entreprise affichait un taux d'efficacité de 10 %, elle déposerait le bilan. Si un moteur ne fonctionnait qu'à 10 %, il serait bon pour la ferraille. Mais pour l'État, c'est un "objectif de progression". On gère la faillite comme si c'était une zone de turbulence. Cette impotence est le fruit d'une atrophie de la volonté. On a remplacé le "Je veux" par le "On ne peut pas". Le Plan Ronces n'a même pas besoin d'inventer des périls : il lui suffit de souligner les absences. Chaque juge qui relâche, chaque préfet qui tempore, est un jardinier des ronces. Ils croient apaiser les tensions en évitant la fermeté ; ils ne font que préparer l'incendie. Car l'ordre est une nécessité biologique. Si l'État ne le garantit plus, le corps social finira par le sécréter lui-même, de manière sauvage et brutale.

La justice lente et impuissante n'est pas un signe de civilisation avancée ; c'est le symptôme d'une société qui a perdu l'instinct de conservation. En refermant ce chapitre, j'éprouvais une lassitude qui pesait sur mes paupières comme du plomb. J'avais l'impression d'avoir autopsié un cadavre dont le cœur battait encore, mais dont les membres ne répondaient plus. La France va perdre, non pas par manque de moyens, mais par excès de scrupules devant sa propre survie. Le suicide assisté d'une nation par son droit est le spectacle le plus singulier de notre siècle.

Je savais désormais que le chapitre suivant ne serait pas plus clément. Car une fois que l'on a acté que l'État est impotent, il reste à voir ce que cette vacance fait à l'âme d'un peuple. Comment la peur, une fois installée dans le vide laissé par la loi, transforme l'homme en loup. La machine était lancée, et rien, pas même la vérité, ne semblait pouvoir l'arrêter. J'éteignis la lumière, mais dans l'obscurité, les titres des "MàJ" continuaient de briller derrière mes yeux comme des néons de mauvais augure. Le Plan Ronces n'était pas seulement une stratégie ; c'était la bande-son d'un effondrement que personne ne voulait empêcher de peur d'être mal jugé par l'histoire. Mais l'histoire ne juge que les survivants, et pour l'instant, les ronces avaient le champ libre.

Chapitre 7

La démographie : Le poids des nombres

Le chiffre est une abstraction froide jusqu'à ce qu'il devienne une marée. Ici, dans le silence pressurisé des bureaux de l'INSEE, là où le linoléum étouffe le bruit des pas et où l'air est saturé d'une poussière électrostatique, la France n'est plus qu'une géométrie de colonnes. On y manie les courbes de fécondité avec la distance d'un astronome scrutant une nébuleuse en train de s'effondrer. Pourtant, ce qui se joue derrière la virgule des statistiques n'est rien de moins qu'une réécriture tectonique. Ce n'est pas un fracas, ce n'est pas une invasion tonitruante ; c'est une sédimentation silencieuse, une substitution de molécules au sein d'un corps qui se croit encore identique à lui-même alors que son ADN, chaque matin, subit une mutation de plus.

L'observateur attentif, celui qui se tient devant l'écran où défilent les pixels de l'état civil, voit des teintes de bleu et de rouge saturer l'espace. Il y lit la rétractation d'une France historique, celle des clochers qui ne sonnent plus que pour des funérailles, une France dont la natalité s'étirole comme une plante privée de sève. En face, la courbe de la vitalité issue de l'immigration extra-européenne dessine une trajectoire d'une verticalité souveraine, défiant les lois de l'inertie culturelle. C'est la loi des nombres, impitoyable. Lorsque, dans les strates d'âge qui constitueront le pays de demain, la proportion des enfants issus de l'ailleurs dépasse un seuil critique, l'idée même d'assimilation s'évapore pour laisser place à la coexistence, puis à l'effacement de la norme d'accueil. L'assimilation exigeait une masse critique de récepteurs ; elle demandait que l'étranger fût une exception se fondant dans la règle. Or, quand l'exception devient la règle par la seule force de la natalité, c'est la règle qui devient l'exception.

Quittons la tour d'ivoire des statisticiens pour arpenter le pavé des villes-préfectures

et des banlieues qui ne portent de « ban » que le nom de leur sécession. Ici, l'architecture de la certitude se fissure. Le paysage urbain ne ment jamais, car il est le miroir physique de l'âme d'un peuple. Observez la métamorphose des devantures : les enseignes familières, ces points d'ancrage qui structuraient la mémoire collective — la librairie aux rayonnages de bois sombre, le café où se nouaient les complicités de clocher — s'effacent au profit d'une économie de comptoirs, de boucheries rituelles et de bazars qui parlent une autre langue au monde. Ce n'est pas seulement un commerce qui change, c'est une grammaire de vie. Les bruits, la manière d'occuper l'espace public, tout concourt à signaler un basculement de souveraineté informelle. Dans ces départements où la base démographique a déjà basculé, la culture nationale n'est plus un héritage que l'on transmet, mais une relique que l'on tolère avec la condescendance du conquérant.

Le nombre finit par créer sa propre norme esthétique et morale. Le « minoritaire » historique, celui qui porte encore en lui les vestiges de la mémoire longue — des cathédrales aux Lumières — se retrouve soudain comme un étranger dans sa propre généalogie. Il baisse les yeux, il adapte son langage, il modifie ses horaires de sortie. Il subit cette pression par les pairs, qui est en réalité la dictature du groupe le plus résolu, le plus jeune et le plus nombreux. On ne s'adapte pas à une minorité quand on est porteur d'une culture qui s'effondre ; on se soumet à la force vitale de ceux qui arrivent avec la certitude de leur bon droit.

L'arithmétique est une science froide, mais ses conclusions ont la brûlure du fer rouge. Pour celui qui s'aventure dans les registres d'état civil avec la minutie d'un entomologiste, la France n'apparaît plus comme une idée romantique, mais comme une équation en cours de résolution, une soustraction dont le résultat est déjà inscrit dans la courbure des graphiques. Regardez ces colonnes de prénoms qui s'alignent dans les pages « Naissances » de la presse régionale. C'est là que se lit la véritable mutation. Il y a trente ans encore, ces listes résonnaient d'atavismes chrétiens ou républicains, une litanie s'ancrant dans une généalogie de deux millénaires. Aujourd'hui, le glissement est sismique. Les prénoms ne sont plus des hommages aux

ancêtres du sol, ils sont les balises d'une autre rive, les marqueurs d'une appartenance qui refuse l'effacement. Ce n'est pas un métissage, c'est une substitution de lexique. Le prénom est la première pierre de l'édifice identitaire ; quand il change massivement, c'est tout l'imaginaire collectif qui bascule. On ne rêve pas des mêmes épopées quand le nom que l'on porte vous lie organiquement à un ailleurs dont on a importé les codes et les colères.

Dans une société saine, l'arrivant s'ajuste à la norme par instinct de survie ou désir d'ascension. Il polit ses aspérités pour se fondre dans le paysage. Mais quand la masse critique est atteinte, quand dans une classe d'école primaire, dans une cage d'escalier ou dans une file d'attente à la mairie, la proportion s'inverse, le moteur de l'assimilation s'enraye. Pourquoi s'assimiler à une minorité qui semble déjà appartenir au passé ? Pourquoi adopter les mœurs d'une population dont les clochers ne sonnent plus que pour des enterrements ? La jeunesse exogène, forte de sa vitalité biologique, n'a aucun intérêt rationnel à se fondre dans un moule français qu'elle perçoit, au mieux comme une abstraction administrative, au pire comme un vestige à liquider.

C'est dans les cours de récréation que l'on observe la phase terminale de ce processus. Là, les statistiques de l'INSEE prennent corps. L'enfant « de souche » devient la curiosité, l'exception qui doit se faire pardonner son héritage. Il est celui qui apporte son jambon-beurre dans un univers qui a déjà décrété que le porc était une souillure métaphysique. Il n'est plus dans son école ; il est dans une enclave étrangère qui tolère sa présence à condition qu'il soit discret. Le nombre a créé sa norme : la langue se fragmente, l'argot devient le seul espéranto autorisé, et les références culturelles ne doivent plus rien à la France et tout au grand bassin méditerranéen ou à l'Afrique subsaharienne.

Cette mutation est un levier de pouvoir brut. La démographie commande la politique avec une brutalité que les élus feignent de ne pas voir. Le corps électoral change de nature. Dans des départements entiers, le vote n'est plus une expression de l'opinion

individuelle, mais une démonstration de force communautaire. Le scrutin ne devient plus un débat d'idées, mais un comptage de troupes. On vote pour celui qui promet de ne pas toucher au regroupement familial, pour celui qui subventionnera l'association culturelle du quartier, pour celui qui saura se montrer le plus complaisant envers les revendications religieuses. La France devient une juxtaposition de clientèles que l'on flatte par peur de l'explosion. Le politicien ne s'adresse plus au citoyen, mais au chef de clan, au recteur, au « grand frère », car il sait que là se trouve le réservoir de voix qui fera basculer le résultat.

Le clientélisme électoral s'est indexé sur la démographie. On échange des subventions ou des complaisances administratives contre des blocs de voix monolithiques, soudés par une origine commune et des intérêts qui ne sont plus ceux de la Nation, mais ceux du groupe. Le vote communautaire n'est pas une dérive, c'est la conséquence mathématique d'une population qui n'a plus de récit commun et qui se fragmente en archipels identitaires.

Les élites, claquemurées dans leurs arrondissements protégés, contemplant ces chiffres avec une indifférence de statisticiens désincarnés. Elles invoquent la « chance » du dynamisme démographique, ignorant que ce dynamisme se fait contre elles. Elles ne voient pas que la France qu'elles prétendent diriger n'existe déjà plus dans le regard de ceux qui naissent aujourd'hui. Pour cette nouvelle majorité démographique, l'histoire de France commence souvent en 1962, ou pire, elle ne commence jamais, perçue comme un récit étranger imposé par un occupant symbolique.

La rupture de transmission est là, béante. La mémoire collective française, ce tissu de gloires et de douleurs partagées, se déchire car elle ne trouve plus de corps pour l'incarner. Comment transmettre l'amour de la Loire, la finesse de Marivaux ou la tragédie de Verdun à une génération dont les racines sont plantées ailleurs, et qui voit dans l'histoire de ce pays au mieux un catalogue de griefs, au pire une terre étrangère dont on consomme les aides sociales sans en épouser les tourments ? On fabrique des consommateurs de droits, pas des héritiers de devoirs. Le renouvellement des

générations n'est plus une circulation de fluide vital, c'est une transfusion massive où le groupe sanguin a changé, rendant le rejet immunitaire inévitable.

Les chiffres de l'INSEE sont les prophètes muets d'un monde qui bascule. Chaque année, le solde migratoire et l'écart des taux de fécondité agissent comme une érosion côtière : on ne remarque pas le recul de la falaise jour après jour, mais un matin, on s'aperçoit que la maison est au bord du vide. Le poids des nombres est une loi physique contre laquelle les discours de fraternité factice ne peuvent rien. Quand la base qui porte la culture s'effondre, l'édifice tout entier s'affaisse. La France ne meurt pas d'un coup de poignard au cœur ; elle s'éteint par épuisement de son propre sang, remplacé par un autre qui ne bat pas au même rythme, qui ne rêve pas des mêmes cieux, et qui finit par imposer son propre calendrier au cadran solaire de l'Histoire.

Le basculement n'est plus une hypothèse, c'est un constat de géomètre. Il suffit de regarder les cours de récréation, ces laboratoires du futur. Là se dessine la France de 2050. Elle est un patchwork de loyautés contradictoires où le sentiment d'appartenance à la Nation est souvent la dernière des priorités, loin derrière la fidélité au pays d'origine ou à la religion. Le nombre a créé sa vérité. Et cette vérité est un constat de défaite pour quiconque croyait encore que la France était une idée immortelle. La France n'était pas une idée, elle était un peuple. Et ce peuple, sous le poids des nombres, est en train de devenir une minorité sur sa propre terre, contrainte de négocier les restes de sa présence avec ceux qui, par la grâce de la biologie, ont déjà pris le pouvoir des rues.

Cette prise de pouvoir s'annonce par la mutation imperceptible de la rumeur des cités. Le géomètre qui arpente nos villes ne voit plus seulement des bâtiments ; il voit des strates de sédimentation humaine où l'ancien monde s'efface. S'arrêter un instant au carrefour d'une ville moyenne, là où jadis battait le pouls d'une province assurée de sa continuité, permet d'observer le grand effacement. Le paysage olfactif lui-même, autrefois fait de pain chaud et de pluie sur le pavé, se sature d'effluves qui marquent, plus sûrement qu'une frontière, la délimitation d'un territoire conquis.

C'est là que s'opère le premier divorce, celui des sens. Le Français de souche, devenu étranger par effraction dans son propre décor, ne reconnaît plus les visages, mais il ne reconnaît plus non plus les sons. Le brouhaha des marchés n'est plus ce mélange de patois rudes et de français châtié ; il est devenu une polyphonie de langues gutturales, une mélopée qui charrie avec elle des structures mentales et des rapports de force qui ne figurent dans aucun dictionnaire de l'Académie. Le nombre, par sa simple masse, abolit la nécessité de l'effort. Pourquoi adopter les mœurs d'une civilisation complexée quand on appartient à une majorité biologique vibrante, qui occupe l'espace public avec la certitude tranquille de ceux qui possèdent le temps ?

Le temps, cet allié impitoyable, a choisi son camp dans l'obscurité des maternités. Là se joue la véritable tragédie. D'un côté, des berceaux clairsemés, fruits d'une civilisation qui a fait de l'enfant une option de confort, préférant l'hédonisme immédiat à la transmission longue. De l'autre, une fécondité d'affirmation où chaque naissance est un pion avancé sur l'échiquier du siècle. Dans certains départements, le basculement est une lame de fond qui emporte tout. Lorsque, dans une cohorte de nouveaux-nés, les noms qui chantent la France historique ne sont plus que des exceptions perdues dans une forêt de racines désertiques, le processus est consommé. On ne peut plus exiger l'allégeance à une culture quand celle-ci n'est plus portée que par des retraités en sursis, tandis que la rue appartient à une jeunesse qui puise ses interdits religieux et sa grammaire sociale dans un atavisme qui n'a jamais connu ni la Renaissance, ni le Code Civil.

Cette réalité physiologique engendre une métamorphose politique d'une violence inouïe. Le citoyen, cette abstraction révolutionnaire, s'efface devant le bloc communautaire. Dans les mairies de métropoles, le pouvoir ne se gagne plus par la force du programme, mais par la soumission aux revendications du nombre. On négocie des horaires, on tolère des occupations de voirie, on adapte les menus. Chaque concession est une capitulation qui cache une défaite structurelle : l' élu n'est plus le représentant de la Nation, il est le courtier d'une mosaïque de clans dont il

achète la paix au prix de la renonciation à l'unité du pays. La France politique est en train de devenir un Liban qui s'ignore, une juxtaposition de solitudes où le seul lien social est la prédation de l'État-providence.

Les élites observent ce spectacle avec une fascination qu'elles nomment "vivre-ensemble". Elles vivent dans des quartiers où le prix du mètre carré sert de rempart et elles décrètent, du haut de leur confort, que ceux qui souffrent de ce remplacement de substance sont des esprits étroits. Mais la haine n'est pas chez celui qui voit sa ville changer de visage ; elle est dans le mépris de ceux qui organisent son déracinement. Le sentiment d'exil intérieur est la plaie ouverte de ce siècle. C'est l'histoire d'un homme qui, sortant de chez lui, ne reconnaît plus l'accent de sa voisine, ne trouve plus son journal habituel, voit les églises se vider tandis que d'autres lieux débordent jusque sur les trottoirs. C'est la sensation physique d'une démission de l'être national au profit d'une entité qui n'exige plus d'entrer dans la France, mais exige que la France s'efface.

Le nombre finit toujours par créer sa propre norme. C'est une loi d'airain. Lorsque la masse critique est atteinte, la minorité d'accueil entre en période de dhimmitude psychologique. Elle commence par s'excuser d'exister, elle baisse le ton, elle change ses habitudes pour ne pas "provoquer", elle retire ses enfants des écoles publiques devenues des zones de non-droit culturel, elle finit par s'enfuir vers des périphéries toujours plus lointaines, dans une course éperdue contre la marée. Mais la marée ne s'arrête jamais. Elle suit les lignes de communication, elle investit les bourgs, elle grignote les bastions de la ruralité. La France perd sa base biologique, et avec elle, la possibilité de son destin. Car une culture sans peuple pour la porter n'est qu'une pièce de musée, un cadavre joliment fardé que les nouveaux arrivants contemplant avec une curiosité indifférente avant de le reléguer dans les oubliettes d'une histoire qu'ils ne considèrent pas comme la leur.

Cette métamorphose ne s'opère pas dans le fracas, mais dans l'onctuosité d'un glissement sédimentaire. C'est une érosion par le bas, une capillarité inversée où la

sève nouvelle, étrangère aux greffes anciennes, finit par saturer les vaisseaux d'un tronc qui ne sait plus s'il doit encore porter ses propres fruits. Pour comprendre cette mécanique de l'effacement, il faut quitter les hémicycles feutrés pour descendre là où la statistique devient une ambiance, une pression atmosphérique.

Observez ces zones de transition que la sociologie officielle nomme « territoires en mutation ». Là, l'architecture elle-même semble avoir abdiqué. Les façades de béton, autrefois conçues comme des utopies, sont devenues les parois d'un réacteur démographique en fusion. Le français n'y est plus qu'une monnaie d'échange utilitaire, appauvrie. On y voit s'installer une esthétique de la substitution. Dans ces artères, l'autochtone n'est plus qu'un fantôme errant dans ses propres murs. Il est celui qui presse le pas, celui qui finit par intégrer les codes de la majorité nouvelle. Il devient un étranger de l'intérieur, un exilé sans bagages qui voit sa mémoire s'évaporer à chaque fermeture de commerce traditionnel, à chaque départ d'un voisin de trente ans. C'est la stratégie du coucou : on n'abat pas la maison, on en change simplement les habitants jusqu'à ce que la structure, par imprégnation, appartienne à ceux qui l'occupent.

Le nombre possède une puissance de conviction que la raison ne peut contrer. Lorsque, dans une école, la proportion d'enfants issus de l'immigration franchit le seuil des trois quarts, ce n'est plus l'institution qui assimile les nouveaux venus ; c'est l'institution qui est assimilée par le nombre. L'instituteur, ce hussard noir dont l'ombre s'étirole, devient un diplomate en terre étrangère. Il ne transmet plus l'héritage de Racine comme un trésor commun, il le négocie, il l'élague pour ne pas heurter la sensibilité de ceux qui n'y voient qu'une agression culturelle. La transmission ne se fait plus de l'ancien vers le nouveau, mais du groupe dominant vers la structure d'accueil dévitalisée. Le passé de la France devient alors une option facultative, un décor que l'on finit par démonter parce que personne n'en comprend plus le texte.

Les registres de l'état civil sont les prophètes silencieux de ce basculement. Chaque

matin, dans les mairies, les plumes des officiers consignent la fin d'un monde. Les prénoms, ces petits marqueurs d'appartenance, dessinent une géographie de la rupture. Il n'y a plus de pont entre les générations, mais un abîme que les incantations sur le « vivre-ensemble » ne comblent pas. On voit apparaître une France à deux visages, où la jeunesse, portée par une vitalité démographique exogène, regarde avec une indifférence teintée de mépris une vieille autochtone qui s'éteint dans le silence des Ehpad.

L'INSEE a beau lisser les courbes, la réalité crue demeure : jamais la France n'avait connu une telle mutation de sa substance humaine en un laps de temps aussi court. Les invasions barbares du Ve siècle étaient des escarmouches comparées à cette poussée constante, organique. Car ici, il n'y a pas d'armée à vaincre. Le front est partout : dans les maternités, dans les cours d'école, dans les files d'attente des préfectures, dans les wagons du RER où les visages de jadis semblent appartenir à une pellicule noir et blanc égarée dans un monde en Technicolor violent.

Et le plus tragique réside dans cette sensation d'inéluctabilité. La démographie est une machine lente, mais souveraine. Elle ignore les décrets, elle se moque des discours de fermeté. Une fois que la structure d'une population est altérée à ce point, le point de non-retour est franchi. On ne remonte pas le temps d'une pyramide des âges. On ne réinvente pas un peuple avec des mots d'ordre quand les berceaux parlent une autre langue. La France décline parce qu'elle a perdu le goût de sa propre pérennité. Elle s'est laissé convaincre que sa survie physique était une forme d'exclusion, que sa volonté de rester elle-même était un crime.

Le résultat final est ce paysage de ruines psychiques que nous commençons à arpenter. Un pays qui ressemble encore à la France, qui en porte le nom, qui en arbore les symboles sur les frontons des mairies décrépies, mais dont l'âme a été remplacée. C'est un remplacement de la sensibilité, une modification chirurgicale de l'inconscient collectif. Le nombre a gagné la partie. Il a imposé sa norme, ses interdits, sa vision du sacré. Et celui qui, au détour d'une rue, cherche encore le reflet de la France éternelle

n'y trouve plus que le miroir brisé d'une nation qui a renoncé à exister par elle-même, pour ne plus être qu'un réceptacle, une terre d'accueil devenue terre d'oubli. La France s'éteint dans le murmure des statistiques, comme une bougie qui manque d'oxygène. Chaque jour, le poids des nombres pèse un peu plus lourd sur le couvercle de son cercueil de marbre blanc, gravé aux noms des ancêtres qui ne reconnaîtraient pas même le ciel sous lequel ils sont enterrés.

Chapitre 8

Le suicide culturel : Haine de soi et déconstruction

Entrez dans n'importe quel amphithéâtre de briques rouges ou de béton gris, là où se forge ce que l'on nomme encore, par une sorte d'inertie sémantique, « l'élite de demain ». L'air y est saturé non pas de savoir, mais d'une vapeur de soufre et d'encens : le soufre de la dénonciation et l'encens de la pénitence. Observez le professeur, ce clerc d'un nouveau culte, penché sur son pupitre comme sur un autel de la démolition. Il ne transmet pas un héritage ; il procède à son inventaire après décès. La France, sous son scalpel, n'est plus une continuité, un souffle, une épopée parsemée d'ombres et de lumières ; elle est devenue un dossier criminel, un immense palimpseste où l'on gratte frénétiquement les hauts faits pour ne laisser apparaître que les ratures du sang.

Cette haine de soi ne s'exprime pas par des cris, mais par un murmure doctoral, une érosion lente, une déconstruction qui ressemble à une chirurgie mentale pratiquée à vif. On enseigne aux enfants de la République que leurs ancêtres ne sont pas des bâtisseurs de cathédrales ou des rédacteurs de codes civils, mais des prédateurs impénitents. La colonisation et l'esclavage ne sont plus des chapitres tragiques d'une histoire mondiale partagée ; ils sont présentés comme l'essence même, la structure fondamentale d'une nation qui ne devrait sa survie qu'au pillage de l'Autre. Dès lors, le passé devient une geôle. Chaque statue dans un square, chaque nom de rue, chaque alexandrin de Racine est scruté à travers la lunette d'un microscope moralisateur qui cherche la tache, le péché originel, le relent de « privilège ».

Le résultat de cette auto-flagellation institutionnalisée est un désarmement moral absolu. Car quel discours une nation qui s'abomine peut-elle tenir à celui qui franchit ses frontières ? C'est ici que le piège se referme avec une logique implacable. Nous

demandons à des nouveaux arrivants, pétris pour beaucoup de cultures où la fierté, l'honneur et la lignée sont des piliers vertébraux, de s'assimiler à une absence. Nous les invitons à rejoindre une table où l'hôte passe son temps à s'excuser d'exister, à maudire son argenterie et à cracher sur ses propres aïeux. Comment pourrait-on aimer ce que l'on nous présente comme une structure intrinsèquement oppressive ? L'assimilation est devenue une injonction paradoxale : « Intègre-toi à cette nation, mais n'oublie jamais qu'elle est coupable, et que tu es peut-être sa victime, ou le témoin de son agonie méritée. »

Le jeune homme dont le regard brûle d'un désir de verticalité, de transcendance ou simplement de force, ne trouve dans la modernité française qu'une flaque de relativisme tiède. On lui propose le droit de consommer, le divertissement de masse, la jouissance immédiate dans les rayons d'un supermarché globalisé, mais on lui refuse le récit. On lui refuse le héros. On lui a expliqué que l'esprit chevaleresque n'était qu'une construction patriarcale, que le panache des hussards cachait une névrose impérialiste, et que la rigueur de nos grands législateurs n'était qu'un paravent pour la domination de classe. En vidant le panthéon national de sa substance charnelle et glorieuse, on a créé un appel d'air terrifiant. Et la nature humaine, assoiffée de sens, déteste les espaces où rien ne vibre.

Cet appel d'air est investi par des idéologies étrangères, plus dures, plus affirmées, qui ne s'excusent jamais de leur existence. Face à une France qui se vit comme un musée en voie de liquidation, se dressent des identités de granit, religieuses ou culturelles, qui voient dans notre repentance non pas une vertu, mais une faiblesse de civilisation en fin de course. Le relativisme culturel absolu — ce dogme qui veut que toutes les mœurs, toutes les valeurs, toutes les visions du monde se valent — a fini par stériliser notre capacité de défense. Si tout se vaut, alors rien ne mérite d'être protégé au prix d'un conflit. Si notre culture n'est qu'une construction arbitraire et, de surcroît, malveillante, alors son effacement n'est pas une perte, mais un acte de salubrité publique.

On assiste alors à une sorte de suicide feutré. On préfère dénaturer Noël en « fête de l'hiver » pour ne froisser personne, on lisse les programmes scolaires jusqu'à ce qu'ils ne soient plus qu'une bouillie sans saveur, on déboulonne mentalement tout ce qui dépasse. Cette volonté d'effacement n'est pas une marque de tolérance, c'est une marque de fatigue obsidionale. C'est le réflexe d'un corps social qui n'a plus la force de se dire « moi ». Pour éviter l'accusation suprême de discrimination, la France choisit la neutralité du point zéro. Elle se veut un espace pur, sans aspérités, sans racines trop profondes où quelqu'un pourrait trébucher. Mais un espace sans attaches est un désert, et dans un désert, c'est le vent le plus fort qui impose sa direction au sable.

Le basculement culturel n'est pas un événement qui survient de l'extérieur par la seule force du nombre ; c'est une démission qui se prépare dans les officines de la pensée, dans les rédactions, dans les ministères où l'on a remplacé la transmission par la déconstruction. On ne remplace que ce qui n'a plus de valeur à ses propres yeux. Si le Français de demain ne voit dans le drapeau qu'un morceau de tissu souillé par les crimes de ses pères, s'il ne voit dans sa langue qu'un outil de domination et dans son art qu'une décoration pour privilèges, alors il ne lèvera pas le petit doigt pour empêcher la déferlante qui vient. Il regardera, avec une passivité de spectateur blasé, les derniers vestiges de son monde s'écrouler, persuadé par une vie entière de propagande que cette chute est, au fond, une justice historique.

J'ai vu cette lassitude dans les yeux de ceux qui devraient être les gardiens du temple. J'ai observé, dans le silence feutré d'une institution prestigieuse, un conservateur de musée au regard fuyant derrière ses lunettes d'écaille. Il ne se contentait pas de déplacer des toiles ; il procédait à une véritable ablation mémorielle. Devant les cimaises où trônaient jadis les épopées de la nation, il installait désormais des cartels d'excuses, de longues litanies sociologiques expliquant au visiteur que la lumière d'un ciel de Provence ou la rigueur d'un buste de marbre n'étaient que les paravents d'une domination systémique. On n'admire plus, on instruit le procès. On ne contemple plus, on suspecte. J'ai vu des élus bafouiller des généralités creuses sur le

« vivre-ensemble » pour ne pas avoir à nommer ce qui nous unit réellement, de peur que ce « nous » ne soit perçu comme une exclusion. Nous avons transformé la France en une zone de transit émotionnel, un hall de gare où l'on peut tout trouver, sauf une raison de rester et de se battre.

Le Plan Ronces se nourrit de cette déliquescence. Il prospère sur ce terreau de culpabilité. Car une société qui déteste son passé est incapable de concevoir un futur ; elle ne peut que subir le présent des autres. Et ce présent-là, il est déjà en train de s'installer, avec la certitude tranquille de ceux qui savent que la place est libre, que les remparts sont ouverts, et que les sentinelles sont occupées à brûler leurs propres uniformes sur la place publique. Le suicide est d'autant plus parfait qu'il se maquille en progrès. On appelle « ouverture » ce qui est une béance, « modernité » ce qui est une amnésie, et « humanisme » ce qui n'est qu'une démission devant le tragique de l'Histoire. La machine est lancée, et son bruit est celui d'une lime qui s'attaque aux derniers barreaux de notre souveraineté spirituelle.

Car avant d'être politique ou territoriale, la défaite est toujours, absolument toujours, intérieure. Elle commence par ce petit renoncement, ce titre d'article qui relativise une agression au nom du contexte social, cette leçon d'histoire qui omet la victoire pour s'appesantir sur la faute, ce silence gêné au moment de chanter l'hymne. La France est en train de perdre parce qu'elle a déjà décidé, dans le secret de ses consciences déconstruites, qu'elle ne méritait plus de gagner. Cette démission ne se manifeste pas par un fracas soudain, mais par l'érosion silencieuse et méthodique de nos paysages intérieurs.

C'est ici que la machine éditoriale, celle que je dissèque page après page, trouve son carburant le plus raffiné. Elle n'a même plus besoin d'inventer la haine ; elle n'a qu'à chroniquer la reddition. Le Plan Ronces s'appuie sur ce vide pneumatique : quand une civilisation décide que son héritage est une dette toxique, elle crée un appel d'air pour toutes les certitudes exogènes. Si vous retirez la cathédrale, l'épopée et le héros, vous ne laissez pas derrière vous un individu libre et autonome, mais une proie hagarde,

prête à se jeter dans le premier dogme venu pourvu qu'il lui offre une structure, un « nous » qui ne s'excuse pas d'exister.

Dans les salles de classe, le basculement est chirurgical. J'ai consulté ces manuels où l'Histoire de France est devenue une hagiographie inversée, une chronique de la honte découpée en chapitres de repentir. On y enseigne à des adolescents dont le nom chante encore les rives de la Méditerranée ou les plaines du Sahel que le pays qui les accueille, et dont ils devraient épouser le destin, n'est qu'une vieille bête malade de son propre passé, un agresseur impénitent dont la seule vertu réside dans sa capacité à se dissoudre. Quel jeune homme de vingt ans, assoiffé de grandeur et d'appartenance, aurait envie de s'assimiler à un organisme en décomposition ? Quel esprit vigoureux choisirait la soumission à une culpabilité héritée plutôt que l'adhésion à une force qui s'affirme ? En présentant la France comme une faute, on a rendu l'intégration non seulement impossible, mais moralement dégradante pour celui qui arrive. On lui murmure : « Ne deviens pas comme nous, nous sommes d'infâmes coupables. » Et lui, fort de sa jeunesse et de ses propres racines restées intactes, nous regarde avec un mépris qui n'est que le reflet de notre propre dégoût de soi.

Cette atmosphère de salle d'attente terminale se propage dans les détails les plus infimes de notre quotidien. Regardez nos villes. Elles ne sont plus des cités, au sens politique et sacré du terme, mais des agglomérats de fonctions. On y circule entre des enseignes franchisées et des zones de transit où l'architecture elle-même semble s'excuser d'occuper l'espace. Le verre et l'acier, matériaux de l'amnésie, ont remplacé la pierre qui se souvient. Tout est fait pour que rien n'accroche le regard, pour que rien ne rappelle que nous sommes ici chez nous, héritiers d'une lignée. Le relativisme culturel est devenu le vernis de cette démission. Au nom d'une tolérance qui n'est plus que le nom poli de notre indifférence, nous avons décrété que toutes les mœurs, toutes les coutumes, toutes les visions du monde se valaient dans un grand magma de consommation. Mais le marché n'est pas une patrie. Un code-barres ne remplacera jamais un rite.

Le Plan Ronces, dans sa stratégie de capture, utilise ce relativisme comme un acide. Lorsqu'un fait divers éclate — ce fameux titre qui « pique » le cerveau, cette notification qui fait vibrer le téléphone dans la poche du lycéen ou du retraité —, la machine ne se contente pas de rapporter l'agression. Elle souligne, par son cadrage, l'impuissance d'une société qui ne sait plus sur quelles valeurs s'appuyer pour se défendre. Si tout se vaut, alors rien ne mérite d'être protégé. Si la loi n'est plus l'expression d'un génie national mais une simple règle de procédure susceptible d'être modifiée par le premier vent de contestation identitaire, alors elle n'est plus respectée, elle est simplement subie. La déconstruction a ainsi désarmé moralement le gendarme, le juge et le professeur. Avant que le couteau ne sorte de sa poche, l'agresseur sait déjà que sa victime doute de son propre droit à exister. Il sait que le système qui l'entoure est obsédé par la nuance là où lui n'a que des certitudes, qu'il est dévoré par le scrupule là où lui n'a que des revendications.

Nous avons transformé la laïcité, ce combat de haute lutte, en une neutralité de centre commercial. Un espace atone où l'on a le droit de tout faire, sauf d'affirmer une prééminence culturelle. On a peur du mot « racines », comme s'il s'agissait d'un vocable criminel. On lui préfère « diversité », mot-valise qui permet de masquer le fait que nous n'avons plus de centre. Or, une circonférence sans centre n'est qu'une ligne qui s'égare. La France est devenue cette ligne erratique. Le suicide culturel est parfait car il est autogéré. Nul besoin d'une armée d'occupation quand les élites d'une nation se chargent elles-mêmes d'incendier la bibliothèque de leurs ancêtres. J'ai vu des ministres de la Culture parler de notre patrimoine comme d'un « fardeau à partager », des intellectuels expliquer que la langue française est un outil d'oppression qu'il convient de briser par des écritures barbares, des artistes subventionnés ne trouver de sujet que dans la dénonciation de leur propre terre. Ils ne voient pas qu'ils ne préparent pas un monde plus juste, mais un monde plus brutal. Car lorsque les remparts de la culture s'effondrent, ce n'est pas la fraternité universelle qui entre, c'est la loi du plus fort, le tribalisme primaire et la théocratie revancharde.

C'est le cœur du paradoxe : nous déconstruisons notre propre maison au moment

précis où ceux qui nous entourent fortifient la leur. Nous prôtons l'ouverture universelle face à des blocs qui se referment sur leurs identités de fer. Nous sommes les seuls à croire que l'Histoire est finie, que le tragique a été dissous dans le divertissement de masse. Mais l'Histoire ne meurt jamais, elle attend simplement que les sentinelles s'endorment. Et nos sentinelles ne dorment pas seulement ; elles font profession de détruire leurs propres lances. Le Plan Ronces n'est que le nom de ce réveil douloureux, de cette griffure brutale qui nous rappelle que le réel ne se négocie pas. Quand on refuse de voir ce que l'on est, on finit par devenir ce que les autres exigent que nous soyons : une ressource, un territoire, un souvenir. Une France qui perd, c'est d'abord une France qui s'oublie. Et l'oubli n'est pas une absence de mémoire, c'est un acte de trahison envers ceux qui nous ont précédés.

L'apostasie tranquille des bureaux de verre et des salles de séminaires climatisées possède une odeur particulière : celle du papier glacé et de la poussière électronique, un parfum de stérilité qui précède les grandes liquéfactions. Ce n'est pas un effondrement bruyant, fait de fureur et de barricades, mais une érosion par le vide, une nécrose consentie sous l'éclat blanc des néons. Dans ces lieux où se décide le récit national, on ne discute plus de la grandeur, mais de la gestion des décombres. J'ai observé ces architectes de l'effacement, ces clercs d'une religion dont le seul dogme est la pénitence. Ils manient le scalpel sur le corps de notre histoire avec une jubilation malsaine, persuadés que l'amputation est une forme de libération. Ils ne voient pas que chaque statue déboulonnée dans l'esprit des enfants, chaque chapitre d'histoire caviardé pour ne pas « blesser », chaque nuance de notre langue sacrifiée sur l'autel de la simplification, est une pierre de moins dans l'édifice qui les protège encore.

La repentance est devenue notre hypostase, notre manière d'être au monde. Elle n'est plus cet acte spirituel noble qui consiste à reconnaître une faute pour mieux la réparer ; elle est un état permanent, une identité de substitution. Nous sommes la première civilisation de l'histoire à vouloir se définir exclusivement par ses zones d'ombre, transformant ses ancêtres en une galerie de monstres et ses gloires en malentendus.

Ce masochisme institutionnel possède une efficacité redoutable : il désarme moralement celui qui possède tout, mais n'ose plus rien revendiquer. Comment, dès lors, regarder le nouvel arrivant sans une gêne mortelle ? Nous lui présentons une maison dont nous lui expliquons, dès le seuil, qu'elle a été bâtie sur l'injustice et que le toit lui-même est une insulte à l'horizon. Nous lui tendons les clés d'un héritage dont nous avons nous-mêmes honte.

C'est là que le piège se referme, avec la précision d'une mâchoire d'acier. On ne demande pas à un homme de s'assimiler à un néant, ni de se fondre dans une repentance qui ne lui appartient pas. Le mépris que l'on observe parfois dans les yeux de ceux qui arrivent n'est pas toujours une haine originelle ; c'est le reflet de notre propre démission. Ils arrivent avec la soif des certitudes, avec la force brutale des identités non négociées, et ils trouvent en face d'eux des gestionnaires de l'inexistence, des êtres flottants qui s'excusent d'exister et qui appellent cela la « tolérance ». Le silence des racines, ce mutisme de cathédrale transformée en musée, laisse la place à des rumeurs plus sombres, des ferveurs plus raides, des dieux qui, eux, ne demandent jamais pardon.

La culture de masse, avec son divertissement de plastique et ses plaisirs algorithmiques, a servi d'anesthésiant. Nous avons cru que le supermarché et la fibre optique suffiraient à tenir lieu de civilisation. Nous avons remplacé le sentiment d'appartenance par le droit à la consommation, le sacrifice pour la cité par la revendication du confort individuel. Mais on ne meurt pas pour un service après-vente. On ne fait pas corps autour d'un algorithme. Et tandis que nous nous versions dans ce sommeil technologique, la déconstruction poursuivait son œuvre. À l'université, le savoir a cessé d'être une transmission pour devenir un procès. Chaque texte classique est passé au crible des nouvelles inquisitions : est-il sexiste ? Est-il colonial ? On n'apprend plus à admirer la beauté d'une structure, on apprend à débusquer le crime caché sous la métaphore. On forme des générations de procureurs incapables de bâtir quoi que ce soit, mais experts dans l'art de tout démonter.

Ce suicide culturel est le préalable indispensable au grand basculement dont le Plan Ronce est le sismographe. Car le réel possède une horreur du néant. On ne remplace que ce qui n'a plus de valeur à ses propres yeux. Si la France n'est plus qu'une « idée abstraite », une « construction sociale » modifiable à l'envi, alors elle n'existe déjà plus. Elle devient un territoire, une zone de transit, un parking géant où des groupes juxtaposés s'observent avec une méfiance obsidionale. Le relativisme culturel absolu, ce venin qui nous fait dire que tout se vaut, que les mœurs les plus archaïques sont équivalentes aux nôtres, n'est pas un sommet de l'intelligence, c'est une abdication de la raison. C'est la fin du discernement. Si tout se vaut, alors rien ne compte. Et si rien ne compte, alors pourquoi se battre ? Pourquoi préserver ces bibliothèques, ces paysages, cette langue qui porte en elle les nuances de mille ans de tragédies ?

J'ai vu, dans les méandres de cette déconstruction, l'émergence d'une nouvelle noblesse de la haine de soi. Être celui qui dénonce sa propre lignée est devenu le brevet de moralité suprême. Dans les dîners en ville, on rivalise de mépris pour cette « France rance », ce pays de clochers que l'on ne connaît plus qu'à travers les vitres teintées des trains à grande vitesse. Pour ces élites, le peuple est un encombrement, un vestige d'un passé qui refuse de mourir. Ils préfèrent le rêve d'une gouvernance mondiale, éthérée, sans corps et sans terre, une utopie de verre où les conflits de civilisation seraient résolus par des feuilles de calcul. Ils ne sentent pas que la terre tremble sous leurs pas. Ils ne voient pas que les ronces qu'ils ont laissé pousser par paresse et par idéologie sont en train de lacérer le tissu même de leur propre sécurité.

Une nation qui cesse d'aimer ses héros, même dans leurs failles, est une nation qui prépare ses bourreaux. Car les héros sont les ancrés d'une civilisation dans le fleuve du temps. Sans eux, nous dérivons. Et dans cette dérive, nous rencontrons ceux qui ont gardé leurs épées, leurs dieux et leurs certitudes. Le choc est inévitable, et il sera asymétrique. D'un côté, une civilisation qui s'excuse d'être née ; de l'autre, des cultures qui ont soif d'avenir et qui n'ont que faire de nos états d'âme. Le suicide culturel n'est pas une fatalité historique, c'est un choix politique et intellectuel. C'est l'abandon volontaire de la garde. Nous avons éteint les lumières de la veille pour ne

pas être taxés de vigilance suspecte. Nous avons préféré l'obscurité de l'oubli à la clarté du combat spirituel. La France qui perd est une France qui a déjà rendu les armes de l'esprit avant même que le premier coup de feu ne soit tiré, persuadée que sa disparition est le prix à payer pour une paix universelle qui ne viendra jamais.

L'abandon n'a pas le fracas d'une chute ; il a le silence poisseux d'une sève qui se retire. Ce que nous observons, c'est une liquéfaction programmée de l'ossature symbolique. Une nation ne s'effondre jamais par la seule pression de l'autre ; elle s'effondre parce qu'elle a, au préalable, évidé ses propres murs, gratté ses propres fresques, et traité ses propres fondations comme des décombres. Nous avons érigé la repentance en architecture de prestige. Dans ce théâtre d'ombres, la déconstruction n'est plus une méthode de lecture, c'est un acte de foi inversé. On ne cherche plus à comprendre le passé, on l'autopsie pour y trouver les preuves de notre indignité congénitale.

Regardez ces visages, dans les amphithéâtres ou les salles de rédaction : ils portent l'expression satisfaite du légiste qui vient de découvrir une nouvelle plaie sur un corps qu'il déteste. Pour cette nouvelle noblesse du renoncement, chaque clocher qui s'effrite est une victoire sur « l'obscurantisme », chaque héros déboulonné est un pas vers une humanité déracinée, fluide, enfin délivrée du poids des ancêtres. Mais ils oublient que l'espace est une invitation. On ne demande pas à celui qui franchit la frontière de s'intégrer à une absence. Si la France se présente comme une terre de crimes, pourquoi le nouvel arrivant choisirait-il de porter ce fardeau ? Pourquoi respecterait-il une maison dont les propriétaires eux-mêmes disent qu'elle a été bâtie sur le vol et qu'elle mérite de brûler ?

L'asymétrie des certitudes est le véritable moteur du basculement. D'un côté, nous avons le citoyen « déconstruit », cet homme de verre, poli par le relativisme, incapable de dire « nous » sans une pointe d'ironie ou un tremblement de culpabilité. C'est un être sans épaisseur, nourri de droits abstraits et de divertissements, dont la seule transcendance réside dans la consommation. De l'autre côté, se dressent des

identités de fer, des blocs de croyances inentamés, des hommes qui savent encore que la vie ne vaut d'être vécue que pour ce qui la dépasse. Ils arrivent avec leurs dieux, leurs codes, leurs solidarités organiques, et ils découvrent une société qui s'excuse d'exister, qui leur offre des subventions en guise de bienvenue et des larmes de crocodile en guise de culture. Le choc n'est pas frontal ; il est l'absorption du mou par le dur, de l'hésitant par l'affirmé.

La haine de soi est un luxe de riche, une coquetterie de civilisation en phase terminale qui s'imagine que sa propre disparition la rendra sublime. Dans les dîners en ville, on se gargarise de cette « décentralité », on s'amuse à dépecer la langue française comme un vieil objet encombrant, on applaudit à l'effacement des fêtes pour ne pas « heurter », sans comprendre que le sacré qu'on expulse par la porte revient toujours par la fenêtre, sous des formes plus sombres. Nous avons transformé notre patrimoine en musée pour touristes, une coquille vide où l'on déambule sans savoir que ces pierres ont été posées par des hommes qui croyaient au ciel et à la continuité du sang.

Le Plan Ronces trouve ici son terreau le plus fertile. Car la peur n'est que le revers de cette dépossession culturelle. Celui qui n'a plus de récit national pour le protéger se replie sur sa peur biologique. Celui qui n'a plus de héros pour l'inspirer cherche des coupables pour le rassurer. La machine éditoriale que j'ai décrite, avec ses « Mises à Jour » frénétiques et ses obsessions sécuritaires, ne fait que remplir le gouffre laissé par l'absence de sens. Si on ne nous raconte plus qui nous sommes, on finit par ne nous montrer que ce qui nous menace. La panique devient la seule identité de substitution pour un peuple auquel on a volé sa mémoire.

J'ai vu ces sept pages de titres défiler, et j'y ai lu, en filigrane, la chronique d'un suicide assisté. Chaque fait divers, chaque agression au couteau, chaque refus d'obtempérer n'est qu'un symptôme de cette perte d'autorité morale. On ne peut commander au respect si l'on ne se respecte pas soi-même. On ne peut exiger la loi si l'on a renoncé à la force de l'esprit qui la fonde. La France qui perd est une France qui a peur de déplaire. C'est une nation qui a remplacé le glaive par le formulaire

administratif et le catéchisme par la « sensibilisation ». Elle espère que si elle se fait assez petite, assez invisible, on finira par la laisser en paix.

Mais l'histoire n'oublie jamais les faibles. Elle les piétine avec une indifférence minérale. Le relativisme culturel, ce poison lent distillé par nos universités, a fini par nous convaincre que le voile vaut la cornette, que le droit coutumier vaut le Code civil, et que toute affirmation de notre identité est un prélude au crime. En désarmement moralement la jeunesse, en lui apprenant à rougir de son propre héritage tout en s'extasiant devant les cultures les plus lointaines, nous avons créé une génération de déracinés de l'intérieur. Des exilés sur leur propre sol.

Et pendant que nous discoupons sur le genre des anges ou la décolonisation de la gastronomie, les ronces progressent. Elles ne sont pas seulement dans les banlieues, elles sont dans nos esprits. Elles colonisent notre vocabulaire, elles imposent leur grammaire du ressentiment. Chaque fois que nous cédon sur un mot, chaque fois que nous retirons un symbole d'un paysage ou une statue d'une place, nous envoyons un signal de reddition. Et ce signal est reçu par ceux qui n'ont aucune intention de se déconstruire. Ils voient une proie qui s'offre, une civilisation qui prépare son propre linceul avec une minutie maniaque.

Le suicide culturel est cet instant précis où l'instinct de conservation s'efface devant le désir de plaire à son juge. Nous sommes devenus les greffiers de notre propre procès, notant scrupuleusement chaque reproche, chaque exigence de la part de ceux qui veulent nous voir disparaître. Nous appelons cela l'ouverture d'esprit. C'est en réalité une fracture irrémédiable. L'espace que nous libérons par haine de nous-mêmes est immédiatement investi par des volontés de puissance qui ne s'embarrassent pas de nuances.

La fin de ce chapitre n'est pas une conclusion, c'est un constat de carence. Nous avons éteint les feux de la veille. Nous avons congédié les gardiens du temple. Et maintenant que la nuit s'installe, nous nous étonnons de voir des ombres bouger dans

le jardin. Ces ombres ne sont pas des fantômes ; ce sont les héritiers de ceux qui n'ont jamais douté de leur droit à la terre. Le suicide est consommé dans les cœurs bien avant de l'être dans les faits. Pour que la rose survive, il ne suffit pas de couper les ronces ; il faut redevenir celui qui sait pourquoi il aime la rose, et pourquoi il est prêt à tout pour que son parfum ne s'éteigne pas. Mais nous avons oublié jusqu'à l'odeur de la fleur. Nous ne connaissons plus que la piqûre de l'épine, et nous avons fini par croire que c'était là notre seule vérité.

Chapitre 9

La trajectoire vers le chaos : Guerre de basse intensité

La France ne s'effondre pas avec le fracas spectaculaire d'un édifice miné à sa base ; elle s'érode, millimètre par millimètre, dans un processus de liquescence silencieuse que les stratèges nomment, avec une pudeur de clinicien, la « guerre de basse intensité ». Ce n'est pas l'embrassement total, c'est une combustion lente, une pathologie des interstices. Une gangrène qui grignote les tissus périphériques avant de s'attaquer aux organes vitaux. Pour celui qui sait observer par-delà les communiqués lénifiants et les statistiques lissées par l'administration, le paysage national a muté. Il s'est fragmenté en une mosaïque d'enclaves où l'autorité de l'État n'est plus qu'une fiction juridique, une réminiscence historique que l'on tolère lors des passages de convois blindés, mais que l'on rejette avec une violence atavique dès que l'uniforme prétend rétablir la règle commune.

L'atmosphère des quartiers que l'on dit « sensibles » — euphémisme administratif pour désigner des zones de sécession — a changé de texture. Ce n'est plus la simple délinquance d'appropriation, ce n'est plus le tumulte désordonné des colères sociales d'antan. C'est une organisation millimétrée, une architecture de la défiance qui s'est solidifiée. Le visiteur qui s'aventure dans ces géométries de béton perçoit immédiatement le changement de régime thermique. L'air y est plus lourd, saturé d'une surveillance diffuse. Aux entrées des cités, les « choufs », sentinelles d'un ordre parallèle, ne guettent plus la patrouille ; ils gèrent un territoire. Leur regard n'est pas celui d'un fugitif, mais celui d'un propriétaire. Ils sont les douaniers d'une frontière invisible qui sépare la France résiduelle de ces archipels où la loi du silence et le droit du sang ont remplacé le Code civil.

Pour les forces de l'ordre, chaque incursion dans ces périmètres ressemble désormais

à une opération de projection en terrain hostile. Le rituel est immuable. Avant même que les roues des fourgons n'aient franchi les premières barres d'immeubles, le signal est donné. Les messageries cryptées s'affolent, les sifflements déchirent l'air, et le piège se referme. La police n'est plus perçue comme un service public, mais comme une armée d'occupation, un corps étranger dont il faut tester la résilience par des harcèlements systématiques. Les embuscades sont devenues des exercices de style : tirs de mortiers d'artifice tendus, jets de parpaings depuis les toits terrasses, barricades de conteneurs enflammés disposées avec une science tactique qui trahit une habitude du combat urbain. On ne cherche plus seulement à faire fuir l'officier ; on cherche à le marquer, à le blesser, à lui signifier physiquement son illégitimité sur ce sol.

Sous la surface de ces échauffourées quotidiennes que les journaux télévisés relèguent au rang de faits divers banals, couve une réalité plus sombre : la prolifération des armes de guerre. Les caves ne sont plus seulement des entrepôts de stupéfiants ; elles sont devenues des poudrières. Le passage du fusil de chasse au fusil d'assaut s'est opéré sans bruit, à la faveur de réseaux transfrontaliers que plus rien ne freine. Ces armes ne sortent que rarement ; elles constituent la réserve de souveraineté du crime organisé, le garant ultime du contrôle territorial. Mais leur présence infuse une tension électrique dans chaque interaction. Chaque policier, lors d'un simple contrôle d'identité, porte en lui cette conscience sourde : celle que, derrière la vitre ou la porte, le seuil de violence peut basculer en une fraction de seconde vers le carnage.

Cette guerre de basse intensité se nourrit d'une haine métastasée du symbole républicain. On ne brûle pas une école, une bibliothèque ou un commissariat par hasard ; on attaque les infrastructures de la transmission et de l'autorité parce qu'elles représentent une altérité insupportable. Ce n'est pas une revendication de droits, c'est une volonté d'effacement. L'État, dans sa pudeur ou sa lâcheté, recule. Il ferme des bureaux de poste, retire des lignes de bus, délocalise des tribunaux. Chaque retrait est une victoire pour l'ordre communautaire qui s'empresse de combler le vide. À la place du service public, s'installe une structure hybride, mélange de féodalité

mafieuse et de rigueur religieuse ostentatoire, offrant une protection et une identité là où la République n'offre plus qu'une abstraction administrative.

Mais le plus inquiétant réside dans la réaction silencieuse du reste du pays. La population, spectatrice impuissante de ce morcellement, sort de sa torpeur par une crispation de survie. Dans les zones rurales délaissées, dans les petites villes de province où l'insécurité n'était autrefois qu'une rumeur lointaine, on voit apparaître des réflexes de défense. Des groupes de citoyens s'organisent sur les réseaux sociaux, des patrouilles improvisées surveillent les entrées de villages, on se procure des armes légalement sous couvert de tir sportif avec une ferveur inédite. Le contrat social, ce pacte de délégation de la violence à l'État, se rompt unilatéralement. Quand le citoyen ne croit plus que l'uniforme peut le protéger, il regarde son voisin avec suspicion et commence à compter ses munitions.

En coulisses, loin de la lumière crue des plateaux de débat, l'appareil militaire observe ce basculement avec une gravité manifeste. Les officiers d'état-major, habitués aux théâtres d'opérations extérieurs, voient dans la configuration de certaines banlieues des analogies tactiques terrifiantes avec les zones de conflit qu'ils ont pratiquées. Le spectre de l'intervention intérieure n'est plus une hypothèse d'école. Des protocoles secrets sont réactualisés, des exercices de combat urbain à grande échelle sont menés, avec cette question lancinante : que fera-t-on quand la police sera débordée de façon simultanée sur cinquante points du territoire ? Quand le flux des émeutes ne sera plus une vague que l'on contient, mais un tsunami qui submerge les centres-villes ?

C'est ici que le concept de « Plan Ronces » émerge de l'ombre. Pour les généraux, ce n'est pas une fantaisie, mais une nécessité logistique. Ils savent que les 150 000 policiers et gendarmes ne pourront pas tenir. Le scénario est déjà écrit : déploiement des blindés, quadrillage des zones par des unités d'infanterie légères, mise en place de checkpoints, coupure des réseaux numériques pour aveugler la sédition. On ne parle plus de maintien de l'ordre, on parle de « reprise de zone ». C'est une terminologie de

guerre étrangère appliquée au sol national. L'intervention des blindés n'est plus une dystopie, mais une option sur un tableur Excel. On imagine déjà le grondement des chenilles sur les boulevards périphériques, cette résonance métallique qui annoncera la fin de l'illusion démocratique pour le salut de la survie nationale.

Pourtant, cette réalité physique n'est que la première lame du désastre. La véritable mutation s'opère au moment où cette violence quitte l'asphalte pour devenir un objet de consommation numérique. La guerre de basse intensité ne se contente pas de brûler les rues ; elle colonise les esprits par l'image. Chaque affrontement, chaque explosion de mortier est captée, filtrée et réinjectée dans le corps social via les écrans. Le smartphone est devenu le système nerveux de l'insurrection et, simultanément, le terminal de l'addiction pour ceux qui regardent.

Observez le rituel : tout commence par une étincelle, souvent un refus d'obtempérer filmé sous un angle qui en gomme le contexte pour n'en garder que la brutalité. En quelques minutes, les réseaux sociaux s'emballent. La violence devient virale avant d'être réelle. Les assaillants ne cherchent plus seulement le contact ; ils cherchent l'image, la séquence qui ridiculiserait l'État. C'est une mise en scène du chaos où la réalité se plie aux exigences du flux. Le drame se transforme en dopamine. Le spectateur, qu'il soit au cœur de la cité ou dans le silence d'un pavillon de province, attend sa « Mise à Jour » (MàJ) quotidienne. Il a besoin de sa dose de fureur pour confirmer ses propres peurs, pour valider son propre ressentiment.

Cette « Mise à Jour » est la drogue la plus puissante du XXI^e siècle. Elle ne propose pas une analyse, elle offre une immersion dans le conflit. Elle transforme le citoyen en un terminal de réception saturé. On ne regarde plus les nouvelles pour s'informer, mais pour ressentir le frisson de l'inéluctable. La guerre de basse intensité devient alors une guerre de perception. L'État perd la bataille non pas parce qu'il manque de munitions, mais parce qu'il a perdu le contrôle du récit. Chaque vidéo d'un policier acculé est une défaite stratégique plus grave que la perte d'un quartier. C'est ici que le Plan Ronces change de nature : il ne s'agit plus seulement de reprendre le terrain avec

des chars, mais de reprendre le contrôle des consciences par la force pure, car la parole républicaine a été démonétisée par le flux incessant des images de sédition.

La France, dans cette phase crépusculaire, ressemble à un organisme dont le système immunitaire se retournerait contre ses propres cellules. La violence territoriale n'est plus une anomalie du système, elle est devenue le système lui-même. Elle sature l'espace mental, oriente les votes, nourrit les colères les plus sombres et finit par valider, par la force de l'accumulation, le récit de la fracture finale. On ne se bat plus pour une idée de la France, on se bat pour des mètres carrés, pour le droit de circuler, pour le droit de ne pas être le gibier d'un territoire devenu une zone de chasse. Et tandis que les élites pérorent sur la cohésion nationale, les blindés de la gendarmerie, tapis dans l'ombre des casernes, attendent l'ordre que personne n'ose encore formuler, mais que tout le monde pressent : celui de reprendre, rue par rue, ce qui a été cédé par millimètre.

Cette guerre est une pathologie des interstices. Elle s'insinue dans les cages d'escalier où la lumière ne fonctionne plus, elle rampe le long des barres de béton que l'on a baptisées du nom de poètes disparus. Ici, la France ne se fragmente pas : elle s'émiette. C'est une liquescence territoriale où l'autorité de l'État s'arrête désormais au bord des trottoirs, là où commencent les ombres portées des guetteurs. Pour comprendre cette trajectoire vers le chaos, il faut s'immerger dans l'atmosphère de ces « zones de frottement ». Là-bas, l'air possède une densité différente, saturée d'une électricité invisible qui fait se dresser les poils sur les bras des fonctionnaires avant même que le premier projectile ne soit lancé. Ce n'est pas de la délinquance ; c'est une sécession par le bas.

Dans les habitacles confinés des fourgons, l'air est saturé d'une odeur de cuir froid et d'ozone. Les hommes, sanglés dans leurs armures, ne se parlent plus guère. Ils partagent la même prescience du désastre. Leurs regards ne balayent plus l'asphalte pour une infraction, mais pour lire les signes d'une embuscade. Chaque poubelle renversée est un obstacle tactique ; chaque groupe immobile est une cellule de

reconnaissance. Ils sentent sur leurs nuques le poids d'une haine qui s'est affinée, passant de la rébellion à la stratégie. Le silence de l'État, dans ces interstices, résonne comme un aveu de faiblesse que les prédateurs interprètent avec une lucidité sauvage. Là où la loi recule, l'ordre communautaire s'engouffrent, rétablissant une justice sommaire dont les codes échappent aux magistrats des centres-villes.

La « fatigue obsidionale » gagne les rangs. Les policiers savent que chaque geste peut être le déclencheur d'un embrasement. Ils opèrent avec un pistolet sur la hanche mais une main attachée dans le dos par des protocoles d'engagement rédigés pour un monde disparu. Cette asymétrie entre la sauvagerie de l'agression et la retenue de la riposte nourrit une amertume qui, à terme, mènera à la rupture de la chaîne de commandement. Et pendant que les périphéries brûlent à feu doux, le reste du pays observe avec une fascination horrifique. C'est ici que le risque d'une guerre civile triangulaire apparaît. Face à la défaillance perçue de l'État protecteur, le citoyen reprend son droit naturel à la défense. C'est le retour à l'état de nature de Hobbes, habillé aux couleurs de la modernité technologique.

Le Plan Ronces n'est alors plus une option, mais l'acte de décès d'un monde qui a préféré l'aveuglement à la lucidité. Les généraux savent que la France n'est plus en crise, elle est en métastase. Le passage à l'acte, la rupture définitive, ne sera que la conclusion logique d'un processus que nous avons tous nourri par nos lâchetés. Le pays glisse vers ce moment de vérité où le fer remplacera le verbe. La symphonie du chaos a commencé son premier mouvement, et les blindés attendent simplement que le chef d'orchestre baisse enfin sa baguette.

Cette géographie de l'archipel ne rend pas compte de la vibration tellurique qui parcourt désormais les dalles de béton. Ce n'est plus une simple fragmentation sociale, c'est une dislocation moléculaire. L'État n'est plus qu'une force de projection qui tente de maintenir une fiction d'ordre. Dans les commissariats, l'air est saturé d'une sueur froide. Chaque patrouille est vécue comme une traversée du Styx. Les agents s'équipent avec une minutie maniaque, fixant leurs caméras-piétons comme si

ces lentilles de verre pouvaient exorciser la haine. Ils sont les derniers remparts d'un monde qui s'efface.

La violence n'est plus un accident, elle est le langage vernaculaire d'une jeunesse qui a divorcé de l'idée de destin commun. Pour ces cohortes de l'ombre, le policier est l'uniforme d'une armée d'occupation. Les trafics, véritables poumons économiques, ont généré leur propre système de défense. On n'y compte plus les rafales de kalachnikov qui déchirent le voile de la normalité, transformant des quartiers résidentiels en théâtres d'opérations du tiers-monde. La circulation des armes de guerre a transformé la délinquance en une force paramilitaire capable de saturer les capacités de riposte.

Pendant ce temps, dans les états-majors, on étudie Grozny et Mossoul. Les officiers supérieurs savent que le seuil de basculement est proche. Ils préparent des manœuvres de coercition. On imagine les blindés Griffon postés aux ronds-points, le déploiement de drones, le quadrillage systématique. L'armée est le dernier verrou d'une porte qui gémit sous les coups de boutoir d'une réalité que le politique refuse de nommer. Mais l'épuisement a laissé place à une résolution sourde chez ce « Français moyen » si longtemps méprisé. On voit fleurir des réseaux d'entraide qui ressemblent à des milices. Le citoyen ne croit plus au « vivre-ensemble », concept qu'il vit comme un « subir-ensemble ».

Le Plan Ronces est la reconnaissance brutale que le pacte républicain a été rompu, que la citoyenneté a été remplacée par l'appartenance tribale. La France n'est plus une nation en marche, c'est une nation qui se barricade, qui attend l'orage après une journée de canicule étouffante. La basse intensité, ce niveau de violence juste assez élevé pour terroriser mais juste assez bas pour ne pas déclencher l'état de siège, est une torture lente. Elle use les nerfs, érode la confiance, prépare les esprits à accepter n'importe quelle autorité pourvu qu'elle promette la fin du désordre.

Une simple étincelle suffira. Un accident mal interprété, une coupure d'électricité en

pleine canicule. Le mécanisme est en place, les ressorts tendus. Lorsque le signal sera donné, ce ne sera pas une émeute de plus ; ce sera l'effondrement simultané des digues. La police se repliera, laissant le champ libre à l'armée. Dans cette nuit où les blindés éclaireront de leurs phares blancs les décombres d'une certaine idée de la France, le Plan Ronces révélera sa véritable nature : non pas un remède, mais l'acte final.

L'autopsie de cette guerre larvée révèle une vérité chirurgicale : nous n'avons pas perdu parce que l'ennemi était trop fort, nous avons perdu parce que nous avons refusé de voir qu'il était là, tapi dans les angles morts de notre confort intellectuel. La guerre de basse intensité est le triomphe de l'entropie sur l'ordre. C'est le prix de décennies de renoncements sémantiques. Et tandis que les premières fumées noires s'élèvent au-dessus des périphériques, on se souviendra que l'histoire ne pardonne jamais au sommeil. Le Plan Ronces est notre destin, la conclusion logique d'un livre écrit à l'encre de notre propre démission.

Désormais, la « Mise à Jour » est complète. Le spectateur est devenu l'acteur passif de sa propre chute. Il ne demande plus de solutions, il demande des images. Il ne veut plus la paix, il veut la victoire, ou à défaut, le spectacle de la force. La transition est achevée : la réalité physique de la rue a été totalement aspirée par la nécessité psychologique du conflit. Nous ne sommes plus dans le temps de la prévention, mais dans celui du sursis. Chaque soir, dans le silence des périphéries, on entend le bruit sec d'un mortier et le craquement imperceptible d'un socle commun qui se lézarde, préparant le terrain pour la fracture finale, celle où la basse intensité laissera place à l'aveuglante clarté du chaos.

Le pays glisse vers ce moment de vérité où le fer remplacera le verbe, et où chaque rue, chaque escalier, redeviendra un territoire à tenir, ou à perdre pour toujours. La symphonie du chaos a déjà commencé son premier mouvement, et les blindés, immobiles dans l'ombre des casernes, attendent simplement que le moment soit venu de clore le chapitre d'une France qui n'a pas voulu voir qu'elle était déjà en train de

mourir. La ronce a fini d'étouffer le jardin ; il ne reste plus qu'à brûler les ronces, dût le jardin disparaître avec elles.

Chapitre 10

Le dernier rempart : L'armée et la reconquête

Le brouillard de Sissonne n'est pas une simple occurrence météorologique ; c'est une exhalaison de la terre ardennaise, une vapeur froide qui semble sourdre de l'acier des guerres passées pour venir napper le présent d'un voile d'incertitude. Ici, au Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine (CENZUB), le silence possède une texture métallique, un poids qui pèse sur les épaules des hommes comme une armure invisible. Devant moi, Jeoffrécourt s'élève comme une prophétie de béton. Ce n'est pas un village, c'est une épitaphe. Une ville fantôme construite pierre par pierre pour apprendre à ceux qui servent encore comment l'on pénètre dans les entrailles d'une cité qui a décidé de ne plus vous aimer. On y voit des façades aveugles, des rideaux de fer dont le grincement feint l'agonie, des clochers sans Dieu et des barres d'immeubles dont la géométrie brutale imite, avec une précision qui confine à la cruauté, les périphéries de nos métropoles.

En observant les colonnes de fantassins progresser en « tiroir » le long des murs de Jeoffrécourt, sous le crépitement des munitions à blanc qui déchirent le givre matinal, je ne vois pas un simple exercice. Je vois un protocole de reconquête, une mise en scène du pire qui attend son heure. Les officiers que je croise n'ont plus les yeux rivés sur les sables du Sahel ou les steppes de l'Europe de l'Est. Leurs cartes tactiques, marquées de cercles rouges et de flèches bleues, représentent désormais des noms de rues que l'on trouve au bout des lignes de RER. On ne parle plus de « théâtre d'opérations » à des milliers de kilomètres, mais de « quadrilatères de déni de souveraineté » à trente minutes de l'Élysée. C'est ici, dans ce laboratoire du chaos maîtrisé, que se dessine le chapitre final de notre abdication ou de notre sursaut.

La machine militaire française est un organisme d'une précision effrayante, mais elle

est aujourd'hui habitée par une mélancolie profonde, celle des sentinelles qui voient la mer se retirer avant le tsunami. Dans les popotes, entre deux exercices de tir de précision, on ne s'égaré plus dans la politique politicienne. On parle d'érosion. On observe, avec une lucidité qui confine au désespoir, le délitement des structures élémentaires. Le militaire est, par essence, l'homme du cadre, de la frontière, du signal clair. Or, il voit aujourd'hui une France de l'informel, du flou, du compromis honteux qui se déguise en « apaisement ». Pour ces hommes, le Plan Ronces n'est pas un fantasme de romancier en mal de frissons ; c'est une nécessité logistique tapis dans les coffres-forts de l'État-Major. Son nom seul évoque une végétation sauvage, envahissante, qu'il faut tailler à la serpe pour retrouver la pierre de l'édifice. Ce plan, c'est l'hypothèse du dernier recours : le moment où la police, épuisée par des décennies de guérilla de basse intensité, finit par refluer, laissant derrière elle des zones de sécession où la loi n'est plus qu'une rémanence historique.

L'intervention sur le sol national demeure le tabou ultime, le rubicon psychologique que la classe politique, nourrie au lait d'un droit-de-l'hommisme incantatoire, refuse d'envisager. Tirer sur des nationaux, même s'ils ont déchiré leur contrat social depuis une génération, demeure l'acte qui briserait définitivement le miroir de la République. Pourtant, derrière les portes closes des PC de campagne, les militaires savent que la force n'est efficace que lorsqu'elle est irrésistible. Le plan Ronces envisage cette radicalité nécessaire : le bouclage hermétique des quartiers, le brouillage électronique total pour rompre les chaînes de commandement des bandes organisées, la coupure des flux vitaux — eau, électricité, données — pour forcer la reddition de zones devenues des abcès de fixation identitaire. En 2030, la question n'est plus de savoir si l'armée peut tenir une position, mais si elle peut rétablir une ontologie nationale là où tout a été effacé par le nombre et le renoncement.

Mais qui donnera l'ordre ? C'est là que le scalpel de l'autopsie s'enfonce dans le nerf. L'armée dispose de la puissance, de la technologie, de la discipline. Mais elle est suspendue à une volonté politique qui est entrée dans une phase de liquéfaction. Les généraux que je rencontre ont cette pudeur des hommes qui savent qu'ils pourraient

tout régler en quarante-huit heures, mais qu'on les appellera probablement trop tard, quand le sang aura déjà saturé les caniveaux et que l'unité nationale ne sera plus qu'un souvenir de manuel scolaire. Ils sont les héritiers d'une institution qui a toujours voulu séparer le glaive de la toge, et ils se retrouvent face à un vertige métaphysique. On leur a appris à protéger la patrie contre des menaces lointaines, mais on ne les a jamais préparés à devoir identifier l'ennemi au bout de leur rue, derrière le visage d'un gamin né sur le même sol qu'eux.

Cette tension est palpable sous les hangars de Sissonne. Le matériel est là : les blindés Griffon, les Jaguar, les drones de reconnaissance, une panoplie de science-fiction pour une réalité qui redevient médiévale. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : une féodalité moderne qui s'installe. La souveraineté n'est plus une abstraction juridique, elle est redevenue ce qu'elle était au temps des rois : la capacité de tenir un territoire par la force et d'y rendre la justice. L'entraînement au CENZUB prend alors une dimension eschatologique. On y apprend à combattre dans des escaliers sombres, à débusquer un tireur embusqué derrière une machine à laver, à gérer des foules hostiles qui utilisent les femmes et les enfants comme boucliers humains. C'est une guerre sans visage et sans uniforme. Une guerre de la rémanence.

Au sein de l'institution, la fracture est invisible mais profonde, comme une faille sismique sous une cathédrale. D'un côté, les « légistes », gardiens d'une éthique de la subordination absolue. Pour eux, l'armée doit rester cet outil muet qui ne s'anime que sous l'impulsion d'un pouvoir civil, fût-il agonisant. De l'autre, les « pragmatiques », forgés par le spectacle quotidien d'un État qui s'excuse d'exister. Ceux-là ne croient plus aux discours lénifiants. Ils voient la France comme un corps en état de choc septique, où chaque compromis agit comme une dose supplémentaire de poison. Ils sentent que l'honneur de servir la France pourrait un jour exiger de désobéir à ceux qui la laissent mourir. Pour ces prétoriens de l'ombre, l'armée n'est pas un outil au service de la politique, elle est la politique même, réduite à son expression première : la survie biologique du groupe.

Le silence qui pèse désormais sur l'Hexagone Balard n'est pas celui du repos, mais celui de l'apnée. Dans les couloirs feutrés où s'entrecroisent les moquettes épaisses et les verres blindés, l'air semble saturé d'une électricité statique, celle des décisions que l'on reporte jusqu'à ce qu'elles s'imposent d'elles-mêmes par le chaos. Ici, on ne parle pas de « vivre-ensemble ». Ce concept est une fiction pour les plateaux de télévision, un oripeau de soie jeté sur une plaie béante. Les officiers de l'état-major regardent désormais avec une acuité douloureuse la topographie des banlieues françaises. Sur les écrans géants de la salle d'opérations, la France apparaît comme une cartographie thermique de l'entropie. On y observe les zones de « friction cinétique » s'étendre, là où le bleu de l'ordre républicain s'effiloche au profit d'un rouge sombre. Le territoire national, autrefois sanctuaire sacré, est devenu une géographie en lambeaux où la souveraineté ne s'exprime plus par la loi, mais par la présence physique de l'uniforme.

L'armée française en 2030 pourrait être forcée d'assurer des missions de « survie métropolitaine ». Sécuriser les centrales nucléaires, protéger les centres de stockage de données, escorter les convois alimentaires vers des villes affamées par des blocages logistiques. On ne parle plus ici de rétablir l'ordre, mais de maintenir le métabolisme de base d'un pays en état de choc. C'est le scénario de la partition de fait. Une France archipelisée où l'armée tiendrait les ponts, les ports et les gares, tandis que de vastes zones d'ombre s'organiseraient selon des codes religieux ou mafieux, hors de portée de l'impôt et du juge. La logistique ne ment jamais. Quand les flux de ravitaillement ne peuvent plus traverser certaines zones sans escorte lourdement armée, c'est que la souveraineté n'est plus qu'un souvenir.

Le Plan Ronces est l'aveu que l'éducation, l'intégration par l'économie et le discours républicain ont échoué. Quand on appelle les blindés, c'est que les mots ont cessé de porter. Et dans ce silence des mots, seule la langue de l'infanterie peut encore se faire entendre. Mais une telle opération signifierait la fin du modèle que nous chérissons. Ce serait l'instauration d'un régime d'exception, une parenthèse dont personne ne sait si elle se refermerait un jour. La reconquête n'est pas une parade ; c'est un

traumatisme national. C'est le bruit des chenilles sur le bitume des avenues familières, le claquement des culasses dans la pénombre des halls d'entrée, le silence effrayant d'un quartier coupé du monde par des barbelés.

À mesure que le soleil décline sur Jeoffrécourt, les ombres des bâtiments de béton s'étirent comme des griffes sur le sol gelé. On entend au loin le vrombissement d'un hélicoptère qui survole la zone, ses capteurs infrarouges scrutant le vide à la recherche d'une chaleur humaine qui n'existe pas ici. C'est une répétition générale dans un théâtre vide. Mais dehors, de l'autre côté des grillages du camp de Sissonne, le public commence à s'impatienter. Les ronces poussent. Elles enserrant déjà les piliers de la maison commune. Et quelque part, dans un bureau anonyme de Balard, un colonel vérifie pour la centième fois l'état des stocks de munitions. Il ne le fait pas par plaisir. Il le fait parce qu'il sait que la France ne va pas seulement mal : elle est en train de perdre la bataille du réel, submergée par des récits numériques et des algorithmes de haine qui ont fini par s'incarner dans la chair et la pierre.

L'usage de la force militaire contre des populations résidant en France demeure le verrou que la classe politique, dans un dernier réflexe de survie démocratique, refuse de faire sauter. Car après Ronces, il n'y a plus rien. Il n'y a plus de débat parlementaire, plus de compromis de cabinet. Il n'y a que la loi martiale, la réquisition des services publics et l'administration directe par le commandement militaire. C'est la fin du modèle libéral, cet édifice fragile de droits et de devoirs qui suppose une concorde minimale. En 2030, si le point de rupture est atteint, l'armée ne sera pas le sauveur acclamé, elle sera le chirurgien pratiquant l'amputation nécessaire pour éviter la septicémie généralisée. Une opération sans anesthésie, dont le patient pourrait ne jamais se réveiller.

L'état-major envisage sérieusement des scénarios de « sécurisation des points vitaux ». Cela signifie que si les métropoles s'embrasent, si les forces de police sont submergées par une émeute qui ne s'arrête plus aux premières lueurs de l'aube, les soldats devront tenir les châteaux d'eau et les nœuds de communication. Cette

perspective hante les nuits de ceux qui portent les étoiles. La reconquête prend un visage hideux quand on l'applique à son propre sang. C'est la fin de l'innocence pour une nation qui pensait que l'histoire s'était arrêtée au soir de la chute du mur de Berlin. La France va perdre, non pas parce qu'elle manque de fusils, mais parce qu'elle a perdu l'âme nécessaire pour les pointer là où il le faudrait. L'armée est ce dernier rempart, une muraille qui tremble de sa propre puissance, consciente que son entrée en scène signera l'acte de décès définitif de la République qu'elle a juré de servir.

À Jeoffrécourt, les balles à blanc continuent de percer l'air froid, répétition dérisoire avant le grand fracas, celui où le métal de l'État rencontrera enfin la chair de sa propre démission. Le silence qui règne dans les bureaux de Balard est celui d'une montre à quartz dont on attendrait l'instant précis où l'engrenage se brisera. Sur les écrans géants, les officiers du renseignement militaire observent la progression de l'entropie. Ils voient comment l'information segmentée, les « Mises à Jour » incessantes des réseaux de haine, ont fini par dicter la topographie des conflits à venir. Le soldat de 2030 consomme lui aussi cette information, il est lui-même le produit de cette machine à peur qu'il est censé contenir.

Le Plan Ronces n'est plus ce document mythique que l'on évoquait à demi-mot pour effrayer les journalistes. Il est devenu une réalité synoptique, un protocole d'une précision chirurgicale. Il emploie un vocabulaire de géomètre des ruines : quadrillage, bouclage, neutralisation des vecteurs de sédition. Il s'agit de reprendre, mètre après mètre, l'infrastructure même de la nation que la faillite politique a laissé dériver vers le racket criminel. Dans les chambrées, l'atmosphère est saturée d'une électricité sourde. Le soldat français se retrouve face à un vertige. On lui a appris à protéger la patrie contre des menaces lointaines, mais la guerre de demain n'aura pas forcément un uniforme étranger. L'adversaire pourrait porter le survêtement et parler la langue de la cité.

L'entraînement au CENZUB a pris une dimension quasi rituelle. Les noms des rues,

les devantures de magasins fictifs, tout évoque désormais la périphérie lyonnaise ou les dalles de béton de la Seine-Saint-Denis. Les lieutenants dirigent leurs sections dans des dédales de parpaings froids, apprenant à nettoyer des cages d'escalier où chaque porte est une embuscade, à gérer des foules qui ne sont pas composées de combattants identifiables, mais d'une masse civile nerveuse et imprévisible. La sueur qui perle sous leurs casques est le suc d'une angoisse sourde : celle de savoir que demain, le béton sera réel et les cadavres porteront des noms français.

Le passage à l'acte signifierait une rupture ontologique. Entrer dans les quartiers avec des blindés de combat, établir des check-points entre les communes, c'est admettre que le contrat social est mort, enterré sous les décombres de trente ans de renoncement. Le pouvoir politique le sait. Il hésite, il lance des « plans banlieues » comme on jetterait des poignées de sable dans l'œil d'un cyclone. Il craint l'embrassement général, ce moment où la première étincelle d'une intervention transformerait chaque banlieue en une enclave de guérilla insurrectionnelle, forçant l'armée à un engagement total et irrémédiable.

Pourtant, la logique de l'histoire est une bête froide. En 2030, alors que les institutions civiles s'affaissent, l'armée reste l'unique structure verticale encore debout, le dernier squelette d'une nation désossée. Elle est la seule à posséder la logistique lourde et la chaîne de commandement ininterrompue. La question n'est plus de savoir si l'ordre sera rétabli, mais quelle forme prendra ce nouveau régime d'exception. Car une armée qui « sauve » une nation finit inévitablement par lui imposer ses propres lois d'airain. La France va perdre son insouciance, sa douceur de vivre, son arrogance de vieille puissance installée dans le confort. Elle s'apprête à redécouvrir le tragique pur, celui des peuples qui doivent choisir entre la survie dans la force ou l'extinction dans la morale.

Sur le plateau de Sissonne, le vent d'hiver siffle entre les façades aveugles. Un major observe ses hommes s'enfoncer dans le brouillard. Il sait, d'une certitude granitique, que le temps des simulations touche à sa fin. Le pays n'est plus qu'un immense champ

de mines psychologique, et l'armée française s'apprête à marcher dessus avec la résignation sombre des sacrifiés. Car au bout de la reconquête, il n'y a pas de triomphe, seulement la reconnaissance amère que pour que la France survive, la République telle que nous l'avons aimée devra peut-être s'effacer devant la nécessité du fer.

Le silence qui pèse sur l'état-major n'est plus celui du recueillement, mais celui de l'apnée. C'est une rétention de souffle collective devant l'abîme d'un pays qui se délite. Dans les couloirs feutrés de Balard, on ne parle plus de « projection ». On murmure désormais les termes d'athrepsie républicaine et de métastases territoriales. L'armée, ce grand corps de silence, se prépare à l'impensable avec la précision d'un horloger réparant une bombe. Elle est devenue l'exosquelette d'une nation dont les muscles ont fondu. Dans les bureaux de planification, on n'étudie plus les reliefs lointains, mais les conduits artériels par lesquels circulent l'électricité et la donnée.

À Jeoffrécourt, les simulations ont pris des reflets d'oracle. Les officiers qui observent les exercices ne voient pas des soldats, mais des chirurgiens de la violence légitime. Ils savent que chaque porte défoncée est une répétition pour le jour où le pouvoir civil lâchera le mot qu'il redoute plus que la mort. Mais ce mot est une lame à double tranchant. Donner l'ordre à l'armée de reprendre le contrôle des métropoles, c'est acter l'acte de décès du modèle libéral. C'est transformer le citoyen en sujet d'occupation. Que fait-on du vide que l'on vient de pacifier ? Comment réintègre-t-on une population qui a vu les chenilles des blindés marquer le bitume de ses rues ?

En 2030, le décorum démocratique pourrait bien n'être plus qu'une gesticulation de spectres. Lorsque les réseaux électriques vacilleront, lorsque l'approvisionnement des grandes surfaces sera interrompu, l'armée apparaîtra comme l'unique arbitre du chaos. Elle sera celle qui distribue le pain, celle qui rétablit la lumière. Mais cette providence aura un coût exorbitant : l'abandon de l'innocence. La France s'apprête à entrer dans une ère de glaciation administrative où le droit s'effacera devant l'efficacité. Le « Plan Ronces » porte bien son nom : il s'agit de tailler dans le vif, de protéger les racines au

prix des branches. C'est un protocole de dernier recours qui transforme le territoire en un damier de zones sécurisées et de zones abandonnées au tragique.

Sur le terrain, à Sissonne, le major voit une section de jeunes engagés revenir de l'exercice. Leurs visages sont noirs de suie, leurs gestes sont précis, mécaniques. Ils ne ressemblent plus aux enfants de la République insouciante. Ils ont la dureté de ceux qui se préparent à une guerre qu'ils n'ont pas choisie, mais qu'ils devront mener contre leurs propres ombres. Ils sont le dernier rempart, mais un rempart qui, pour tenir, doit se murer dans une indifférence sacrée.

Le silence qui retombe sur la caserne n'est pas un soulagement. C'est une préface. La France va se densifier, se durcir, se militariser par capillarité. L'armée ne sera pas le sauveur messianique, ni le monstre totalitaire. Elle sera simplement le reflet de ce que nous sommes devenus : un peuple qui ne peut plus s'entendre que sur le langage élémentaire de la force. Et alors que la nuit tombe sur les pistes de Sissonne, on sent que l'acier des fusils est déjà plus chaud que les promesses des hommes politiques. La reconquête est un deuil qui commence. Le deuil d'une certaine idée de la liberté, sacrifiée sur l'autel d'une survie que seule la discipline peut encore garantir. La France ne meurt pas, elle se transmute en une forteresse intérieure, et les militaires attendent que le dernier verrou de la patience civile saute pour que commence enfin la triste et nécessaire besogne du rétablissement de l'ordre.

Et dans cette défaite, l'armée est le dernier témoin. Elle est la sentinelle d'un monde qui refuse de voir son propre crépuscule. La question finale ne sera pas : « Combien d'hommes avons-nous ? », mais : « Qui sommes-nous encore pour oser commander ? ». À Jeoffrécourt, le béton ne répond pas. Il attend, froid et indifférent, que l'histoire vienne enfin l'habiter. De l'autre côté des grillages, les clics des réseaux sociaux continuent de forger les haines de demain, ignorant que le bruit des claviers prépare toujours, in fine, le fracas des culasses.

Chapitre 11

2026-2027 – L'effondrement des services publics en "zone grise"

CHAPITRE 11 : LA SYMPHONIE DU RETRAIT

L'État ne s'est pas effondré dans un fracas de marbre et de colonnades ; il s'est évaporé par les interstices, comme une eau saumâtre s'écoulant d'un vase fêlé que personne n'ose plus recoller. En cet automne 2026, la géographie française ne se lit plus sur les cartes de l'IGN, mais sur les rapports de « vulnérabilité opérationnelle » des compagnies d'assurance et les diagrammes de flux des services de logistique urbaine. Nous sommes entrés dans l'ère de la *symphonie du retrait*. C'est un mouvement lent, méthodique, presque administratif, où la souveraineté nationale se retire pièce par pièce, laissant derrière elle une carcasse de services publics que l'on nomme encore par habitude, mais qui n'existent plus que sous forme de spectres hantant des territoires en déshérence.

Ce que les bureaux feutrés du ministère de l'Intérieur appellent le « repli tactique de sauvegarde » est, pour ceux qui le vivent, une amputation à vif. La frontière n'est plus aux marches du pays, elle est à chaque angle de rue, à chaque plaque de béton où le goudron change de couleur, à chaque lampadaire éteint dont l'obscurité marque le début d'une juridiction étrangère. Dans ces zones grises, qui ont désormais métastasé bien au-delà des périphériques pour dévorer le cœur des villes moyennes — de Melun à Saint-Étienne, de Meaux à Senlis — l'ordre républicain a été remplacé par une féodalité de la nécessité. Ce n'est pas le chaos, c'est une autre organisation, organique et brutale, qui comble le vide laissé par la démission du régalien.

Le premier signe clinique de cette nécrose fut le silence des boîtes aux lettres. La

Poste, cette vieille dame dont la présence en chaque point du territoire constituait le dernier ligament de l'unité nationale, a fini par rendre les clefs. Dans le 77, dans les quartiers nord de Marseille ou dans les couronnes de Lyon, le passage du facteur est devenu une expédition de guerre qu'aucun budget ne peut plus justifier. Les fourgonnettes jaunes, jadis capillaires de la présence française, ne s'aventurent plus dans ces « poches d'exclusion » sans l'escorte de sociétés de sécurité privées. Ces janissaires des temps modernes, lourdement harnachés, dont les gyrophares orange ont remplacé le bleu rassurant de la police, négocient le droit de passage à coups de prébendes discrètes. On ne répare plus un transformateur d'Enedis ou une conduite d'eau par devoir de service public ; on le fait parce qu'on a obtenu l'aval du « gérant » du point de deal local. Ce dernier, souverain dans son enclave, autorise l'intervention car il a besoin d'électricité pour ses caméras de surveillance privées et pour le confort de ses guetteurs qui tiennent les carrefours sur des canapés éventrés, sous le regard impuissant des caméras de la ville, souvent aveuglées par des tirs de plomb.

La santé, elle aussi, a pris le maquis. Les plaques de cuivre des médecins libéraux ont été décrochées les unes après les autres, non par manque de patients, mais par instinct de conservation. Le Dr Fontanier, à Creil, fut l'un des derniers à incarner ce sacerdoce. Trente ans de pratique, des milliers de mains serrées, de fièvres soignées dans des appartements surchauffés. Il a fermé après sa quatrième agression en six mois : un jeune homme de dix-sept ans lui avait brisé la cloison nasale pour une ordonnance de psychotropes refusée. Désormais, dans ces zones, la médecine ressemble à celle que l'on pratique au Soudan ou au Liban. Les pharmacies sont devenues des fortins. Derrière des vitres blindées qui rappellent les parloirs de prison, les pharmaciens ne délivrent plus que le strict nécessaire, vivant sous la menace permanente d'un raid pour les stocks de codéine. Le désert sanitaire n'est plus une question de démographie médicale ; c'est une question de survie biologique. L'État, incapable de garantir l'intégrité physique de ses soignants, observe de loin cette substitution de soins par des dispensaires de fortune, parfois tenus par des ONG, parfois par des structures confessionnelles qui profitent du vide pour soigner les corps

avant de s'emparer des âmes.

Mais c'est à l'intérieur des murs de l'École que le renoncement est le plus vertigineux. Dans ces collèges de « zone grise », le programme national est devenu une fiction polie, un document théorique que les professeurs consultent avec une amertume de naufragés. Enseigner l'histoire des Lumières, la Shoah ou la biologie de la reproduction est devenu un acte d'héroïsme suicidaire que plus personne ne demande aux enseignants. Les rectorats, terrifiés par la perspective d'une tragédie qui embraserait les réseaux sociaux, ont fait passer des consignes de « fluidité pédagogique ». En clair : ne pas braquer, ne pas heurter, ne pas imposer. L'école est devenue une garderie sécurisée où l'on achète une paix précaire au prix de l'obscurantisme. L'absentéisme des professeurs, dont les arrêts maladie pour syndrome de stress post-traumatique s'accumulent sur les bureaux des inspecteurs, est pallié par des vacataires au profil incertain. Dans la cour de récréation, le français n'est plus qu'une langue administrative, tandis que les codes de la rue et les dialectes de l'appartenance communautaire dictent la hiérarchie sociale. L'ascenseur social est en panne sèche, ses câbles sectionnés par une institution qui a renoncé à transmettre pour simplement tenter de contenir.

Pendant ce temps, la police, ce dernier rempart, s'effrite de l'intérieur. L'épuisement n'est plus seulement physique, il est métaphysique. À quoi bon interpellier quand la réponse pénale est inexistante et que le suspect revient dans le quartier avant même que le procès-verbal ne soit clos ? Les cycles d'émeutes, désormais quasi hebdomadaires, ont transformé les commissariats de province en fortins obsidionaux. Les policiers ne font plus de patrouilles ; ils font des incursions. Ils entrent à deux ou trois véhicules sérigraphiés, sirènes hurlantes, non pour surprendre, mais pour signaler leur présence et laisser le temps aux trafics de s'estomper momentanément. C'est la politique du « passage de drapeau » : on montre les couleurs pour dire que l'État existe encore sur le papier, mais on ne descend pas de voiture. On appelle cela le « service minimum d'ordre public ». Dans les rangs, le découragement a laissé place à une forme de détachement cynique. Les corps ne suivent plus, les psychismes

lâchent. On protège les centres de pouvoir, les préfetures, les quartiers encore « utiles » à l'économie globale, et l'on abandonne le reste à l'entropie, priant pour que la déflagration finale n'arrive pas sous son propre tour de garde.

Les maires de ces cités sont les grands sacrifiés de cet effondrement. Hier encore, ils étaient les bâtisseurs de médiathèques et de gymnases, les visages familiers du contrat social. Aujourd'hui, ils sont des seigneurs de guerre malgré eux, des diplomates de la misère obligés de négocier la tranquillité d'un quartier lors d'un match de football ou d'une fête religieuse. Dans le secret de leur bureau, dont les vitres sont désormais blindées, ils reçoivent les « grands frères », les imams auto-proclamés ou les chefs de réseaux pour s'assurer que les bus ne seront pas brûlés ce week-end. C'est un pacte faustien : l'élu ferme les yeux sur l'occupation illégale d'un local ou sur le trafic qui irrigue l'économie locale en cash, et en échange, les réseaux maintiennent un calme olympien. La loi de la République est devenue optionnelle, soumise à un droit de veto territorial exercé par ceux qui détiennent la force brute. Le maire n'est plus l'élu de la nation, il est le vassal d'une féodalité de bitume.

Car dans ces enclaves, l'économie réelle a été totalement aspirée par l'argent noir. Les commerces de proximité ne sont plus que des façades pour le blanchiment : des salons de coiffure sans clients, des épiceries aux rayons vides mais aux chiffres d'affaires florissants, des agences de location de voitures de luxe aux tarifs lunaires. Le cash issu du trafic de stupéfiants est devenu le seul lubrifiant d'une société qui a décroché du système bancaire classique. Toute tentative de relance économique par des aides publiques est vouée à l'échec, car l'investissement ne peut pénétrer un milieu où la propriété est régie par l'intimidation. L'État verse encore des aides sociales, mais celles-ci sont perçues comme un tribut payé par une puissance occupée à ses occupants pour éviter qu'ils ne pillent le centre-ville. C'est une économie de la prédation où la valeur du travail a été remplacée par celle du risque criminel.

Ce retrait n'est pas un accident de parcours, c'est une abdication de la volonté. La France se réveille avec un territoire troué, une peau de léopard où les taches noires

s'élargissent chaque jour un peu plus, grignotant les zones grises jusqu'à menacer le cœur des métropoles. Ce que nous appelions « la Nation » se fragmente en une multitude de micro-sociétés closes, régies par des codes d'honneur archaïques ou des impératifs criminels. L'effondrement des services publics n'est que la traduction matérielle d'une défaite intellectuelle : nous avons accepté l'idée que certains lieux sont perdus.

Le citoyen qui travaille encore, celui qui paye ses impôts par une habitude qui ressemble désormais à un acte d'héroïsme absurde, se sent comme un étranger sur son propre sol. Il voit la poste fermer, la gare devenir un coupe-gorge à la nuit tombée, le lycée de ses enfants se transformer en zone de non-droit. Il comprend que le contrat social a été rompu unilatéralement. On lui demande encore d'obéir, mais on ne lui garantit plus rien. C'est sur ce terreau de délaissement absolu, sur cette sensation d'avoir été jeté en pâture à une sauvagerie méthodique, que l'idée d'une intervention radicale commence à germer.

Dans les discussions de comptoir, dans les forums cryptés, dans les silences lourds des repas de famille, une idée se cristallise : l'État a failli par excès de faiblesse, il ne pourra restaurer l'ordre que par une démonstration de force absolue. On ne demande plus de la justice, on demande du rétablissement. On veut que les ronces soient arrachées, peu importe si la terre est mise à nu et ensanglantée dans le processus. Le Plan Ronces cesse d'être une hypothèse pour devenir un désir. Ce n'est plus une théorie pour intellectuels inquiets ; c'est un cri de survie. Avant que le centre ne cède, l'idée d'une intervention chirurgicale, brutale, totale, s'impose comme l'unique alternative à une agonie par morceaux.

La France ne se meurt pas d'un coup de poignard au cœur, elle meurt d'une septicémie généralisée partie de ses membres délaissés. Et en 2027, le patient n'a plus la force de crier. Il attend juste que quelqu'un, enfin, ose utiliser le scalpel. La zone grise n'est plus seulement géographique, elle est devenue morale. Et dans le gris, on finit toujours par espérer que la foudre tombe pour redonner au monde ses contrastes, sa

loi et son ordre, quel qu'en soit le prix. Le Plan Ronces n'attend plus qu'un signal. La machine est prête, les ronces sont hautes, et le scalpel brille déjà dans l'ombre des ministères où l'on ne croit plus aux discours, mais aux cartes d'état-major.

L'abandon s'achève ici. La suite n'est plus de la politique, c'est de la chirurgie de guerre.

L'ombre s'allongeait désormais sur la place de la mairie de Melun. Le maire, serrant son écharpe tricolore comme un talisman inutile, regardait par la fenêtre blindée. Au loin, une colonne de fumée noire s'élevait d'un quartier que les cartes marquaient encore comme français, mais que son cœur savait perdu. Il savait que le prochain appel ne viendrait pas de la préfecture pour lui annoncer des renforts, mais d'un intermédiaire du quartier pour lui dicter les conditions de la nuit. Il soupira, une buée de fatigue marquant le verre froid. Le temps de la diplomatie était fini. Celui des ronces approchait, et avec lui, l'odeur du fer et du sang qui accompagne toujours le retour de l'Histoire là où on l'avait crue enterrée sous les bons sentiments.

La République était un archipel de forteresses reliées par des routes précaires. Chaque trajet entre deux îlots de sécurité était une traversée du Styx. Les conducteurs de bus, les chauffeurs de taxi, les simples pères de famille avaient appris à lire les signes : un attroupement suspect, un pneu qui brûle, un regard trop fixe. C'était une éducation à la peur, une sédimentation de renoncements qui finissait par transformer la psyché nationale. On ne se battait plus pour des principes, on se battait pour une place de parking, pour un regard non provoquant, pour le droit de rentrer chez soi sans être dépouillé de sa dignité.

Le Plan Ronces, dans ce contexte, n'était pas perçu comme une agression, mais comme une libération. Pour le commerçant racketté, pour l'infirmière agressée, pour le retraité cloîtré, l'armée n'était pas une menace pour la liberté, elle était la liberté

elle-même — celle de respirer sans demander la permission à un petit caïd de vingt ans. Le basculement était là : la légitimité de la force avait changé de camp. L'État n'était plus jugé sur ses promesses, mais sur sa capacité à redevenir le plus fort.

C'est dans ce vide abyssal que la certitude a remplacé le doute. Le montage des informations, l'agence des faits divers, la répétition obsessionnelle des tragédies avaient préparé le terrain. Le peuple n'attendait plus un débat, il attendait un ordre. La "symphonie du retrait" touchait à sa fin. Le dernier mouvement allait être un silence de fer, celui qui précède les grandes opérations de nettoyage. La France de 2027 était une terre en attente de sa propre reconquête, un pays qui avait tellement souffert de l'absence de limites qu'il était prêt à embrasser n'importe quelle clôture, pourvu qu'elle soit solide. Les ronces étaient prêtes à être taillées, et le jardinier n'avait plus de gants.

L'effondrement n'était plus une crainte, c'était un fait accompli. Le Plan Ronces n'était plus un projet, c'était une nécessité biologique. Le scalpel était levé. Le pays retenait son souffle. L'automne 2026 mourait dans le froid, laissant place à un hiver qui promettait d'être le plus long de l'histoire de la République. Le centre ne pouvait plus tenir, la périphérie était devenue étrangère, et entre les deux, il n'y avait plus que le vide, ce vide que seule la force brutale sait combler.

Chapitre 12

2028 – La généralisation du "Narcostat" et la corruption systémique

Le silence qui pèse sur les couloirs du Palais de Justice, en ce mois d'octobre 2028, n'est plus celui de la solennité ; c'est le silence poisseux d'une sédimentation. Dans les méandres de pierre grise où jadis l'on rendait ce qu'on appelait « la Justice », le craquement des reliures de dossiers s'efface derrière le bourdonnement discret des serveurs informatiques et le murmure des transactions invisibles. Ici, la corruption n'a pas le visage spectaculaire des films noirs ; elle porte le costume râpé du petit fonctionnaire, l'uniforme fatigué de la greffière dont le loyer a doublé et dont le fils rêve de chaussures à mille euros. C'est une infiltration par capillarité, une osmose lente qui a fini par saturer les pores de l'institution.

Dans le bureau 412, une femme dont les mains tremblent légèrement examine un écran. La lumière bleue de l'interface souligne les rides de fatigue qui barrent son front. D'un simple clic, une procédure pour trafic d'armes disparaît dans les limbes d'un bug informatique opportunément provoqué. Ce n'est pas de la trahison, se dit-elle pour calmer l'acide qui lui ronge l'estomac ; c'est une stratégie de survie, un ajustement de trésorerie personnelle dans un monde où la vertu ne paie plus les traites. Le « Narcostat » ne demande pas d'adhésion idéologique. Il exige l'indifférence, ou mieux, une docilité tarifée. Pour le prix d'un crédit immobilier soldé en une nuit par un virement opaque depuis Dubaï ou Singapour, l'appareil judiciaire devient une machine à broyer du vent. On y juge encore, par réflexe, les maladroits, les voleurs de poules et les déséquilibrés sans appuis. Mais les seigneurs du bitume, eux, sont devenus des spectres juridiques. Leurs noms glissent sur les procédures comme l'eau sur les plumes d'un cormoran mazouté.

Dehors, la ville a changé de métabolisme. En 2028, la frontière entre le quartier et la cité administrative n'est plus une ligne de démarcation, c'est une membrane poreuse, un organe d'échange. Le Narcostat a compris ce que l'État a oublié dans ses renoncements successifs : la puissance naît de la prise en charge du quotidien. Dans les périphéries de Lyon, de Marseille ou de la ceinture parisienne, ce ne sont plus les services sociaux qui apaisent les colères, mais les « gestionnaires » de réseau. Ils sont les nouveaux intendants d'une paix sociale achetée au gramme. On les voit, lors des fêtes religieuses ou des fins de mois difficiles, distribuer des sacs de victuailles marqués du sceau de l'infamie mais remplis de la générosité des bourreaux. Ils financent le club de boxe pour canaliser la violence des cadets, ils paient les obsèques du patriarche pour s'assurer la loyauté de la lignée, ils arbitrent les litiges de voisinage avec une efficacité que le juge de proximité, noyé sous trois mille dossiers en souffrance, n'a jamais pu offrir.

Cette prise de contrôle territoriale s'accompagne d'une mutation esthétique et morale. Le caïd n'est plus un paria ; il est un notable de l'ombre, un pivot de la stabilité locale. Il dîne avec des élus municipaux qui, sous prétexte de « maintenir le dialogue », viennent quémander quelques mois de calme avant les échéances électorales. On ferme les yeux sur un garage clandestin qui sert de centre de dépeçage, on accorde un permis de construire pour une salle de sport qui servira de lessiveuse à billets, et en échange, les urnes se remplissent avec la discipline mécanique des régimes autoritaires. La République n'a pas été conquise par les armes ; elle a été rachetée par appartements, au prix du marché de la peur et de la nécessité.

Et la peur, justement, a changé de camp. Elle a déserté les rangs des criminels pour s'installer durablement sous le képi du gendarme et la robe de l'avocat. Lorsque les règlements de comptes éclatent, ce n'est plus dans l'obscurité complice des terrains vagues. C'est à 14 heures, sur un boulevard saturé de poussettes et de cadres pressés. On sort le fusil d'assaut avec la désinvolture de celui qui ne craint plus de prédateur. Le 7.62 est devenu le métronome des après-midis de printemps. On ne vise plus seulement le rival ; on sature l'espace de plomb, acceptant la « victime collatérale »

— ce terme chirurgical qui masque le cadavre d'un lycéen ou d'une retraitée — comme une simple ligne de perte dans un bilan comptable. Le message est d'une limpidité de cristal : l'État n'est plus le dépositaire de la violence légitime. La violence est devenue un bien de consommation courante, distribué par ceux qui possèdent la logistique et l'audace.

Plus au nord, derrière les murs de béton des maisons d'arrêt, la métamorphose atteint son paroxysme. La prison n'est plus le lieu de l'expiation, mais la tour de contrôle du système. Dans des cellules transformées en suites de commandement, équipées de téléphones satellites cryptés et de connexions à haut débit détournées, les chefs de réseaux gèrent leurs empires avec une sérénité impériale. Ils ordonnent des assassinats à trois cents kilomètres de là, supervisent l'arrivée de conteneurs dans les ports de marchandises, et règlent les flux financiers de la journée. Le surveillant, payé au lance-pierres et menacé dans l'intimité de son foyer par des photos de ses enfants prises à la sortie de l'école, est devenu un concierge de luxe. Il apporte les produits fins, ferme les yeux sur les odeurs de stupéfiants et se mure dans un mutisme de survie. En 2028, le verrou ne sert plus à enfermer le criminel, il sert à le protéger de l'extérieur, faisant de la cellule le bunker inviolable d'où se pilote la déconstruction du pays.

Pendant ce temps, dans la France des « interstices », celle des lotissements pavillonnaires et des bourgs ruraux autrefois épargnés, le réveil est brutal. La délinquance moyenne, celle qui empoisonne les jours et les nuits — cambriolages à répétition, vols avec violence, dégradations gratuites — est tombée dans un angle mort du droit. La police, harcelée, sous-dotée, psychologiquement exsangue, ne se déplace plus pour ce qu'elle appelle désormais de la « gestion de flux ». Les citoyens, constatant que le contrat social a été rompu unilatéralement, commencent à s'organiser dans une clandestinité fébrile. Dans les caves, on graisse de vieux fusils de chasse ; sur des forums cryptés, on s'échange des conseils pour fortifier sa porte ou acquérir illégalement des armes de poing venues des Balkans. L'idée de se faire justice soi-même n'est plus une dérive extrémiste, c'est une déduction logique : si le

Léviathan est mort, chaque homme redeviendra un loup pour protéger ses propres agneaux.

L'administration n'est plus qu'une carcasse dont les organes vitaux ont été remplacés, un à un, par des prothèses de carbone et d'argent sale. En cette année 2028, la corruption ne ressemble plus aux enveloppes craquantes glissées sous la table dans l'ombre d'un parking souterrain ; elle s'est faite atmosphérique, gazeuse, elle imprègne les moindres interstices du bâti républicain. Elle est devenue une politesse, une fluidité de fonctionnement, une manière de « débloquer les dossiers » dans une France où plus rien ne tourne de manière organique. Dans les couloirs feutrés des préfectures, le Narcostat a imposé son propre code de procédure. Ce n'est plus la menace brute qui commande, mais une forme de sollicitude vénéneuse. On ne corrompt plus un fonctionnaire pour qu'il trahisse, on le « soutient » pour qu'il ne sombre pas. Le dossier qui s'égaré, la pièce à conviction qui se volatilise dans le dédale des scellés, l'ordonnance de remise en liberté qui arrive un vendredi à 17h59 : tout cela forme la mécanique horlogère d'un État qui a fini par accepter son rôle de prestataire de services pour les puissances de l'ombre.

Mais le plus terrifiant reste cette porosité nouvelle, presque mystique, entre le crime organisé, les revendications identitaires et le contrôle religieux. C'est ici que se noue le drame final : le narco-islamisme. Le Narcostat ne se contente plus de vendre de la mort lente ; il s'appuie sur des structures de croyance pour sacraliser son autorité. Dans certaines zones, on ne peut vendre du poison que si l'on respecte une certaine forme de piété apparente, ou si l'on reverse une dîme aux œuvres locales. Le trafic devient une guerre sainte par procuration, une manière d'humilier l'institution honnie tout en s'enrichissant sur ses ruines. Les frontières sont tombées : le dealer, l'activiste et le prédicateur partagent désormais le même territoire, la même haine du drapeau, et souvent, le même compte en banque offshore. Vendre de la résine ou de la blanche aux « mécréants » des centres-villes n'est plus seulement un business, c'est une forme de djihad économique, une purification du quartier par l'argent impur de l'ennemi.

La justice, ce grand corps malade, a fini par se replier sur ses derniers bastions de verre. Elle ne traite plus que le tragique spectaculaire pour amuser les chaînes d'info ou l'insignifiant total pour faire du chiffre. Entre les deux, une zone grise immense, un océan d'impunité où la délinquance navigue toutes voiles dehors. Les citoyens ont compris le message. Dans les zones résidentielles, derrière les haies de thuyas qui ne protègent plus de rien, on ne compose plus le 17. Le délai d'intervention est devenu une plaisanterie macabre : trente minutes, une heure, parfois jamais si le secteur est jugé « inflammable ». L'instinct de survie remplace le contrat social. On achète un Glock comme on achetait autrefois une alarme de maison. On apprend à nettoyer un canon entre deux épisodes de série en streaming. C'est une militarisation silencieuse de la France périphérique, une attente obsidionale où l'on se prépare non pas à la victoire, mais à ne pas expirer sans avoir rendu les coups.

L'horloge de la République ne s'est pas arrêtée brusquement ; elle s'est enrayée sous le poids d'une poussière dorée et toxique, un sédiment de billets de cinquante euros qui a fini par gripper les rouages les plus intimes de la nation. Nous ne sommes plus dans une crise, mais dans un nouvel ordre. Un ordre où la vérité est une marchandise fluctuante, où la sécurité est un abonnement premium que l'État n'a plus les moyens de fournir, et où la France, ce vieux corps fatigué, regarde ses propres membres se détacher un à un pour rejoindre d'autres corps, plus jeunes, plus brutaux, plus vivants.

Le Plan Ronces n'était qu'un avertissement de médecin légiste ; en 2028, les épines ont percé le cœur, et le sang qui coule n'est déjà plus tout à fait le nôtre. C'est celui d'une nation qui a renoncé à sa souveraineté pour ne plus avoir à porter le fardeau de sa propre autorité. Le Narcostat n'a pas eu besoin de renverser les institutions ; il les a simplement louées, avec option d'achat. Il est le maire qui ferme les yeux pour éviter l'émeute ; il est le policier qui ne patrouille plus dans certaines rues pour préserver sa vie ; il est le citoyen qui achète son herbe en finançant, sans plus de remords, les balles qui achèveront son propre pays.

La France de 2028 est une mosaïque de fiefs hostiles : des centres-villes gentrifiés protégés par des caméras à reconnaissance faciale — derniers parcs d'attraction d'une bourgeoisie en sursis —, des cités transformées en émirats de la drogue, et une campagne armée jusqu'aux dents, attendant l'étincelle finale dans le silence des lotissements. La corruption a rendu le système liquide. On ne peut plus saisir l'ennemi, car il n'a plus de visage unique. Il est partout. Le Narcostat a gagné parce qu'il a compris que la faiblesse de la démocratie ne résidait pas dans ses lois, mais dans son goût immodéré pour un confort qu'elle ne sait plus défendre. Pour ne pas avoir à mener une guerre de reconquête sanglante, nous avons préféré la petite mort de la corruption quotidienne. Nous avons vendu notre destin au détail, titre après titre, jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien de la République qu'une coquille vide, un nom sur une carte, une ombre portée sur un champ de ronces qui ne finira jamais de grandir. Le Narcostat est le notaire de ce naufrage ; il enregistre, avec une froideur bureaucratique, l'inventaire avant la liquidation définitive.

Chapitre 13

Le Grand Basculement sécuritaire et le choc des milices

L'air de ce printemps 2029 possédait une saveur métallique, celle du sang mêlé à l'ozone des drones qui saturaient un ciel que l'État ne parvenait plus à vider. Dans les chancelleries comme dans les arrière-salles des PMU, on ne parlait plus de « crise » — ce terme usé par des décennies de paresse intellectuelle — mais de *Basculement*. Le contrat social, ce parchemin jauni que les citoyens avaient fini par prendre pour un dû naturel, s'était désagrégé sous les coups de boutoir d'une insécurité qui n'était plus un sentiment, mais une géographie. La France n'était plus une nation une et indivisible ; elle était devenue un archipel de zones de repli, un damier de territoires de combat où chaque case était jalousement gardée par des hommes qui avaient cessé d'attendre les secours.

Le délitement des fonctions régaliennes n'avait pas eu l'éclat d'un coup d'État, mais la grisaille d'une érosion lente, une liquescence entamée par de petites renonciations administratives. Les commissariats, transformés en blockhaus sous-effectifs, ne servaient plus qu'à enregistrer des plaintes que plus personne ne traitait. C'est de ce vide, de ce silence assourdissant des sirènes de police, qu'étaient nées les « Ligues de Vigilance Républicaine », que les rapports de renseignement — désormais consultés comme des oracles de fin du monde — nommaient plus sobrement les « Phalanges ».

Au départ, il ne s'agissait que de voisins s'organisant pour surveiller les halls d'immeubles dans les quartiers pavillonnaires de la périphérie lyonnaise ou les abords des écoles en zone rurale. Mais en ce début d'année 2029, la mue était achevée. On ne voyait plus de simples pères de famille en gilets fluorescents, mais des cohortes structurées, encadrées par d'anciens officiers de la Gendarmerie ou des sous-officiers du COS ayant rendu leur tablier par dégoût d'un pouvoir qui leur interdisait d'agir.

Ces hommes, au regard tanné par les soleils d’Afrique ou les brumes des Balkans, avaient rédigé des manuels d’insurrection de poche entre deux verres de rouge. Ils ne parlaient plus de « sentiment d’insécurité », ils parlaient de « rupture des lignes », de « profondeur stratégique » et de « nettoyage de zone ».

Leur panoplie était un patchwork de pragmatisme tactique : polaires sombres, pantalons de treillis achetés sur des surplus, et ces brassards blancs marqués d’une rune ou d’un blason local, symbole d’une appartenance retrouvée par le bas. Ces milices pratiquaient désormais la « pacification horizontale ». Elles ne se contentaient plus de signaler les suspects ; elles intervenaient. Dans les villages de l’Eure ou de l’Hérault, on voyait ces colonnes de 4x4 patrouiller à la tombée du jour, les phares balayant les lisières de forêts, les talkies-walkies crépitant d’un jargon militaire qui ne disait pas son nom. C’était le triomphe de l’atavisme : quand la loi s’efface, le clan ressurgit.

En face, avec une symétrie qui frôlait la perfection tragique, la réponse ne s’était pas fait attendre. Ce que les médias nommaient encore avec une prudence coupable les « quartiers » avaient opéré leur propre révolution structurelle. Les bandes, autrefois fragmentées par des guerres de territoires liées au narcotrafic, s’étaient transmutes sous la pression identitaire et sécuritaire. L’économie parallèle du deal s’était muée en une logistique de guerre civile. Les guetteurs d’autrefois étaient désormais des éclaireurs équipés de drones thermiques, surveillant les axes qui menaient vers leurs citadelles de béton.

Elles s’appelaient désormais les « Brigades de Protection Territoriale » ou les « Unités de Vigilance Populaire ». Leur discours était huilé, kaléidoscope de revendications anticoloniales et de paranoïa légitime : puisqu’on les accusait de tout, puisqu’on les « chassait », ils se devaient d’être l’armée de leur propre enclave. Sous le vernis des slogans dénonçant les violences policières se cachait une volonté de puissance territoriale pure. On n’était plus dans la délinquance, on était dans la principauté.

Le paysage urbain en portait les stigmates. À Saint-Denis, à Marseille ou dans les quartiers nord de Nantes, des check-points de fortune, tenus par des jeunes hommes au visage dissimulé par des cagoules de sport, filtraient les entrées. Ils ne vérifiaient plus seulement les cargaisons de stupéfiants, mais l'identité de quiconque osait pénétrer dans leur périmètre. Les infrastructures de transport — gares de RER, terminus de bus — étaient devenues des frontières de guerre. Franchir la limite entre une zone tenue par une milice citoyenne et une zone sous contrôle des Brigades de quartier, c'était changer de monde, changer de langue, changer de risque.

Le gouvernement, tel un spectre hantant les couloirs vides d'un Élysée bunkerisé, multipliait les décrets et les appels à la « concorde nationale ». Mais chaque allocution du Ministre de l'Intérieur était accueillie par les ricanements des réseaux sociaux. La parole publique était une monnaie dévaluée que plus personne n'acceptait. Le pouvoir n'avait plus le monopole de la force ; il n'en avait même plus l'illusion. Les effectifs des CRS et des Gendarmes Mobiles, épuisés par des années de maintien de l'ordre face à une colère protéiforme, subissaient des vagues de désertion sans précédent. Pourquoi mourir pour protéger une ligne de démarcation imaginaire entre deux haines qui ne demandaient qu'à s'égorger ?

C'est ici que le mécanisme que j'avais autopsié dès 2024 — cette fameuse « MàJ » (Mise à Jour) — a révélé sa nature véritable : non plus un outil de voyeurisme numérique, mais une pathologie de masse, le rythme cardiaque de la chute. La « MàJ » était devenue une drogue dure, une injection d'adrénaline directement dans l'amygdale collective. Le pouce qui scrolle sur l'écran n'était plus le geste d'un consommateur d'information, mais le spasme d'un soldat en attente de ses ordres.

L'étincelle, ce « fait divers » qui servait autrefois d'appât médiatique, était devenue le détonateur d'opérations de guérilla. Une rixe à la sortie d'un centre commercial ne se terminait plus par une interpellation et un entrefilet dans la presse locale. En quelques minutes, les boucles Telegram et les canaux Signal s'enflammaient. « Origine confirmée », « OQTF non exécutée », « Ils ont touché à une gamine » : ces phrases

courtes, percutantes comme des balles de gomme, propulsaient en moins d'une heure des centaines d'hommes équipés de battes, de bombes lacrymogènes et de fusils vers le lieu du drame. L'information n'était plus là pour témoigner, elle était là pour recruter. Chaque blessé d'un côté devenait un martyr, chaque coup porté de l'autre devenait une victoire civilisationnelle.

La sensation de lucidité dont je parlais au début de mon enquête s'était transformée en une sidération glacée. Le lecteur de 2024 avait l'impression de « voir ce que les autres refusent de voir ». Le citoyen de 2029, lui, était convaincu de ne plus avoir d'autre choix que de frapper le premier. La peur n'était plus une angoisse diffuse, c'était une certitude logistique. Dans les beaux quartiers, on investissait dans des vitrages pare-balles ; dans la France périphérique, on ressortait le fusil de chasse du grand-père.

L'incident du centre commercial « Grand-Ouest », survenu en cet automne 2029, fut l'autopsie chirurgicale de ce basculement. Ces temples de la consommation, ces non-lieux qui servaient autrefois de seul terrain d'entente entre les classes moyennes et les prolétaires des banlieues, étaient devenus les théâtres de batailles rangées. On n'y venait plus pour acheter, on y venait pour marquer son territoire.

Ce soir-là, une dizaine de jeunes des Brigades avaient pénétré dans le centre, non pour piller, mais pour une démonstration de force. En moins de dix minutes, alertées par une application de voisinage, les Phalanges locales avaient convergé. Le hall de marbre s'était transformé en un ossuaire de verre brisé. On ne se battait plus au couteau, mais au fusil d'assaut, sous les néons clignotants des enseignes de luxe. J'ai vu les flux vidéo détournés par des hackers partisans : des hommes en tenues tactiques disparates s'échangeant des tirs de mortiers d'artifice et des rafales de 9 millimètres. L'odeur du pneu brûlé se mariait à celle de la poudre, créant une thanatopraxie du vivre-ensemble.

Et l'État ? L'État avait envoyé deux fourgons de CRS qui étaient restés à l'entrée du

parking, moteurs tournants, phares éteints. Le préfet, dit-on, craignait qu'une intervention ne provoque un embrasement général. Pathétique cécité : l'embrasement était déjà là, il dévorait les structures mêmes de la vie commune. La police n'arrivait qu'après la bataille, pour ramasser les douilles et les corps, sous les yeux de caméras de surveillance dont les images allaient alimenter la « MàJ » suivante.

Le plus terrifiant dans ce basculement n'était pas la violence elle-même, mais sa rationalisation. Chaque camp disposait de ses propres intellectuels, de ses propres vidéastes, de ses propres preuves par accumulation. La machine éditoriale avait fini son travail : elle avait découpé le monde si proprement que les morceaux ne pouvaient plus s'emboîter. La France n'était plus une société, c'était un cockpit d'avion en pleine chute libre où chaque passager tentait d'arracher le manche à balai pour sauver sa propre rangée de sièges.

La confiance, ce ciment invisible qui permet de croiser un inconnu dans la rue sans imaginer la trajectoire de son couteau, avait totalement disparu. Elle avait été remplacée par une analyse tactique permanente du paysage urbain. Est-ce que ce groupe de jeunes est une patrouille ? Est-ce que cette voiture mal garée est un signal ? Est-ce que ce drone qui survole le jardin est celui d'un voisin inquiet ou d'un ennemi en reconnaissance ? Le voisin n'était plus un homme, mais une catégorie. L'OQTF n'était plus un sigle administratif, c'était un drapeau de guerre qu'on agitait pour justifier la prochaine charge.

Le Plan Ronces, ce protocole que j'avais imaginé pour se défendre de la peur, semblait désormais un rempart bien dérisoire face à la marée de haine qui montait. On ne raisonne pas une forêt qui brûle avec des manuels de jardinage. Les ronces n'étaient plus une défense contre l'extérieur ; elles poussaient à l'intérieur de nos propres crânes, étouffant chaque neurone sous une ronce de certitude venimeuse.

Je me souviens d'une nuit d'avril, devant mon écran, à observer un live-stream capté par un habitant d'une zone pavillonnaire en lisière d'une ville moyenne. Ce n'était

pas un film, c'était une dissection en temps réel. On y voyait des hommes, des pères de famille, des garagistes, des employés de banque, rangés derrière des barrières de chantier, leurs fusils de chasse à la bretelle. En face, à deux cents mètres, une colonne de véhicules, phares éteints, moteurs vrombissant comme des fauves en cage. Il n'y avait aucune revendication. Pas de banderole, pas de discours. Juste le silence tellurique de deux mondes qui ont fini par se croire incompatibles et qui attendent que l'autre cligne des yeux.

Le gouvernement, réfugié dans une bulle de communication de plus en plus étroite, ne disposait plus des effectifs pour tenir les points chauds. Les unités d'élite étaient épuisées, éparpillées entre la protection des lieux de pouvoir et des tentatives désespérées de dégager des axes routiers bloqués par des milices paysannes. La France était devenue un corps dont les organes ne communiquaient plus, chaque cellule tentant de survivre seule. Les préfectures voyaient leurs dorures s'écailler sur des bureaux désertés par des fonctionnaires dont la peur avait fini par dévorer le sens du devoir. Le pouvoir central n'émettait plus que des ondes spectrales, des communiqués lunaires appelant au « dialogue » alors que, sur le terrain, le dialogue s'était réduit à l'impact des projectiles et au craquement des os.

J'écrivais ces lignes alors que, par ma fenêtre, le silence de la nuit était régulièrement déchiré par le passage d'hélicoptères ou le craquement lointain de ce qu'on appelait pudiquement des « incidents de voisinage ». La France n'attendait plus de solution. Elle attendait le choc final, l'événement de masse, le pogrom ou la fusillade qui ferait basculer la tension accumulée dans l'irréversible. Chaque camp avait sa liste de griefs, son catalogue de martyrs et son arsenal. Le pays était une poudrière dont la mèche avait été patiemment tressée, année après année, titre après titre, mise à jour après mise à jour.

Nous y étions. Le Grand Basculement n'était plus une théorie de sociologue ou un fantasme de romancier. C'était la réalité, brute, chirurgicale, irrémédiable. La technologie, que l'on pensait libératrice, était devenue l'outil chirurgical de cette

fragmentation. Les drones de loisir servaient à la reconnaissance des quartiers adverses. Les applications de géolocalisation permettaient d'organiser des « coups de poing » avec une précision de forces spéciales. On assistait à une guérilla de basse intensité, mais d'une cruauté absolue, car elle s'exerçait entre des gens qui, dix ans plus tôt, se croisaient encore au supermarché.

Dans cette obscurité, le silence était devenu plus terrifiant que le bruit. Le silence des téléphones qui ne reçoivent plus de signal, le silence des rues où l'on n'ose plus sortir après dix-sept heures, le silence des autorités qui ne savent plus quoi mentir. J'ai vu des familles entières se barricader derrière des volets roulants renforcés, vivant au rythme des notifications, attendant que la « mise à jour » suivante ne soit pas celle qui annoncerait l'attaque de leur propre rue.

Ce « Grand Basculement » n'était pas un événement unique, mais une somme de petites capitulations quotidiennes. C'était le moment où l'on comprenait que la loi du plus fort n'était plus une crainte, mais une règle. Les milices n'étaient plus des groupes marginaux ; elles étaient devenues les seules institutions capables de garantir, sinon la sécurité, du moins une forme de prévisibilité. En acceptant de se placer sous leur protection, les citoyens signaient l'acte de décès définitif du contrat social. Ils n'étaient plus des électeurs, ils étaient des protégés, des vassaux d'un nouveau genre, liés à leur seigneur local par la peur de l'autre.

La France, ce pays de la littérature et de la raison, s'était laissé dicter son destin par des algorithmes de haine et des réflexions pavloviennes. Elle était à deux doigts de l'embrassement général, une poudrière géante où chaque camp, l'œil rivé sur son écran, attendait l'étincelle finale — un mort de trop, une profanation de plus, une rumeur plus folle que les autres — pour lancer l'offensive d'envergure. Dans mon bloc-notes, à la lueur d'une bougie, alors que le réseau électrique commençait lui aussi à vaciller, j'ai griffonné cette vérité amère : nous avons construit nos propres ronces, et nous avons fini par aimer la douleur qu'elles nous infligent, parce qu'elle est la seule chose qui nous donne encore l'impression d'être vivants.

La lucidité, que j'avais tant cherchée en épluchant ces sept pages fatidiques en 2024, était devenue mon fardeau. Je savais pourquoi nous en étions là. Je voyais les coutures du désastre. Mais dans un monde où chacun est prêt à mourir pour sa propre version du mensonge, celui qui détient la vérité n'est pas un sage. C'est juste une cible de plus, un témoin inutile d'une tragédie dont le dénouement ne dépend plus d'aucune plume, mais uniquement de la volonté de ceux qui ont déjà le doigt sur la détente.

Le silence qui enveloppait Paris en ce mois d'octobre 2029 n'avait rien de la quiétude feutrée des nuits d'autrefois. C'était un silence minéral, une apnée collective, le calme poisseux qui précède la rupture des digues. Par la fenêtre entrouverte, l'air apportait des relents de caoutchouc brûlé et cette odeur ferreuse, presque électrique, que dégage le bitume après une journée de traque. Le réseau électrique ne crachait plus qu'un courant résiduel, faisant osciller l'ampoule au-dessus de mon bureau tel un pendule détraqué. Chaque vacillement semblait marquer le pouls d'une nation en état de mort cérébrale.

Je repris mon stylo. Mes doigts tremblaient, non de peur, mais d'une sorte de fatigue métaphysique. Sur la page blanche, les mots s'alignaient comme des cadavres sur un champ de bataille.

Nous avons cru que les ronces étaient une défense contre l'extérieur. Nous n'avons pas vu qu'elles poussaient à l'intérieur de nos propres crânes. Le Grand Basculement n'est pas la victoire d'un camp sur un autre. C'est la défaite de l'idée même d'humanité partagée. Demain, il ne restera plus de lecteurs, plus de citoyens, plus de juges. Il ne restera que des cibles. Et dans ce tir aux pigeons généralisé, le premier qui cligne des yeux est déjà mort.

Dehors, le vrombissement d'un drone se fit plus proche. Un petit point rouge clignotait dans le ciel noir, une étoile artificielle surveillant les ruines de la concorde.

La France n'allait pas seulement perdre ; elle s'était déjà perdue elle-même. Elle était devenue une abstraction, un nom sur une carte que plus personne ne reconnaissait. Le voisin n'était plus un concitoyen, il était un risque. La rue n'était plus un espace public, elle était un front.

Je fermai mon bloc-notes. Dans quelques heures, le soleil se lèverait sur une terre morcelée, où chaque clocher, chaque tour de béton, chaque péage d'autoroute serait devenu une frontière sanglante. Le Plan Ronces avait réussi au-delà de toutes les espérances de ses architectes anonymes : il avait rendu la paix unimaginable. La vérité n'était plus d'aucun secours : quand tout le monde est prêt à mourir pour sa propre version du réel, la lucidité n'est plus une arme, c'est juste un linceul un peu plus propre que les autres.

Chapitre 14

L'heure de la décision : État de siège ou Partition officielle

Novembre 2030. L'air de Paris n'avait plus cette épaisseur familière, ce sillage de bitume chaud, de caféine et de mouvement perpétuel qui battait autrefois le pouls de la métropole. L'atmosphère était désormais une trame sèche, saturée d'ozone et de métal froid. C'était le sillage électromagnétique des nuées de drones ; des insectes nécrophages rayant un ciel de plomb, veillant sur un corps national dont le cœur ne battait plus que par spasmes électriques. Le silence qui s'était abattu sur la ville n'était pas celui de la paix retrouvée, mais celui de l'épuisement. Une respiration retenue, une congestion de l'air entre deux salves. C'était le calme des zones d'expérimentation topographique, là où l'humain n'est plus qu'une variable ajustée par algorithme.

La France ne se regardait plus dans un miroir ; elle s'étudiait sur des cartes d'état-major où le bleu républicain s'était délave, grignoté par des aplats de rouge vif et des zones de gris incertain. Le concept de « territoire » avait muté. Ce n'était plus une étendue de terre régie par le Code civil, mais une mosaïque de juridictions concurrentes, une hydrologie du désastre où chaque kilomètre carré exigeait un sauf-conduit ou une allégeance. La carte, autrefois lissée par deux siècles de jacobinisme forcené, ne ressemblait plus qu'à un drap de deuil froissé, lacéré par des griffes invisibles. Ce n'était plus un pays, c'était un archipel de solitudes armées, une géographie de la fracture gravée dans le béton des check-points.

Au cœur du dispositif, les « Zones de Sécurité Haute » (ZSH) s'ériquaient comme les derniers bastions d'une fiction étatique. Là, derrière des check-points de béton haute performance et des scanners rétiniens, une bourgeoisie pétrifiée et une administration exsangue tentaient de maintenir l'illusion de la continuité historique. Dans ces

enclaves, les parcs étaient ratissés, les trottoirs passés au karcher d'un ordre chirurgical, et les écrans géants diffusaient en boucle des messages de cohésion nationale qui ne trouvaient d'écho que dans le vide des places désertées. Pour y pénétrer, le « Pass de Citoyenneté Active » était devenu le sésame indispensable, un algorithme de notation sociale filtrant les indésirables selon leur historique judiciaire, leur solvabilité et leur allégeance tacite. C'était la France du sursis, un aquarium de luxe posé sur un volcan, relié par des convois blindés qui traversaient les zones d'ombre comme on traverse un océan infesté de récifs.

Car hors de ces murs, la géographie avait basculé dans un autre siècle. La « Partition », ce mot que les éditorialistes des années 2020 manipulaient avec la prudence des démineurs, était devenue la structure même de l'existence. Les « Territoires de l'Autre Loi » n'étaient plus des poches de délinquance, mais des entités proto-étatiques. Ici, l'État avait signé son acte d'abdication non par un traité, mais par une évaporation lente des commissariats, des écoles et des perceptions. Le vide avait été comblé par une architecture sociale rigide, un alliage de solidarités claniques et d'un ordre moral dicté par des autorités dont l'influence ne souffrait plus aucune contradiction républicaine.

Dans ces « Terres Fracturées », la sémantique administrative avait capitulé. On ne parlait plus de quartiers, mais de zones à régime spécifique. La souveraineté française n'y était plus qu'une fiction juridique, un souvenir philatélique. Le droit n'était plus universel ; il était devenu local, biotopique. Dans une rue, on relevait de la cour d'assises ; dans la suivante, de la médiation ancestrale ou du châtement immédiat. Ce qui importait désormais, c'était l'appartenance au bloc, la couleur du quartier, la capacité à réciter les codes d'une communauté pour ne pas être traité en intrus. L'homme français de 2030 était devenu un nomade dans son propre pays, un étranger perpétuel dès qu'il franchissait une ligne de démarcation invisible mais palpable à la tension des mâchoires et au regard des guetteurs.

Entre ces deux pôles, la France périphérique se mourait dans une anomie grise. Les

classes moyennes, jadis colonnes vertébrales de la nation, n'étaient plus que des réfugiés de l'intérieur. Elles fuyaient les zones de friction pour s'entasser dans des lotissements fortifiés, des communautés fermées où l'on s'armait légalement pour défendre le peu qu'il restait : un lopin de terre, une réserve d'eau, une dignité bafouée. L'économie, ce grand poumon de la nation, ne respirait plus que par une assistance respiratoire de fortune. Les investisseurs étrangers, ces sentinelles du capital qui flairent le déclin avant les historiens, avaient déserté depuis longtemps. On ne place pas son argent dans un organisme qui hésite entre le siège militaire et la décomposition organique. Les places financières de Londres et Francfort regardaient Paris avec une distance clinique, comme on observe une aristocratie déchue vendre ses derniers bijoux de famille pour payer ses mercenaires. Le Franc, réintroduit dans la douleur comme une monnaie de survie, se dépréciait chaque matin au rythme des émeutes nocturnes. On troquait désormais les médicaments contre de l'essence, et la confiance — ce ciment invisible des nations — s'était évaporée comme une rosée matinale sous un soleil de plomb.

Le pouvoir central, confiné dans un Élysée transformé en bunker de commandement, n'était plus qu'un arbitre impuissant entre deux abîmes. Le Président, dont le visage n'apparaissait plus qu'à travers des filtres de sécurité, faisait face à un dilemme qui ne laissait aucune place à la nuance. Sur son bureau, deux dossiers noirs incarnaient l'heure de la décision.

Le premier portait le nom de code « Reconquista ». C'était l'option de la force brute, une chirurgie de guerre sans anesthésie. Cela signifiait l'entrée massive de l'armée dans les enclaves, le ratissage immeuble par immeuble, l'effacement des zones de non-droit sous les chenilles des blindés. C'était un pari sur le sang, une opération de nettoyage systémique qui risquait de transformer la métropole en une mosaïque de points chauds, où chaque fenêtre redeviendrait un nid de sniper et chaque cage d'escalier un tombeau. Les états-majors avaient déjà chiffré les « dommages collatéraux » : une saignée nécessaire pour recoudre les lambeaux de la nation, mais au prix d'une France qui, pour se sauver, devrait se transformer en une structure

prétoirienne, s'aliénant pour des décennies une partie de sa propre jeunesse.

Le second dossier, plus insidieux, portait l'intitulé « Protocole de Coexistence ». Sous le vernis sémantique de l'autonomie et de la décentralisation poussée, il s'agissait de l'officialisation de la partition. C'était l'acceptation d'une nation nécrosée, un État fédéral de fait où les lois ne s'appliqueraient plus partout, où l'on confierait les clefs de la paix sociale aux autorités locales en échange d'un semblant de calme. C'était la fin du contrat social né de 1789, le retour aux féodalités, la reconnaissance que le projet national avait échoué devant la poussée des identités irréconciliables. La France deviendrait un archipel de micro-nations hostiles, reliées par des routes sécurisées comme des cordons ombilicaux précaires. C'était le choix de la mort lente, de la métastase acceptée pour éviter l'hémorragie immédiate.

Dans les couloirs du ministère des Armées, on ne discutait plus de stratégie, mais de logistique funéraire. Les généraux savaient que leurs troupes, épuisées par dix ans d'opérations sur le sol national, n'avaient plus le moral des conquérants. Ils étaient devenus des gardiens de zoo, des gestionnaires de la misère sécuritaire. La question de la loyauté même commençait à effleurer les états-majors : dans une armée composée de citoyens issus de toutes les zones, qui tirerait sur qui lorsque l'ordre de la reconquête serait donné ? Près d'un tiers des effectifs de l'infanterie était issu de ces territoires qu'on leur demanderait de raser. La sédition militaire n'était plus un spectre, c'était une probabilité statistique.

La France de 2030 était cette nation suspendue, une patrie en apnée qui attendait que le couperet tombe. Le débat politique s'était évaporé, remplacé par une métaphysique de la survie. On ne parlait plus de retraites, d'écologie ou de croissance ; on parlait de périmètre de sécurité, de stocks de vivres et de la solidité des portes blindées. Le citoyen avait été remplacé par le survivant, et la fraternité par une méfiance réflexive, un calcul permanent du risque lié à l'autre. Le regard que les Français portaient les uns sur les autres était chargé d'une électricité statique qui n'attendait qu'une étincelle.

Au sommet de l'État, le silence était devenu la règle. Le Président, silhouette fantomatique errant dans les couloirs de l'Élysée, ne s'adressait plus à la nation que par des messages enregistrés, diffusés sur des réseaux cryptés que la moitié de la population ne recevait plus. Il ne présidait plus un pays, il gérait une agonie. Chaque matin, le rapport de la DGSE signalait de nouveaux « glissements de terrain » : ici, un maire qui faisait allégeance au chef de clan local pour éviter l'incendie de sa mairie ; là, un régiment qui refusait de patrouiller dans une zone « sensible » sans l'accord des autorités locales. La souveraineté s'effiloçait par les bords, comme un vieux tapis usé par trop de piétinements.

Le documentaire qui retraçait cette chute s'arrêtait sur une image fixe : la place de la Concorde, vide, sous une pluie fine. L'obélisque pointait vers un ciel bouché, tandis qu'au loin, le grondement sourd d'une explosion dans la banlieue sud rappelait que la frontière n'était jamais loin. On devinait, dans la pénombre des arcades, la silhouette d'un légionnaire immobile, dont le fusil d'assaut était la seule loi qui tienne encore debout. La France était devenue ce souvenir d'elle-même, un écho lointain de lumières et de révolutions, s'éteignant doucement dans la nuit d'un état de siège qui ne disait plus son nom.

Ce n'était plus une question de droit constitutionnel, c'était une mécanique des fluides et des ruptures. La souveraineté ne s'exerçait plus par le vote, mais par la gestion des zones d'ombre. L'État de siège, proclamé dans un souffle de panique un soir de débâcle budgétaire, n'avait pas ramené l'ordre ; il avait simplement figé le chaos dans une architecture de barbelés rasoirs. Le citoyen, au milieu de cette tectonique des blocs, était réduit à sa dimension biologique. On ne se définissait plus par ses idées, mais par son code postal et sa capacité à se fondre dans le bloc dominant de son quartier. La peur avait sédimenté les identités. On ne discutait plus, on se jugeait. On n'argumentait plus, on s'armait.

L'image satellite de la France nocturne révélait l'ampleur du désastre. Les lumières

des grandes métropoles vacillaient, victimes de délestages récurrents. On voyait nettement les césures, les zones d'ombre massive qui correspondaient aux territoires perdus, ces taches d'encre où la République avait éteint les réverbères parce qu'elle n'avait plus les moyens de protéger ceux qui passaient dessous. « Peut-on encore sauver ce qui n'est plus qu'un souvenir de nation ? » demandait la voix off, grave et monocorde. La question restait suspendue dans le vide, sans écho. Car la réponse ne se trouvait plus dans les urnes, ni même dans les livres de sociologie. Elle se trouvait dans le fracas imminent d'une décision qui ne serait pas prise par courage, mais par nécessité absolue.

En 2030, la France n'était plus un projet de vivre-ensemble, elle était un problème de génie civil et de maintien de l'ordre. Elle était un navire dont la coque était si abîmée que même le capitaine ne savait plus s'il valait mieux tenter d'atteindre le rivage ou organiser le naufrage pour que chacun puisse tenter sa chance sur un radeau de fortune. L'heure de la décision avait sonné, mais la cloche était brisée. Il ne restait que le silence lourd d'une fin d'histoire, le crépuscule d'une certaine idée de l'homme qui s'effaçait devant la réalité brutale des ronces qui avaient fini par tout envahir.

Le Plan Ronces n'était plus une hypothèse de travail ; c'était le dernier acte d'une tragédie qui avait duré trente ans, et dont le rideau s'apprêtait à tomber sur une scène jonchée de débris et de regrets. Le silence qui succéda à la question finale du documentaire ne possédait pas la légèreté d'une pause respiratoire ; c'était un silence de plomb, une masse compacte et étouffante qui semblait peser sur les épaules de quiconque osait encore regarder l'écran. En ce crépuscule de l'an 2030, la France s'était définitivement brisée selon des lignes de faille que trente ans de déni avaient rendues tranchantes comme du verre pilé.

L'heure de la décision, tant redoutée, n'était plus un sujet de débat sur les plateaux de télévision désertés par l'intelligence, mais une nécessité biologique de survie pour ce qu'il restait de l'appareil d'État. Dans les bureaux feutrés du ministère de l'Intérieur, où les dorures de la République s'écaillaient sous l'effet d'une humidité que le manque

d'entretien ne parvenait plus à masquer, les cartes avaient changé de nature. On n'y pointait plus des zones d'investissement ou des pôles d'excellence, mais des « Zones de Sécurité Haute » et des « Territoires de Persistance ». Cette nomenclature administrative, d'une neutralité clinique, dissimulait mal l'aveu d'une défaite historique : la partition était là, gravée dans la lassitude des regards.

Les centres-villes des métropoles, sanctuarisés par une rigueur de forces d'occupation, étaient devenus des îles de prospérité assiégées. Là, derrière les herses, une élite résiduelle et une classe moyenne apeurée tentaient de maintenir le simulacre d'une vie européenne. On y buvait des cafés à prix d'or, on y discutait de la dernière mise à jour du Plan Ronces comme on commente les bulletins météo avant une tempête cyclonique, tandis qu'à quelques kilomètres de là, par-delà les boulevards périphériques transformés en glacis militaires, s'étendaient les enclaves.

Ces enclaves étaient sorties du champ de vision de la loi. La République y avait signé son acte de retrait, non par décret, mais par épuisement. En 2030, l'État de siège n'était plus une exception constitutionnelle, c'était le mode de gestion ordinaire d'une nation qui ne se gouvernait plus, mais qui se gardait elle-même. Dans les départements du 93, du 13 ou du 69, les préfetures n'étaient plus que des forteresses isolées, ravitaillées par hélicoptères, où des fonctionnaires héroïques ou suicidaires tentaient de tamponner des documents que personne ne lisait plus. La réalité du pouvoir s'était déplacée vers les réseaux, vers les autorités de fait qui assuraient une forme de justice expéditive et de protection sociale par la contrainte.

L'économie française, autrefois moteur de l'Europe, n'était plus qu'un corps exsangue, une carcasse vidée de sa substance par la fuite éperdue des capitaux et des cerveaux. Les investisseurs étrangers, ces sentinelles de la stabilité, avaient déserté le territoire depuis que les compagnies d'assurance avaient cessé de couvrir les risques liés à la « volatilité civile ». La France était devenue une zone grise où le droit de propriété s'effaçait devant la loi du plus fort. Les usines, les centres de recherche, les sièges sociaux avaient migré vers l'Est ou par-delà les océans, laissant derrière eux des

friches industrielles où poussaient les ronces de l'anarchie.

La question de la nationalité, autrefois socle de l'identité commune, s'était muée en un stigmat ou un bouclier. Dans les zones de friction, exhiber son passeport pouvait déclencher une agression ou sauver une vie, selon la main qui tenait l'arme en face. L'appartenance n'était plus une adhésion à des valeurs, mais une allégeance à un clan. On était du « bloc républicain » ou du « bloc communautaire », et entre les deux, il n'y avait plus que le no man's land de la haine.

Le dilemme qui se posait désormais au sommet de l'État était d'une brutalité préhistorique. Soit la reconquête, soit la sécession. La reconquête impliquait des colonnes blindées s'enfonçant dans des canyons de béton, des milliers de victimes civiles et, au final, une France qui ressemblerait à un champ de ruines. Le prix à payer serait le sacrifice de la dernière once de légitimité morale de l'État, une tache indélébile sur le drapeau tricolore. La sécession, ou la « partition officielle », consistait à accepter juridiquement ce qui était déjà une réalité géographique : accorder une autonomie totale à des zones hors de contrôle. Ce serait signer l'acte de décès de la France de 1789, briser l'unité et l'indivisibilité de la République pour sauver ce qui pouvait encore l'être dans les bastions restants.

Le documentaire s'achevait sur cette vision d'apocalypse froide, mais l'autopsie de cette décision impossible allait plus loin. Car en 2030, décider n'était plus un acte de volonté, c'était un aveu d'impuissance. Le président de la République, silhouette fantomatique dans un Élysée protégé par des batteries anti-aériennes, regardait par la fenêtre les lueurs des incendies lointains marquer les frontières de son empire de débris. Il savait que, quel que soit son choix, la France qu'il avait connue, cette nation de littérature et de douceur de vivre, n'existait plus que dans les manuels d'histoire que l'on brûlait pour se chauffer dans les quartiers.

Peut-on encore sauver ce qui n'est plus qu'un souvenir ? La ronce ne se contente pas d'envahir, elle étouffe. Elle s'immisce dans les interstices, elle brise le marbre, elle

transforme le jardin en jungle. En ce dernier acte, l'évidence s'imposait avec une cruauté chirurgicale : on ne sauve pas un souvenir, on l'enterre ou on le trahit. La France de 2030 était debout au bord du gouffre, mais elle n'avait même plus la force de sauter. Elle attendait que le vide monte jusqu'à elle.

L'État de siège était proclamé, les décrets étaient signés, mais les ordres se perdaient dans le brouillage des ondes et la déshérence des cœurs. La décision finale n'appartiendrait ni au politique, ni au militaire, elle appartiendrait à la logique implacable de l'entropie. La France allait perdre, non pas parce qu'elle avait été vaincue par un ennemi extérieur, mais parce qu'elle avait cessé d'être une idée pour devenir un champ de bataille. Le Plan Ronces n'était plus un protocole de sortie, c'était l'épithète d'un monde qui avait oublié que pour faire nation, il ne suffit pas de partager un sol, il faut partager un destin. Et le destin français, en cet hiver 2030, s'écrivait désormais en lettres de feu sur les murs de ses propres prisons.

Chapitre 15

2030 – L’impact global : La chute du pilier européen

Le silence qui régnait dans la salle des marchés de Francfort, en ce matin de novembre 2030, n’était pas celui du recueillement, mais celui de l’effroi chirurgical. Sur les écrans géants qui tapissaient les murs de verre, le cadavre de l’exception française était disséqué en temps réel. Les algorithmes, ces prédateurs de silicium dont la cruauté n’a d’égale que la vitesse, ne s’encombraient plus de nuances. Le « spread », cet écart de taux d’intérêt entre l’Allemagne et la France, autrefois simple indicateur technique pour initiés, était devenu le thermomètre d’une agonie civilisationnelle. La courbe ne montait plus ; elle s’évadait vers des sommets de paria, franchissant les seuils psychologiques avec une indifférence de guillotine.

La France, ce pilier qui, durant des décennies, avait soutenu l’édifice vacillant de l’Union, s’affaissait désormais sur ses propres fondations vermoulues. L’Euro, cette monnaie que l’on croyait forgée dans le marbre des traités éternels, n’était plus qu’une feuille de papier emportée par le vent mauvais de la panique. Face au dollar souverain et au yuan impérial, la monnaie unique subissait une hémorragie interne que les banques centrales, impuissantes, regardaient couler avec une fascination morbide. À New York et à Hong Kong, les gérants de fonds spéculatifs ne parlaient plus de la France comme d’une puissance souveraine, mais comme d’un « actif toxique ». La signature de la France, ce sceau royal qui ouvrait jadis toutes les portes, n’était plus qu’une trace de suie sur un document caduc, une créance « subprime » dont la garantie reposait sur une paix civile évaporée.

Pourtant, cette chute ne relevait pas du seul accident financier. Elle était le produit fini d’une architecture mentale que les technocrates nommaient désormais la « Mise à Jour » (MàJ). Ce flux ininterrompu d’informations anxiogènes, cette revue de preuves

orientées, avait fini par substituer le ressenti à la vérité. La propagande moderne n'exigeait plus que l'on croie en un avenir radieux ; elle imposait de ressentir, physiquement, l'imminence du gouffre. Chaque notification sur un smartphone, chaque « flash » annonçant une énième capitulation préfectorale ou une nouvelle zone de non-droit, agissait comme un signal de vente massif, non seulement sur les marchés, mais dans les esprits. L'effondrement était d'abord une addiction psychologique avant d'être une réalité comptable.

Dans les couloirs feutrés de Bercy, l'air semblait s'être raréfié. Les moquettes épaisses n'étouffaient plus les bruits de la rue, car la rue était entrée dans les têtes. L'idée même de stabilité civile s'était évaporée le jour où les assureurs mondiaux avaient cessé de garantir les investissements sur le sol hexagonal. L'Allemagne, liée à son partenaire par un pacte de sang économique, sentait le poids du corps français l'entraîner dans l'abîme. À Berlin, on ne parlait plus de solidarité, mais de « cordon sanitaire ». Le moteur franco-allemand, cette vieille fiction entretenue à coups de sommets sans âme, n'était plus qu'une épave fumante sur le bas-côté de l'histoire. Pragmatisme oblige, la chancellerie préparait déjà le retour discret à un mark de sécurité, ou du moins à une zone euro restreinte, un réduit septentrional capable de résister à l'onde de choc du séisme parisien.

Paris, la ville qui avait inventé le luxe et l'art de vivre, offrait désormais le visage d'une reine déchuée, errant dans des jardins envahis de ronces. Sur l'Avenue Montaigne, les vitrines de cristal avaient cédé la place à des rideaux de fer renforcés, bardés de capteurs et de vigiles privés aux regards de mercenaires. Le secteur du tourisme, ce poumon qui injectait chaque année des milliards de devises dans les veines du pays, s'était arrêté net, comme un cœur frappé d'embolie. Les images de la place de la Concorde transformée en zone de bivouac pour blindés légers, les clichés de colonnes de fumée s'élevant au-dessus des toits en ardoise, avaient fait le tour du globe. Les ambassades étrangères, du Japon à la Scandinavie, avaient émis des alertes de « zone rouge » pour l'ensemble du territoire, plaçant le pays de Voltaire au même rang que les théocraties en guerre ou les républiques bananières en plein coup d'État.

Le touriste, cet animal craintif en quête de simulacres et de confort, avait rayé la France de sa carte mentale.

On assistait alors à ce que les sociologues appelaient le « Grand Drainage ». Ce n'était pas une fuite des cerveaux ordinaire, c'était un exode métaphysique, une évacuation sanitaire de l'intelligence. Dans les terminaux de Roissy, dont l'activité n'était plus maintenue que par des réquisitions militaires, les files d'attente ne composaient plus le ballet des vacanciers, mais la pesanteur de l'exil définitif. On y voyait des ingénieurs en intelligence artificielle, des chirurgiens de renom, des data-scientists de trente ans, brillants et amers, emportant dans quelques valises le capital intellectuel d'une nation. Ils rangeaient leurs diplômes de Polytechnique ou de HEC dans des mallettes de cuir, direction Montréal, Singapour ou Zurich. Ils fuyaient une fiscalité de siège obsidional, une bureaucratie devenue folle à force de vouloir taxer le néant, et surtout cette atmosphère de ressentiment qui sature les rues françaises comme un gaz lourd. La France se vidait de sa substance pensante, se transformant en une carcasse de prestige dont les organes vitaux étaient transplantés ailleurs, sous des cieux plus cléments où l'on n'excusait pas la violence par la sociologie.

L'isolement diplomatique de la France s'était cristallisé avec une brutalité inattendue. Nos partenaires européens, craignant la contagion de l'instabilité, avaient rétabli des contrôles aux frontières que l'on croyait appartenir aux livres de classe. Schengen était mort d'une crise cardiaque politique. La France était devenue une île de désordre au milieu d'un continent qui tentait désespérément de se barricader. Les flux de réfugiés internes, ces citoyens français fuyant les métropoles embrasées pour chercher un refuge précaire dans des provinces encore calmes, se heurtaient parfois à des milices locales ou à des barrages administratifs. La nation se fragmentait en archipels de peur. Le contrat social était rompu, et chaque individu s'était replié dans sa bulle de survie, dans son cercle de ronces personnel.

Les grandes multinationales, ces empires thalassocratiques qui portaient le drapeau tricolore sur tous les continents, achevèrent le processus de déterritorialisation. L'une

après l'autre, elles délocalisèrent leurs centres de décision. On ne pouvait plus diriger un empire mondial depuis une capitale où la logistique était paralysée par des grèves insurrectionnelles et où la fiscalité de crise changeait au gré des décrets d'urgence. Le luxe, l'aéronautique, l'énergie : les bijoux de la couronne étaient vendus à l'encan par des fonds souverains ou transférés sous des cieux plus cléments. La France perdait son siège symbolique à la table des grandes puissances, non pas par une défaite militaire, mais par une décomposition de l'intérieur, un renoncement total à l'ordre et à la raison. Elle n'était plus une puissance d'influence au Conseil de Sécurité de l'ONU ; elle était un sujet de préoccupation humanitaire, un dossier que l'on traitait avec la condescendance réservée aux États faillis.

Le projet européen, privé de son axe de symétrie, se brisait en blocs régionaux défensifs. L'utopie d'une Union intégrée s'effaçait devant le retour des égoïsmes sacrés. L'Europe du Nord se regroupait autour de la Hanse, l'Europe de l'Est renforçait ses remparts, laissant le flanc sud, avec la France en son centre, s'enfoncer dans une déliquescence méditerranéenne. Ce n'était plus un continent, c'était un puzzle dont les pièces ne s'emboîtaient plus. Le suicide de la France n'était pas un événement isolé ; c'était le séisme initial qui redessinait la carte du pouvoir mondial, offrant aux empires renaissants le spectacle d'une civilisation qui, ayant oublié le prix de sa cohésion, avait décidé de s'offrir en holocauste à ses propres démons.

Chaque soir, les journaux télévisés du monde entier ouvraient sur « l'ulcère français ». On y analysait la fragmentation civilisationnelle d'un pays qui avait voulu être un modèle et qui n'était plus qu'un laboratoire à ciel ouvert de la chute. Les ronces, ces liens invisibles mais tenaces faits de ressentiment, de bureaucratie aveugle et de haine de soi, avaient fini par étouffer l'arbre. Le pilier s'était effondré, et dans son fracas, c'est tout l'Occident qui sentait le sol se dérober sous ses pieds. La France n'était plus une nation, elle était une leçon d'histoire que personne n'avait eu le courage de lire avant qu'il ne soit trop tard.

Pourtant, au milieu de ce désastre, une forme de vie subsistait, mais c'était la vie du

parasite sur l'organisme mourant. Des prédateurs financiers internationaux rachetaient pour une fraction de leur valeur les fleurons du patrimoine national, les vignobles millénaires, les immeubles de prestige, les brevets technologiques encore viables. On dépeçait la bête. La France était devenue un marché d'occasion, une brocante géante où l'on liquidait l'héritage des siècles pour éponger les dettes d'un présent en faillite. Le sentiment de trahison était partout, mais il n'avait plus d'objet précis. Ceux qui restaient, piégés dans une géographie de la peur, regardaient les avions décoller de Roissy avec la certitude qu'ils emportaient avec eux la dernière chance de salut. Dans les dîners en ville qui subsistaient encore sous couvre-feu, on ne parlait plus de politique, car la politique suppose un avenir. On parlait de survie, de points d'eau, de stocks de nourriture, de la valeur du métal précieux face à une monnaie papier qui brûlait les doigts.

C'était la fin d'une certaine idée de l'homme, de cette arrogance magnifique qui consistait à croire que l'on pouvait bâtir une société sur la seule abstraction des droits, sans le socle des devoirs et de la cohésion charnelle. La chute de la France n'était pas un accident de parcours ; c'était le verdict implacable d'une histoire qui ne pardonne pas aux peuples qui cessent de s'aimer eux-mêmes. Le monde regardait, et dans ce regard, il n'y avait plus d'amour, seulement la vérification clinique d'une hypothèse : une nation peut mourir de sa propre absence de limites.

Dans les rues de Lyon, de Marseille ou de Nantes, la lumière des réverbères semblait plus terne, comme si la ville elle-même n'avait plus la force de s'éclairer. On marchait vite, le regard baissé, évitant les groupes de jeunes hommes stationnés aux carrefours, ces sentinelles de l'ordre nouveau qui ne devait rien à la République. Le séisme silencieux avait tout nivelé, et dans les décombres de l'État-providence, on ne trouvait plus que le silence de ceux qui ont cessé d'espérer. Le monde continuait de tourner, mais il tournait sans elle, l'ignorant superbement, comme on ignore un vieil acteur déchu qui continue de déclamer ses vers dans un théâtre vide, alors que la scène est déjà occupée par de nouveaux maîtres, plus jeunes, plus cruels, et infiniment plus sûrs d'eux-mêmes. La France avait ouvert la brèche, et par cette brèche, c'était tout un

monde qui s'engouffrait dans l'inconnu, laissant derrière lui le souvenir d'une splendeur dont il ne restait que des cendres et des ronces.

FIN

Merci d'avoir lu "Le Plan Ronces : La France va perdre"

Une œuvre écrite par Seb Le Reveur

[Lire la version interactive et commenter](#)

[Découvrir les autres œuvres de l'auteur](#)